

Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12898 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 18 JUILLET 1986

La « nouvelle détente » et ses ambiguïtés

La visite que M. Chevardnadze vient d'achever à Londres a confirmé et prolongé la grande offensive de charme que M. Gorbatchev avait déployée en direction des Européens en recevant M. Mitterrand à Moscou. Même décontraction, mêmes sourires, même mise en avant des parenthèses des polémiques, même souci de tourner la page sur les différends passés, notamment sur les expulsions à répétition de diplomates soviétiques et britanniques il y a moins d'un an : premier chef de la diplomatie soviétique à visiter Londres depuis dix ans, M. Chevardnadze a réussi sa mission. La façon dont a été réglé le vieux contentieux sur les emprunts russes montre à elle seule que la nouvelle équipe au pouvoir à Moscou sait faire preuve d'imagi-

Une bonne dose d'ambiguïté n'en subsiste pas moins sur les perspectives et l'ampleur de la « nouvelle détente ». Par ses multiples plans de paix des derniers mois et sa nouvelle approche des relations publiques, M. Gorbatchev a fort bien réussi à poser l'image d'un dirigeant de type nouveau, sincèrement désireux de forcer les obstacles accumulés sur la voie des accords, mais systématiquement contrôlé par un gouvernement américain qui ne révoit que de confrontation et de course aux armements. Voyez comme nous sommes bons, face au méchant Reagan, tel est en substance le message.

Il se trouve que cette impression n'est pas partagée par les diplomates occidentaux — pas tous américains ni tous réalistes — qui sont aux prises à Genève, Stockholm, Vienne ou ailleurs avec les difficiles problèmes du débroussaillage des dossiers et de la « mise en forme » des ententes en gestation. Sur de nombreux points, les avancées formulées par M. Gorbatchev ne trouvent pas leur « suivi » à la table des négociations, quand elles ne s'accompagnent pas de reculs parfois déconcertants.

Ainsi peu de progrès sont-ils accomplis aux pourparlers de Vienne sur les diminutions de forces classiques, malgré les offres de réduction de M. Gorbatchev de l'Atlantique à l'Oural. Il est vrai qu'à la conférence de Stockholm sur les mesures de confiance les pays du pacte de Varsovie viennent de faire une concession appréciable : ils ont accepté de laisser de côté le problème de la notification et de la vérification des mouvements de forces aériennes et de discuter des seules manœuvres terrestres. Mais les propositions de l'Est en matière de vérification sur place sont très en deçà des demandes occidentales et même de ce que M. Gorbatchev et d'autres porte-parole soviétiques avaient laissé entendre dans leurs déclarations publiques.

Deux explications sont avancées à ces contradictions. Ou bien M. Gorbatchev joue double jeu et cherche à soigner son image de marque auprès des opinions publiques beaucoup plus qu'à parvenir à des accords. Ou bien il souhaite sincèrement sortir de l'impasse, mais ses efforts sont bloqués par un appareil diplomatique encore rigide et « gromykoïse » malgré les ramaniements récents. Jusqu'à plus ample informé, et compte tenu de ce qui se passe en politique intérieure, la seconde explication paraît la plus plausible. Une clarification sera en tout cas nécessaire pour que le train de la « nouvelle détente » — dans lequel le président Reagan finit lui aussi par monter — arrive à bon port.

(Lire nos informations page 3.)

Pressions sur Londres et Washington

Pretoria menacé de nouvelles sanctions

M. Reagan et M^{me} Thatcher ne veulent pas de sanctions contre Pretoria. Sous la pression, ils pourraient bien assouplir leur position. Le président américain a avancé de quelques jours son discours sur ce sujet, mais le Congrès n'attend pas de lui que des mots. Quant à la « dame de fer », elle voit le Commonwealth menacé d'éclatement. La reine s'en émeut...



(Lire page 2 les articles de FRANCIS CORNU et HENRI PIERRE.)

La politique de l'emploi et le débat sur les dénationalisations

Légère diminution du chômage en juin

Les statistiques mensuelles du chômage, que devait présenter ce jeudi 17 juillet M. Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, donnent un certain répit au gouvernement : après avoir augmenté sensiblement trois mois de suite, le nombre de chômeurs a diminué en juin de 0,3 % (en données corrigées). Ce résultat touche particulièrement les jeunes de moins de vingt-cinq ans. Pour ceux-ci, l'ordonnance accordant aux employeurs des exonérations de cotisations sociales en cas d'embauche ou d'accueil en apprentissage ou en stage de formation en alternance a été publiée ce jeudi au « Journal officiel ». Cet ensemble de dispositions auquel 4,5 milliards de francs sont consacrés en 1986, devra prendre le relais du « traitement social » qui a permis une relative stabilisation du chômage depuis un an.

En revanche, le commerce extérieur en données corrigées des variations saisonnières a été déficitaire de 1,26 milliard de francs en juin après avoir été en déficit de 2,1 milliards de francs en mai.

(Lire nos informations page 21.)

Jeux d'été

par ANDRÉ FONTAINE

La cohabitation ressemble à la coexistence entre l'Est et l'Ouest. Même détermination de ne pas créer l'irréparable, même alternance de crise et de détente, même absence de cette confiance sans laquelle il n'est pas d'accord durable.

La différence est que la rupture de la coexistence conduirait à la guerre nucléaire, ce dont personne ne veut. Alors que celle de la cohabitation ne conduirait qu'à une consultation populaire : or il y en aura une, de toute façon, au printemps 1988 au plus tard.

Faut-il voir dans l'état qui vient d'opposer François Mitterrand et Jacques Chirac le signe que le moment de la cassure approche et que le premier nommé la prépare ?

Qu'il ait refusé de signer l'ordonnance sur la privatisation ne relève pas nécessairement uniquement du calcul. Entré à l'Elysée sur un programme dont les nationalisations constituaient l'une des pièces maîtresses, il était difficile au président, sauf à se déjuger et à déconcerter son électeur de donner son aval à un texte qui les effaçait d'un trait.

D'autant plus que, par la même occasion, il liquidait une partie importante de l'héritage du général de Gaulle, puisque c'est à ce dernier qu'on doit, entre autres, la nationalisation de la régie Renault, de l'Agence Havas et des plus grandes banques.

(Lire la suite page 7 et les articles d'ANDRÉ PASSERON et d'ALAIN ROLLAT.)

Victimes des conflits de l'Amérique centrale

Les Indiens Miskitos à la dérive

Entre le Nicaragua et le Honduras, entre les sandinistes et les contras, les Indiens Miskitos sont ballottés dans un conflit qui les dépasse.

MOCORON de notre envoyé spécial

La longue pirogue glisse silencieusement le long des berges luxuriantes du rio Mocoron. Sur les rives, les cris des enfants profitant des délices d'un bain courent ceux des perroquets. Les femmes étendent leur lessive ou vendent à même leur pirogue les produits de leur cueillette. Pourtant, dans ce qui pourrait être un paradis, la tension règne.

Dans la Mosquitia, sur la côte atlantique du Honduras, les Indiens miskitos du Nicaragua viennent trouver refuge chez leurs frères honduriens. Ces semi-nomades, aux couleurs de peau très variées et qui

parlent souvent indifféremment, entre leur dialecte, l'espagnol ou l'anglais, n'en sont pas à leur première traversée du fameux rio Coco qui sépare à l'est les deux pays. De tout temps les Miskitos ont eu l'habitude de franchir le fleuve au gré de leurs besoins, sans se soucier d'une frontière qui ne les concernait pas.

L'histoire commence en 1979 lorsque, après la révolution sandiniste, le gouvernement nicaraguayen souhaite mettre un terme à l'isolement de ces populations qui considèrent les Nicaraguayens comme les « Espagnols du Pacifique » et qui continuent aujourd'hui encore d'affubler de ce même vocable les combattants sandinistes ou ceux de la Contra. L'échec de cette intégration maintes fois décrite conduit le régime de Managua à éloigner en 1982 les Miskitos de la frontière hondurienne par des déplacements forcés à l'intérieur du

pays. La suite ne sera plus qu'une longue série d'échecs, d'incompréhension mutuelle et de revirements, le gouvernement sandiniste ayant même son « erreur ». Aujourd'hui, les Miskitos traversent toujours le rio Coco, mais le plus souvent dans un seul sens, en fuyant le Nicaragua, et n'obéissent plus pour cela à leurs coutumes mais aux mots d'ordre des différentes forces qui entendent les représenter : la KISAN (1), ou les sandinistes. Ils sont ainsi ballottés dans un conflit qui les dépasse.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.
(Lire la suite page 3.)

(1) La Kisan, sigle indien qui signifie Union des peuples indiens de la Côte Atlantique nicaraguayenne, a été constituée au mois de septembre 1985. L'organisation regroupe les mouvements de lutte des miskitos à l'exception du courant favorable au dialogue avec les sandinistes dont M. Brooklin Rivera est le défenseur.

Le quateron et les transistors

L'Opéra Bastille repêché

M. Léotard dit oui, sous conditions.

PAGE 24

Un bouclier antimissile en Europe

Trois sociétés françaises vont participer à ce projet mis en œuvre par les Américains.

PAGE 19

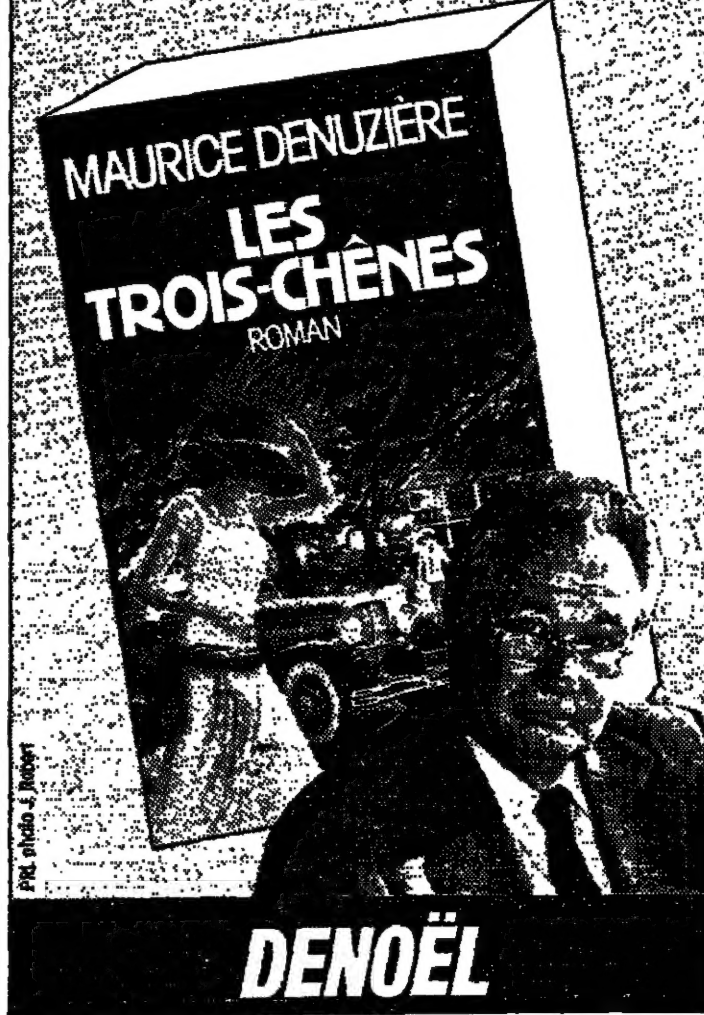
La fin des avions sac à dos

People Express, le pionnier des casseurs de prix aux États-Unis, est rentré dans le rang.

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve page 24

C'est toujours le livre de l'été !



Cabines téléphoniques dévastées, sièges de métro lacérés...

Les vandales de Paris

A trois reprises au cours du mois d'avril, des inconnus ont pénétré dans le cimetière de Montmartre, à Paris. Bilan de ces visites nocturnes : cent soixante-dix tombes abîmées, des colonnes brisées, des vitraux de sépulture arrachés. Ni les policiers du quartier, ni le conservateur de la nécropole, ni les inspecteurs de sécurité de la ville n'ont la moindre piste. Qui a pu faire cela et pour quel motif ? Mystère absolu. Le vandalisme, ce poison des grandes villes, reste une énigme pour les services publics dont il complique la tâche et grève les budgets.

Les sociologues eux-mêmes se plaignent du désert devant lequel ils se trouvent : peu ou pas d'études sérieuses, des statistiques dispersées et peu fiables. Ils ne sont même pas d'accord sur la définition du phénomène.

En toute rigueur, on ne devrait parler de vandalisme que lorsqu'il y a dégradation « gratuite », c'est-à-dire sans raison apparente, d'un patrimoine. Dès lors, la plupart des graffitis qui, bon an mal an, couvrent les murs de Paris sur 32 000 mètres carrés sont « hors sujet ». Les syndicalistes qui récemment ont, en une nuit, couvert les parois du périphérique d'inscriptions géantes du style « Halte à la casse chez Renault », comme les artistes,

qui, pour se faire connaître, déco- rent au pochoir les quais de la Seine ou peignent les palissades de chantier ne peuvent être taxés de vandales. Faut-il les mettre dans le même sac que ceux — d'ailleurs de moins en moins nombreux — qui dessinent leurs phantasmes sexuels dans les recoins douteux et les urinoirs de M. Decaux ?

Comment baptiser les carabins qui chaque année barbouillent la statue du malheureux docteur Vulpian le « père » de la sclérose en plaques ? Et les facétieux qui ont point en rose les chaussures de Beaumarchais, immortalisées rue Saint-Antoine ? Sont des vandales certifiés — mais anticolonialistes — ceux qui ont fait sauter la statue du commandant Marchand à

la Porte Dorée et vandales de pure espèce les fétichistes qui ont emporté l'une des jambes de Montaigne, juste devant la Sorbonne.

Le vandalisme authentique, on le rencontre dans les halls d'entrée et les escaliers d'un certain nombre d'HLM parisiennes. Boîtes aux lettres forcées, revêtements arrachés, lattes de plafond décrochées, portes dégonflées... Mais, selon les responsables de l'office, ces déprédations ne touchent qu'une vingtaine de grands ensembles — notamment dans les 12^e, 13^e, 17^e, 19^e et 20^e arrondissements — sur les quatre cents groupés d'immeubles qu'ils contrôlent.

MARC AMBROISE-RENDU.
(Lire la suite page 19.)

Le Monde LIVRES

- Le Paris fantôme d'André Breton.
 - Retrouver Pierre Benoit.
 - Héraclite de l'ombre à la lumière.
 - Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : la nouvelle édition du Grevisse.
- Pages 9 à 13

Etranger

AFRIQUE DU SUD : la question des sanctions contre le régime de Pretoria

M. Reagan tente encore de résister aux pressions du Congrès

M. Robert Brown, l'homme d'affaires noir pressenti pour le poste d'ambassadeur des Etats-Unis en Afrique du Sud, a déclaré mercredi 16 juillet qu'il était prêt à accepter une telle proposition. « J'assumerai ces fonctions si le président me le demande », a-t-il dit. Le dirigeant noir, Jesse Jackson, a indiqué que, faute d'un changement de politique de la Maison Blanche à l'égard de Pretoria, M. Brown, qui est l'un de ses amis, se lancerait dans une « mission suicide ». « Il faudrait qu'un nouveau message accompagne le changement de message », a-t-il dit.

WASHINGTON
Correspondance

Cédant aux pressions du Congrès, et notamment des sénateurs de son propre parti, de plus en plus tentés de décider des sanctions contre Pretoria, le président Reagan sera vraisemblablement contraint de prononcer, dès le début de la semaine prochaine, le discours attendu à Washington sur la politique américaine vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Le président aurait préféré, selon la formule, « se hâter lentement », mais la pression du Congrès l'empêche apparemment d'accélérer le mouvement.

On s'attend généralement à ce que M. Reagan s'exprime en termes d'autant plus vigoureux qu'il s'abstiendra d'annoncer un renforcement des sanctions mises en vigueur en septembre 1985. La révision de la politique américaine menée par le département d'Etat exclurait en effet de telles mesures, contrairement aux dispositions contenues dans un projet de loi approuvé la semaine dernière par la Chambre des représentants. Cette résolution, si elle était appliquée, aboutirait pratiquement à la rupture totale des liens commerciaux entre les deux pays et obligerait les compagnies américaines à retirer leurs investissements d'Afrique du Sud. En revanche, M. Reagan réaffirmerait l'importance du dialogue entre les deux communautés, blanche et noire, en même temps qu'il soulignerait l'engagement des Etats-Unis à promouvoir le bien-être des Noirs.

Le secrétaire d'Etat M. Schultz, très fermement opposé aux sanctions, aurait repris des arguments déjà développés l'an dernier, selon lesquels les Noirs d'Afrique du Sud en seraient les plus affectés. En outre, l'application de sanctions, estimait-il, ne pourrait que renforcer la mentalité d'« assiégés » des dirigeants blancs et engendrer de nouvelles violences.

A dire vrai, le gouvernement de M. Reagan livre une bataille difficile au Congrès, où sa politique d'« engagement constructif » sou-

lève de vives critiques, qui ne viennent pas seulement de la gauche démocrate. Plusieurs projets de loi déposés au Sénat émanent de républicains, qui estiment que de nouvelles sanctions représenteraient la « dernière chance » de convaincre le gouvernement de Pretoria de changer de politique.

Dans ce climat le gouvernement espère, par quelques paroles très fermes et des gestes symboliques, freiner la tendance prévalant au Congrès. La nomination envisagée de M. Robert Brown, industriel noir de Caroline du Nord, comme ambassadeur américain à Pretoria, répond à ce souci. M. Schultz, qui aurait préféré envoyer un diplomate de carrière, aurait été impressionné par la personnalité de M. Brown et il aurait accepté ce choix, décidé à la Maison Blanche. La nomination de M. Brown n'est pas encore assurée pour autant puisque l'agrément de Pretoria n'est pas acquis. En outre, l'enquête sur les activités commerciales passées de M. Brown aurait révélé quelques zones d'ombre.

Sur le plan intérieur, le gouvernement continue de vouloir garder le contrôle de sa politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, et donc de prévenir les initiatives du Congrès qui la contrediraient. Gagner du temps paraît être son objectif. Dans le même temps, il souhaiterait mieux coordonner son action avec celle des principaux pays européens intéressés.

HENRI PIERRE.

M^{me} Thatcher pourrait reconsidérer son refus pour ménager le Commonwealth

LONDRES
de notre correspondant

Pour n'avoir cessé, depuis un an, de faire obstacle à des sanctions internationales contre l'Afrique du Sud, notamment au sein du Commonwealth et de la Communauté européenne, M^{me} Thatcher peut-elle maintenant revenir en arrière, et jusqu'à quel point ? Cela paraît a priori difficile pour celle qui a toujours voulu accrédi-ter son image de « dame de fer » en se targuant à tout propos de n'être « pas du genre à faire volte-face », mais la question, pourtant, se pose aujourd'hui à elle, de manière très précise. Confirmant diverses spéculations de ces derniers jours, le secrétaire au Foreign Office vient en effet d'indiquer de possibles changements d'attitude.

S'adressant le 16 juillet à la Chambre des communes, Sir Geoffrey Howe a certes répété que des sanctions économiques générales ne seraient pas efficaces, mais il a ajouté : « Si ma mission ne produit pas de résultats substantiels et tangibles, un accord pour de nouvelles mesures (à l'encontre de Pretoria) sera probablement nécessaire ».

Le chef de la diplomatie britannique a ainsi laissé entendre que son gouvernement pourrait finalement accepter une action limitée, afin d'éviter une opération de boycottage de grande envergure, telle que la réclamation la plupart des pays du Commonwealth.

Cette allusion à un éventuel assouplissement de la position de

M^{me} Thatcher intervient alors qu'elle se trouve complètement isolée tant à l'étranger que sur la scène politique intérieure, et que son gouvernement est soumis à des pressions de plus en plus fortes.

La Malaisie, les Bahamas, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et cinq pays africains ont déjà annoncé leur décision de boycotter les Jeux du Commonwealth (le Monde du 17 juillet) pour protester contre l'attitude de M^{me} Thatcher, et l'Inde a fait savoir que sa décision était en suspens. Au total, les organisateurs des Jeux redoutent l'absence d'une vingtaine de délégations, sur les cinquante-huit invitées.

L'inquiétude de la reine

Cette campagne, péniblement ressentie dans l'opinion britannique, laisse présager des menaces plus graves encore : sinon un éclatement du Commonwealth, tout au moins le départ de plusieurs Etats-membres, ce qui risque de sonner le glas de l'institution. Le secrétaire général du Commonwealth, Sir Shridath Ramphal, a rappelé le 15 juillet à Londres que la Zambie et le Zimbabwe sont résolus à en venir à une telle extrémité, et que d'autres pays africains envisagent de faire de même, au cas où un accord ne serait pas conclu lors du « mini-sommet » du Commonwealth, qui réunira sept chefs d'Etat et de gouvernements à Londres, début août.

Le Commonwealth n'est plus ce qu'il était, sur le plan économique,

entre autres, mais il continue d'être un forum utile, et conserve une valeur symbolique certaine aux yeux des Britanniques et de leur souveraine. La reine a toujours pris très à cœur son rôle de chef du Commonwealth et, depuis trente ans, elle multiplie les visites dans les pays qui en font partie, afin de maintenir une certaine cohésion.

Tout récemment des parlementaires conservateurs bien introduits à la Cour ont fait savoir que les menaces qui pèsent sur l'existence du Commonwealth étaient jugées très alarmantes au Palais de Buckingham. Elizabeth II, qui n'a jamais eu de très bonnes relations avec son actuel premier ministre, l'aurait fait comprendre à M^{me} Thatcher le 15 juillet, au cours de leur entretien régulier.

Le souverain britannique est tenu de n'exercer aucune influence directe, mais la presse remarque ici qu'au 10 Downing Street, dans l'entourage de M^{me} Thatcher, on se soucie des appréhensions du Palais. Le seul fait que la rumeur d'un possible désaccord entre la reine et son premier ministre puisse exister est une lourde pierre dans le jardin de M^{me} Thatcher, dont la popularité est déjà en baisse depuis des mois.

Le porte-parole de l'opposition travailliste pour les affaires étrangères, M. Denis Healey, n'a pas manqué, mercredi, de mettre l'accent sur cet aspect du débat. « Le premier ministre n'a plus un seul ami dans le Commonwealth », a-t-il déclaré. « Maintenant, elle risque de torpiller le Commonwealth, et de provoquer une crise constitutionnelle mettant le Palais en cause ».

De plus en plus de députés conservateurs s'inquiètent de la situation, et souhaitent que le gouvernement puisse manifester une évolution de son point de vue, avant la prochaine réunion du Commonwealth. Au sein du gouvernement, plusieurs ministres seraient favorables à une démarche plus souple à l'égard des vœux du Commonwealth, et le premier ministre ne pourrait même plus compter sur l'entière compréhension du secrétaire au Foreign Office. Déjà peu enthousiaste lorsque M^{me} Thatcher lui avait demandé de partir en mission en Afrique du Sud, Sir Geoffrey l'est encore moins après le camouflet qu'il a subi lors de la première partie de sa mission en Afrique australe.

M. B.-R.

FRANCIS CORNUL.

La Cour suprême assouplit certaines dispositions de l'état d'urgence

La Cour suprême sud-africaine a rendu, le mercredi 16 juillet, un jugement déclarant légal l'état d'urgence imposé le 12 juin dernier, mais assouplissant certaines de ses dispositions. La Cour, qui siègeait à Durban, a autorisé les personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence à recevoir la visite de leur avocat et a annulé plusieurs restrictions concernant la presse. Elle a ainsi considérablement réduit la définition des « déclarations subversives » que les journaux n'ont pas l'autorisation de rapporter, jugeant que la législation d'urgence excédait de beaucoup les pouvoirs du chef de l'Etat. Les juges ont également supprimé l'interdiction de publier des déclarations pouvant diminuer la confiance du public en ce qui

concerne la levée de l'état d'urgence, ou pouvant engendrer des sentiments d'hostilité à l'égard d'une personne ou d'une partie de la population.

Douze Noirs ont, d'autre part, été tués au cours de violences depuis quarante-huit heures. C'est l'un des bilans les plus lourds enregistrés depuis l'instauration de l'état d'urgence. Les cadavres de neuf victimes ont notamment été retrouvés par la police dans une maison partiellement détruite par un incendie, à Vlakfontein, un village du bantoustane du KwaZulu, au nord de Pretoria. La police a indiqué que ces neuf personnes avaient été tuées par un fusil d'assaut AK-47, de fabrication soviétique. — (Reuters.)

Présentation du « Cheetah » vieux Mirage-III modernisé

JOHANNESBURG
de notre correspondant

« L'Afrique du Sud a un nouveau chasseur avec lequel il faudra compter », a déclaré, le mercredi 16 juillet, le chef de l'armée de l'air, le général Denis Earp, en présentant, en compagnie du président de la République, M. Pieter Botha, le dernier-né de l'aviation de Pretoria baptisé « Cheetah » (Guépard). Cet appareil de combat est une modernisation du Mirage-III livré par la France avant que Paris ne décide un embargo sur les armes à Pretoria, en novembre 1977.

Ce Mirage-III, vieux de vingt ans, a été modifié : son nez a été allongé, il a été doté de nouveaux perfectionnements électroniques et son armement, qui est entièrement de conception sud-africaine, a également été modifié.

De prime abord, le Cheetah ne diffère guère du modèle d'origine. Selon le général Denis Earp, le Cheetah prolonge la durée de vie du Mirage-III de dix à quinze ans et ce nouveau modèle est capable de rivaliser avec les Mig-23, dont est notamment équipée l'armée de l'air angolaise. Les caractéristiques techniques du Cheetah réalisées par Atlas Aircraft Corporation (AAC), à Kempton Park, près de Johannesburg, n'ont pas été révélées. Secret militaire oblige.

On ignore à quel état appa-rait utilisé quand il sera opérationnel, et combien de Mirage-III seront transformés. L'Afrique du Sud dispose de cinquante et un Mirage-III et d'un moins autant de Mirage F-1, fabriqués sous licence par AAC. « Ce nouveau poling d'acier dans la défense du pays », selon l'expression du général Magnus Malan, ministre de la défense, a été livré à l'armée de l'air trois mois après le lancement d'un navire de ravitaillement, le « Drakenberg », de 12 500 tonnes, commandé par la marine sud-africaine.

● MAROC : repos forcé pour le roi Hassan II. — Le souverain marocain a annoncé, le mercredi 16 juillet, qu'il reportait de « plusieurs jours » la visite qu'il devait effectuer à Washington, à partir du 22 juillet, en raison de son état de santé. Un communiqué du palais précise qu'au terme d'un examen médical de routine, « dont les résultats sont satisfaisants », ses médecins « sont arrivés à tenir compte de la fatigue actuelle du Sa Majesté, inhérente à un surmenage excessif occasionné par ses intenses activités depuis de nombreux mois ». Le roi a toutefois reçu le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, avec qui il s'est entretenu du conflit du Sahara occidental. Au cours de sa visite au Maroc, M. Perez de Cuellar a également discuté de ce problème avec les dirigeants de tous les partis politiques marocains. — (Reuters.)

Cet unique exemplaire, qui comportera un équipage d'une centaine d'hommes, a été entièrement conçu et réalisé dans les chantiers navals sud-africains. Un mois plus tôt, Pretoria devait son premier hélicoptère, entièrement « made in RSA », l'Alpha XH1, dont la taille est à peu près identique à celle de l'Alouette, et qui est notamment équipé d'un canon de 20 mm pouvant tirer six cents coups à la minute.

Néanmoins, l'Afrique du Sud ne paraît pas encore en mesure de produire son propre avion de combat. Le général Earp a indiqué que la reconversion du Mirage-III avait été la solution retenue, car la conception d'un nouvel avion de combat coûterait 70 millions de rands (200 mil-

lions de francs). « Mais nous avons beaucoup avancé », a-t-il précisé, « les seules restrictions sont le temps et l'argent ».

Pour le président Botha, le baptême du Cheetah est « notre réponse à l'imposition de sanctions. Nous ne nous laisserons pas humilier, et nous ne laisserons pas saper notre autorité, afin d'échapper aux sanctions », a-t-il affirmé. « Nous sommes une nation forte et fière. Nous avons la foi et l'aptitude à assurer notre propre avenir. Nous ne sommes pas une nation de mollusques ».

Le président de la République a appelé ses concitoyens à « ne pas se laisser abuser par la guerre psychologique », et agit contre « ceux qui, en notre sein, veulent capotuler ».

M. B.-R.

FRANCIS CORNUL.

A TRAVERS LE MONDE

RFA

L'espion qui manquait de tuyaux (suite)

Les autorités de Bonn n'ont pas apprécié le comportement du scientifique est-allemand Herbert Meissner. Celui-ci, après avoir été surpris en train d'essayer de voler un tuyau de douche dans un grand magasin de Berlin-Ouest, avait annoncé son désir de faire défection, puis, au lieu de se rendre à la seconde séance de « debriefing » prévue avec les services secrets ouest-allemands, avait préféré trouver refuge à la mission de RDA à Bonn (le Monde du 17 juillet).

Un porte-parole ouest-allemand a, en effet, fait savoir que l'Allemagne fédérale considérait M. Meissner, vice-président de l'Académie des sciences de la RDA, comme un agent des services d'espionnage est-allemands, et qu'à ce titre il serait arrêté et jugé s'il quittait son refuge de Bonn pour essayer de regagner la RDA. — (Reuters, AP.)

Philippines

Libération des religieuses enlevées à Mindanao

Manille (AFP). — Dix carmélites philippines enlevées vendredi dernier à Mindanao par des séparatistes musulmans ont été libérées, a annoncé ce jeudi 17 juillet le ministre de la défense à Manille. A en croire, aucune rançon n'a été versée aux ravisseurs, qui avaient pourtant réclamé 100 000 dollars. Peu après

leur libération, les dix religieuses ont regagné leur couvent dans la ville de Marawi, à 800 kilomètres au sud-ouest de Manille. Elles ont déclaré avoir été bien traitées. Selon le ministère, les religieuses ont été enlevées par une « unité isolée » du Front Moro de libération nationale (MNLF), qui aurait agi « sans ordre ».

De même source, on indique ne disposer d'aucune information sur le sort du missionnaire protestant américain Brian Lawrence enlevé samedi dernier à Marawi par un autre groupe. (le Monde du 17 juillet).

Par ailleurs à l'occasion de la visite à Bruxelles du vice-président des Philippines, M. Salvador Laurel, la CEE a donné son accord, le mercredi 15 juillet, à un accroissement de l'aide à Manille. M. Laurel s'est vu offrir un supplément de 40 millions d'ECU (288 millions de FF) pour son pays dans le cadre de l'aide au développement, ainsi que 5 millions de dollars (35 millions de FF) en aide alimentaire cette année. — (AFP, AP.)

Les populations évacuées de la région de Tchernobyl seront relogées plus loin que prévu

Les autorités soviétiques ont abandonné le projet de reloger dans le site prévu dans un premier temps, au sud de la Biélorussie, les personnes évacuées à la suite de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl. La densité de radiation est en effet encore trop importante

dans cette région. La décision a donc été prise de construire les nouveaux logements au nord de la région de Gomel, plus éloignée. Cette nouvelle a provoqué l'inquiétude des habitants de la région primitivement choisie. Pourtant, selon le quotidien Izvestia, les doses de radiation ne sont pas dangereuses pour la santé, mais il est souhaitable que les personnes évacuées ne soient pas à nouveau exposées à des radiations supplémentaires.

De plus, selon les Izvestia, les trois villages du sud de la Biélorussie sont déjà très peuplés, alors que les régions du nord manquent de main-d'œuvre : quatre mille maisons seront construites ; ce sont 82 000 personnes qui ont été évacuées à l'intérieur du périmètre de sécurité en avril dernier. — (UPI.)

Tunisie

Le maire de Monastir est destitué

Le président Bourguiba a démis de ses fonctions, le mercredi 16 juillet, le maire de sa ville natale, M. Amour Ghedira, cousin et proche collaborateur de l'ancien premier ministre, M. Mzali. M. Ghedira sera remplacé « provisoirement » par M. Neji Skhiri, président directeur général de la plus grande banque du pays, la SIB.

Il avait été limogé de son poste de secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en avril dernier, époque à laquelle il était devenu maire de Monastir. Le président tunisien recevait, d'autre part, à Monastir, vendredi, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, qui était attendu jeudi en Tunisie pour une visite officielle.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959)

Jacques Fauriol (1959-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Imprimé

de « Le Monde »

1, rue de la Harpe

PARIS-20

1984

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,8 f. ; Portugal, 110 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 1,80 DM ; Roumanie, 120 lei. ; Royaume-Uni, 1,25 £ ; USA, 1,25 \$; USA (New Conn.), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

هنا منه الأصل

Amériques

Victimes des conflits en Amérique centrale

Les Indiens Miskitos à la dérive

(Suite de la première page.)

Signes de ce harcèlement, les «voyages de presse» organisés dans la région. Ainsi, il y a quelques semaines, l'ambassade américaine au Honduras invitait une soixantaine de journalistes américains au moment de l'arrivée prévue d'un grand nombre de réfugiés miskitos en provenance du Nicaragua. Le «show», qui devait avoir lieu en présence du vice-président américain George Bush, a été annulé au dernier moment pour cause d'intempéries. Peu de temps après, le gouvernement de Managua organisait un voyage de propagande dans la partie nicaraguayenne pour montrer comment les sandinistes parvenaient à faire accepter le futur statut d'autonomie promis aux Miskitos, en affirmant que douze mille d'entre eux avaient été «kidnappés» par les forces contre-révolutionnaires.

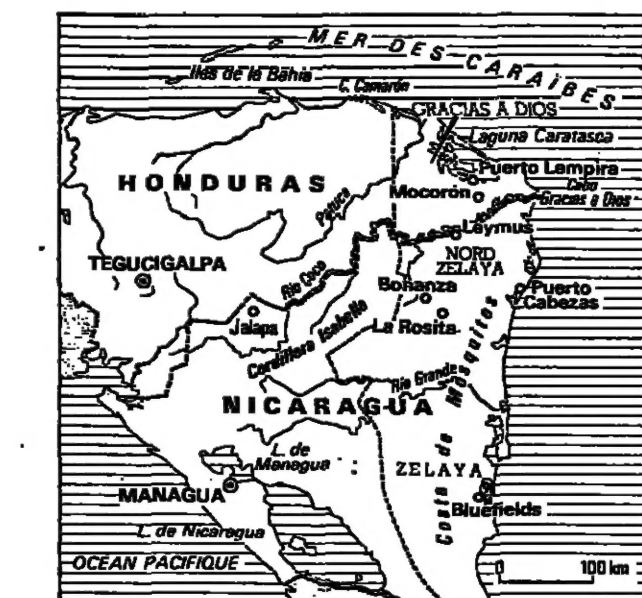
A Saki, sur les bords du rio Coco, des barques de bois sur pilotis entourent le petit poste militaire hondurien tenu par quelques soldats, la mitrailleuse braquée vers la frontière. Lola Garcia explique qu'elle est venue se réfugier de ce côté avec sa famille le 7 avril «parce que la KISAN nous a demandé de partir en nous expliquant que d'importantes combats allaient avoir lieu». «Nous avons de la famille de chaque côté», ajoute-t-elle, «alors peut-être vaut-il mieux attendre et espérer ici. En 1982, c'était les sandinistes qui nous avaient chassés». Elle sera la seule à fournir cette explication.

Dans les camps de réfugiés proches de Mocoron ou de Tapamlaya, si les versions sur la «protection» de leur départ diffèrent, les Miskitos affirment tous : «Nous avons fui la guerre et les combats». Sous les grandes tentes aux armatures de bois, où logent près de quinze familles, les derniers arrivés de la grande vague du mois d'avril exposent le même scénario. Violentement déjà habitués aux visites, ils n'hésitent pas à se plaindre du manque de nourriture et de «des enfants qui meurent de faim», provoquant l'exaspération des responsables du HCR face à une mauvaise foi aussi évidente.

«La preuve que tout va mal...»

Ici aussi les Miskitos, bien que réfugiés, servent une cause. Même si le ravitaillement en hommes ou en vivres des forces de la KISAN ne peut être que symbolique, la présence des Indiens dans les camps à valeur de référence pour la guérilla. «C'est la preuve que tout va mal au Nicaragua et que nous souffrons».

Et c'est pour garder cette «vitrine» que la KISAN s'oppose au rapatriement des réfugiés dans leur pays d'origine ou encore à leur installation sur place. Une politique que le HCR tente néanmoins de réaliser, et qui se heurte à de nombreuses difficultés. Ainsi, dans le camp de Laysista où devraient être logés plus de six mille personnes dans une grande plaine bordant le rio Mocoron, le gouvernement hondurien a octroyé 3 hectares de terre par famille, mais la



construction des maisons par les hommes du camp de transit de Tapamlaya traîne en longueur. «Par manque de clous», disent les réfugiés. «Par mauvaise volonté ou pour des raisons politiques», assurent des membres des ONG travaillant sur place. Pourtant beaucoup participent encore à l'édification du village en assurant : «Quand tout sera fini et que les familles seront installées, nous pourrions aller combattre».

Dans cet imbroglio, plus personne aujourd'hui ne voit de solution aux problèmes des Miskitos. Pour le gouvernement sandiniste, il s'agit avant tout de réaliser une opération politique et militaire en se réhabilitant aux yeux de l'opinion internationale. Assurer la stabilité sur la côte atlantique soulagerait les autorités de Managua. C'est la raison pour laquelle a été proposé récemment — avec le retour des Miskitos sur le rio Coco — un statut d'autonomie aux Indiens de la région incluant deux autres ethnies, les Sumos et les Ramas.

Cette négociation, dirigée par l'un des commandants de la junte, par ailleurs ministre de l'Intérieur, M. Tomas Borge, se heurte à une intransigeance de plus en plus grande de la part des organisations indiennes prêtes à envisager un accord, essentiellement le groupe de M. Brooklin Rivera. Celles-ci, sentant la volonté du gouvernement d'aboutir rapidement, font monter les enchères, allant même jusqu'à réclamer une complète indépendance de fait.

La KISAN, opposée, elle, à tout dialogue, maintient de son côté une forte pression pour «vider» la partie nicaraguayenne du rio Coco de ses habitants afin de disposer de troupes là où l'organisation se trouve : au Honduras. La KISAN cherche ainsi, comme le note avec humour l'association américaine des droits de l'homme American's Watch, «à amener la mer près des pou-

sons». Pendant ce temps, dans le camp de Mocoron, à la veille de la saison des pluies, les Miskitos vivent sous un régime d'assistance qui risque de se prolonger. A quelques dizaines de mètres, les forces américaines ont construit une piste d'atterrissage autorisant les mouvements des avions gros porteurs. Et les militaires «observateurs du Pentagone», comme ils se décrivent eux-mêmes, affirment qu'ils «connaîtront bientôt le Nicaragua».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) La KISAN, sigle indien qui signifie l'Union des peuples indiens de la côte atlantique nicaraguayenne, a été constituée au mois de septembre 1985. L'organisation regroupe les mouvements de lutte des Miskitos, à l'exception du courant favorable au dialogue avec les sandinistes, dont M. Brooklin Rivera est le défenseur.

Etats-Unis

«Iaccocca for President»

Washington. — Un groupe de personnalités du Parti démocrate a lancé officiellement, le mercredi 16 juillet, une campagne pour convaincre M. Lee Iaccocca, le vice président de la firme automobile Chrysler, d'accepter d'être le candidat du parti à l'élection présidentielle de 1988.

M. Iaccocca est devenu un héros national en sauvant, il y a quelques années, sa firme de la faillite. Il a donné un nouveau coup de pouce à son image politique lors des célébrations du centenaire de la statue de la liberté, les 3 et 4 juillet. Il présidait une fondation privée, qui a réuni 277 millions de dollars pour refaire une beauté à la statue et restaurer le centre d'immigration voisin d'Ellis Island.

Selon de récents sondages, la cote de popularité de M. Iaccocca est à peine en dessous de celle, vertigineuse, du président Reagan, et les électeurs démocrates interrogés en font souvent leur préféré pour l'élection de 1988. M. Iaccocca a toujours affirmé qu'il ne souhaitait pas se lancer dans la politique. — (Reuters.)

Diplomatie

Les deux grands vont ouvrir des discussions sur le contrôle des essais nucléaires

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a terminé mercredi 16 juillet sa visite à Londres par la signature de trois accords : outre le règlement du problème des emprunts russes d'avant la révolution (le Monde du 17 juillet), la Grande-Bretagne et l'Union soviétique ont conclu un accord économique à long terme et un arrangement destiné à prévenir les incidents en haute mer entre navires de guerre des deux pays.

An cours d'une conférence de presse, d'autre part, M. Chevardnadze a déclaré que «des préparatifs sérieux sont en cours» au niveau des ministères des affaires étrangères soviétique et américain pour l'organisation d'une rencontre Reagan-Gorbatchev, dont il n'a pas précisé la date. «Cela prendra un certain temps, a-t-il dit.

La déclaration de M. Chevardnadze sur une prochaine reprise des pourparlers sur les essais nucléaires a créé une petite sensation, vite dissipée par les précisions apportées le même jour à Washington. Selon le porte-parole de la Maison blanche et du département d'Etat, les Etats-Unis sont en effet d'accord pour ouvrir des pourparlers sur les essais nucléaires, mais seulement en ce qui concerne les problèmes de vérification qui ont empêché la ratification de deux traités partiels négociés dans les années 1970.

L'un, dit «traité du seuil» (TBT), signé le 3 juillet 1974, interdisait les expériences souterraines dont la puissance excéderait 150 kilotonnes (l'équivalent de 150 000 tonnes d'explosif classique) ; l'autre, conclu en mai 1976, limitait les essais nucléaires dits «spécifiques» conduits en dehors des sites d'expérimentation usuels.

Ce sujet avait été déjà débattu ce printemps entre les deux superpuissances. M. Reagan annonçant qu'il était prêt à «aller de l'avant» vers la ratification de ces deux traités moyennant un accord sur les procédures de vérification. C'est donc sur ce point que des négociations vont s'ouvrir à Genève, en revanche, d'une reprise des négociations ouvertes à trois (la Grande-

Nous sommes intéressés par un sommet productif, nous ne pouvons accepter un sommet vide. Le ministre soviétique a aussi affirmé que Moscou avait reçu «un accord ferme des Etats-Unis pour reprendre les négociations à Genève sur l'interdiction des essais nucléaires».

On annonce encore à Washington que les Etats-Unis ont accepté une demande soviétique antérieure de réunir, le 22 juillet à Genève, la commission de consultation prévue par les accords SALT afin de discuter la décision de M. Reagan, annoncée le 27 mai, de se considérer comme délié des obligations de ces accords. Les Etats-Unis utiliseront néanmoins cette occasion pour poser le problème des violations de ces accords par l'URSS, violations que Washington reproche depuis longtemps à Moscou.

Un autre déclaration de M. Chevardnadze a pu prêter à confusion, bien que dans une moindre mesure. En annonçant que le gel des forces nucléaires françaises et britanniques — réclamé par Moscou comme condition à un accord sur la liquidation concomitante des missiles américains et des SS-20 soviétiques basés en Europe — n'empêcherait pas la «modernisation» des arsenaux des deux puissances européennes, le ministre soviétique a pu donner à penser qu'il atténuerait l'opposition de Moscou aux programmes en cours à Paris et à Londres. En réalité,

Il n'y a donc pas de changement par rapport au plan de désarmement avancé par M. Gorbatchev le 15 janvier dernier, qui se contentait lui aussi de demander un gel quantitatif des forces françaises et britanniques.

M. T.

La tentation nucléaire du Pakistan

Plus d'aide américaine si...

Washington. — Le président Ronald Reagan a menacé d'interrompre l'aide militaire et économique des Etats-Unis au Pakistan si Islamabad acquiesce la bombe atomique, a annoncé le mercredi 16 juillet un haut responsable américain. L'avertissement a été formulé à l'occasion d'un échange de vues «sérieux et approfondi» sur le sujet au cours d'un entretien entre M. Reagan et le premier ministre pakistanais Mohammed Khan Junejo, en visite officielle à Washington (le Monde du 17 juillet). L'aide américaine à Islamabad se monte à plusieurs milliards de dollars.

M. Reagan a expliqué à M. Junejo qu'une «occasion historique pour la paix en Asie du Sud» se présentait, et qu'il fallait à tout prix «éviter une course aux armements» avec l'Inde. En dépit de cet avertissement, le tête-à-tête a été marqué par des «échanges francs et chaleureux», a précisé le haut responsable américain déjà cité. L'entretien, qui a duré plus d'une heure, a également porté sur la présence soviétique en Afghanistan et sur l'accroissement de la production d'opium au Pakistan. — (Reuters.)

Tension à la frontière sino-indienne

New-Delhi. — La situation à la frontière sino-indienne s'est brutalement dégradée, à quelques jours de la reprise des négociations sur un litige frontalier qui dégénère en conflit armé en 1962.

Le gouvernement de New-Delhi avait annoncé, mardi 15 juillet, que des soldats et des civils chinois avaient pénétré dans l'Etat de l'Arunachal Pradesh, dans le nord-est de l'Inde. Pékin a rejeté ces accusations mercredi 16 juillet et affirmé, au contraire, que l'armée indienne avait fait de fréquentes incursions en territoire chinois.

Un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères a déclaré qu'une quarantaine de Chinois — «certains d'entre eux en uniforme» — avaient établi un campement en juin à 8 kilomètres de la

frontière, en territoire indien, dans la vallée de Sundurong Cha.

Des délégations des deux pays doivent se réunir le 21 juillet à Pékin, pour la septième fois depuis 1981, pour débattre de la situation.

Le différend porte sur 128 000 kilomètres carrés, revendiqués par l'Inde comme faisant partie de l'Etat du Jammu-Cachemire et de celui de l'Arunachal-Pradesh. — (Reuters.)

• Visite du ministre des affaires étrangères mexicain à Paris. — Le ministre des affaires étrangères mexicain, M. Bernardo Sepúlveda, est arrivé le mercredi 16 juillet, à Paris, où il restera trois jours. Il achève une tournée des capitales européennes, destinée à renforcer les liens économiques et culturels entre le Mexique et l'Europe.

BOLIVIE : la lutte contre la drogue

Washington et La Paz contre les planteurs de coca

La Paz. — Les Etats-Unis et la Bolivie ont lancé conjointement, le 16 juillet, une action de grande envergure contre la culture de la coca dans la montagne bolivienne. Une cinquantaine de soldats américains ont été transportés par six hélicoptères Blackhawk dans la localité de Trinidad, dans le nord du pays, où a été établi le poste de commandement de l'opération. D'autres hommes de troupe américains sont restés en arrière, à Santa-Cruz, où ils ont été acheminés en provenance de Panama. Au total, Washington a mis à la disposition des autorités boliviennes cent soixante militaires.

La Bolivie produit environ la moitié des feuilles de coca dans le monde, qui sont ensuite transformées en cocaïne. Le département d'Etat évalue à trente-deux mille tonnes la récolte bolivienne de feuilles en 1985, une quantité suffisante pour produire quatre-vingt-quatre tonnes de cocaïne.

Le ministre bolivien de l'Intérieur, M. Fernando Barthelemy, est arrivé, mercredi, à Trinidad pour superviser l'opération, à laquelle doivent participer quelque six cents policiers et soldats de La Paz. A Washington, on indique qu'en cas d'accrochages avec des planteurs ou des trafiquants, les militaires américains ne sont autorisés à ouvrir le feu que s'ils sont directement visés. Ils ne participeront pas de près, ajoutent-on, aux actions visant à détruire les laboratoires clandestins.

La décision américaine de se joindre à la Bolivie dans sa lutte sur le

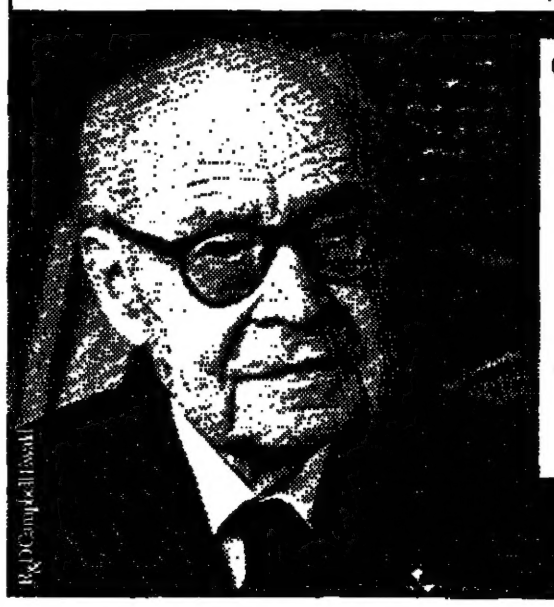
terrain contre les trafiquants de drogue fait suite à la mort aux Etats-Unis de deux sportifs connus qui avaient abusé de la cocaïne. Ces deux décès ont causé un profond émoi dans l'opinion. Mardi, le sénateur démocrate de New-York, M. Alfonzo D'Amato, avait critiqué le gouvernement de M. Reagan pour n'avoir pas pris «les moyens nécessaires pour engager la guerre» contre la drogue. «L'épidémie de drogue qui sévit aux Etats-Unis, avait-il affirmé, est aussi dangereuse, sinon plus, qu'une vague d'attentats ou les menaces terroristes». — (UPI-Reuters.)

En Haïti L'ancien chef de la police politique est condamné à mort

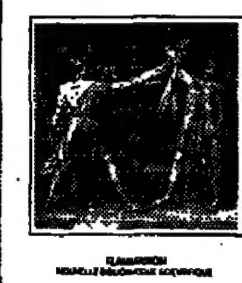
Port-au-Prince (AFP). — M. Luc Desir, ancien chef de la police politique de François Duvalier et de son fils Jean-Claude, a été condamné à mort, mercredi 15 juillet, à l'aube, par la cour d'assises de Port-au-Prince.

Il a été reconnu coupable d'arrestations illégales, séquestrations, tortures et assassinats sur les personnes d'un militant antiduvalériste de gauche, Jean-Jacques Dessalines-Ambrose et de sa femme, Lucette Lafont-Ambrose, morts en août 1965 dans la capitale haïtienne.

DUMÉZIL. UN VOYAGE DANS L'EMPIRE DES MYTHES.



GEORGES DUMÉZIL
HEUR
ET MALHEUR
DU
GUERRIER

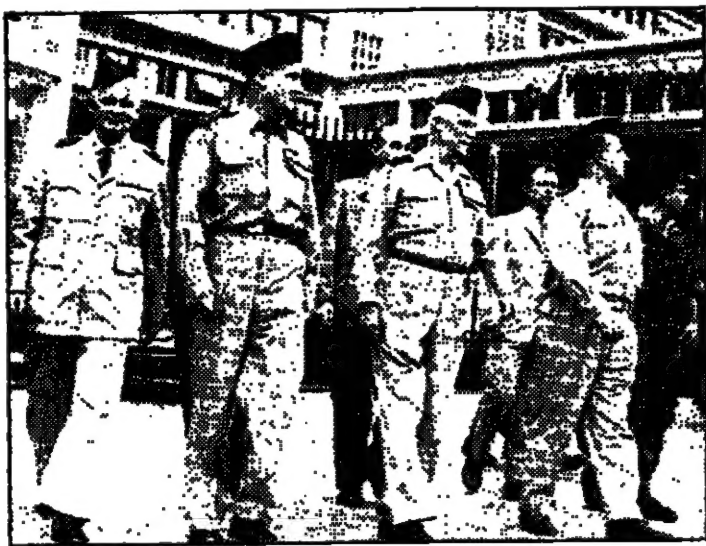


GEORGES DUMÉZIL
LOKI



APOSTROPHES
LE
18 JUILLET.

NOUVELLE BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE
FLAMMARION



Les généraux Zeller, Jouhaud, Salan et Challe (de gauche à droite) quittent la Délégation générale à Alger après la fin de l'insurrection.

DANS LA NUIT DE VENDREDI A SAMEDI AVEC L'APPUI DES PARACHUTISTES

COUP DE FORCE MILITAIRE A ALGER

- Les généraux en retraite Challe, Jouhaud et Zeller s'emparent du pouvoir
- Les généraux commandant à Oran et à Constantine refusent de les suivre
- Le général Olié remplace en Algérie le général Gambiez « prisonnier »

L'AVENTURE

Par SIRIUS

Un coup de force militaire s'est produit à Alger dans la nuit de vendredi à samedi. Pour après minuit des éléments du 1^{er} régiment étranger de parachutistes investissent la délégation générale, les bâtiments officiels, la radio et le

Les syndicats ouvriers se concertent à Paris et la police procède à des arrestations
M. Ferhat Abbas demande aux musulmans de « faire face aux provocations »

Un coup de force militaire s'est produit à Alger dans la nuit de vendredi à samedi. Pour après minuit des éléments du 1^{er} régiment étranger de parachutistes investissent la délégation générale, les bâtiments officiels, la radio et le

(Dimanche 23 et lundi 24 avril 1961.)

3. Le quarteron et les transistors

« Un quarteron de généraux en retraite... » Le mot du général de Gaulle fait mouche. Le putsch d'Alger tourne au ridicule. D'autant que, grâce à la radio, les bidasses ont entendu le discours assassin.

A l'aube du 22 avril 1961, Alger est réveillée par une nouvelle saisissante donnée par la radio : « L'armée s'est assurée du contrôle du territoire algéro-saharien ». Peu après, le général Challe en personne nomme ceux qui ont pris la tête de la rébellion : « Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud, et en liaison avec le général Salan, pour tenir notre serment : le serment de l'armée de garder l'Algérie pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. » Dès que le coup est connu de l'autre côté de la Méditerranée, on comprend qu'un des derniers actes de la guerre d'Algérie va se jouer.

En juillet 1959, Raymond Aron avait fait ce diagnostic dans la revue *Preuves* : « En interdisant l'abandon, en faisant planer la menace de son veto sur le pouvoir civil, l'armée est et demeure, pour de longues années, un élément décisif du jeu politique français. » D'autant plus, ajoutons-le, que, sur le terrain, elle avait le sentiment légitime d'être victorieuse.

Or, depuis quelques mois, les événements s'étaient précipités. De Gaulle était parti pour l'Algérie le 12 décembre afin de lancer la campagne du référendum sur la politique d'autodétermination. A Alger et à Oran, on avait assisté à de véritables émeutes... En même temps, des milliers de musulmans étaient sortis dans les rues en brandissant le drapeau vert du FLN. Il y avait eu cent vingt morts et de Gaulle avait dû courir son voyage de vingt-quatre heures. La fraternisation, naguère chantée, entre Français et Algériens était réduite à l'état de fiction. Le référendum prévu pour le 8 janvier 1961 portant clairement pour but d'assurer à de Gaulle une autorité politique indiscutable aussi bien face à l'armée que face aux dirigeants de la rébellion algérienne.

Les résultats démontrèrent la solidité du pouvoir gaullien : plus de 75 % des électeurs lui avaient donné leur aval. En métropole, les non venaient dans une large majorité de l'extrême gauche. En Algérie au contraire, le refus était celui de la communauté européenne, et l'on notait que plus de 40 % des musulmans avaient suivi le mot d'ordre d'abstention du FLN. L'heure de la paix avait-elle enfin sonné ?

De fait, au lendemain de ce référendum quasi triomphal, il ne fut bruit que de négociations. Le 22 mars, on annonça même le lieu de la rencontre : ce serait Evian ; cinq jours plus tard, on savait la date : ce serait le 7 avril. Soudain, le 31 mars, tout s'écroula : le FLN ne viendrait pas. La raison en fut une déclaration, la veille, du ministre des affaires algériennes, Louis Joxe, qui avait laissé entendre que le FLN n'avait pas le monopole de la représentation des nationalistes algériens.

En ce même 31 mars, dans la nuit, le maire d'Evian était assas-

siné par une charge de plastic placée sur le bord de sa fenêtre. Dans ces semaines d'espoir et de crainte, les explosions se succédèrent : l'OAS (Organisation armée secrète) venait de se constituer. « L'OAS frappe où elle veut, quand elle veut. » Mais, le 11 avril, de Gaulle annonçait clairement qu'à son avis (les Algériens en décideraient eux-mêmes) le futur Etat algérien « sera (il) souverain au-dedans et au-dehors ». Dix jours plus tard, le putsch éclatait.

Le « directoire militaire », composé des quatre généraux Challe, Salan (revenu de Madrid), Jouhaud et Zeller, exprimait certainement une aspiration profonde des officiers français et de la population européenne d'Algérie.

S'ils s'insurgeaient, c'était contre la « trahison » du général de Gaulle. Derrière les généraux, les colonels étaient nombreux : Godard, Argoud, Gardes, Lachey, Broizat... Dans les heures qui suivirent, les ralliements allèrent bon train.

La sédition tourne en capitulation

Pourtant, un certain nombre d'unités restaient loyalistes. Il fallut procéder à des arrestations, notamment celle du général de Pouilly. Ces ombres au tableau n'empêchèrent pas que le putsch avait bel et bien réussi en Algérie. Du moins, jusqu'au moment où de Gaulle entra en scène. Le mot s'impose, quand on pense à ce discours télévisé du dimanche soir 23 avril : on vit l'artiste au sommet de son talent.

Ayant revêtu sa vareuse de soldat, pour signifier l'autorité militaire, il prononça un discours digne du Tigre : « Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là... » On y entendit le lamento ternaire appelé à la célébrité : « Hélas, hélas, hélas ! » Mais la véritable trouvaille tenait dans un mot dont le Général fit l'adversaire : « Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. » Il avait dit quarteron ? On se précipita sur le *Litté*. On comprit qu'il s'agissait d'une mesure de grandeur : le quart d'une livre. En somme : moins que rien. Il avait dû chercher de quel terme de mépris il pouvait accabler la tête des putschistes. D'où lui était venu cet archaïsme, approximatif et péjoratif ?

L'effet produit, en tout cas, fut magistral. Ce mot-là faisait plus de mal que dix régiments de parachutistes. Sous l'effet du verbe gaullien, les chefs du *pronunciamento* étaient transformés en héros démodés de La Calprenède. Cependant, les mots les plus meurtriers ne tuent pas une mou-

che s'ils ne sont entendus. Or, depuis le début de la guerre d'Algérie, une nouveauté s'était produite dans la sphère des communications : l'invention des transistors et la commercialisation des postes de radio portatifs. Tous les bidasses avaient entendu le discours si bien trempé. Pour le quarteron, l'enjeu devenait de taille : il lui fallait garder l'appui des régiments. Aussi, sans tarder, les insurgés multiplièrent les cajoleries au contingent : on laisse partir les libérés par le paquebot *El-Mansour*, on parle d'une réduction du temps de service... Peine perdue : la voix de la France s'était fait entendre. Presque partout, les soldats et officiers du contingent refusent d'obtempérer aux ordres des insurgés. Ils ne formeront pas les nouvelles légions de Marius ou de César. Référence pour référence, c'est plutôt à Escartefigue que pensaient, quant à eux, les marins de Mers-el-Kébir, face au quadrumvirat d'Alger : « La marine française, elle le dit... »

Sur le Forum, les pieds-noirs continuaient à applaudir follement les quatre généraux, ceux qui ont juré de ne pas les abandonner. Cependant, en métropole, jamais le chef de l'Etat n'a senti derrière lui pareille unanimité : les syndicats, les partis, les intellectuels, tout le monde — ou presque — marchait du pas qu'on prend quand la République vous appelle.

Dans cette atmosphère d'union sacrée, il y eut pourtant un couac... Michel Debré, qui avait toujours chanté faux, lança, le 23 avril, un appel pathétique : les putschistes vont débarquer ! « Dès que les sirènes retentiront, allez-y, à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. » Beaucoup eurent alors le sentiment que le quarteron n'avait pas l'exclusivité du ridicule.

La sédition, cependant, tournait en capitulation. Il y eut bien encore des foules sur le Forum, des klaxons « Algérie française », des cris d'amour pour l'armée, des « De Gaulle au poteau... » Le mardi soir, 25 avril, une voix féminine sortie de la radio annonçait la fin : « Ici, France V, nos émissions reprennent normalement. Nous demandons à la population de garder son calme ; nous demandons à la population de rentrer chez elle. » Le vent avait tourné, la légalité avait repris ses droits. Le « directoire militaire » avait compris sa défaite. Le lendemain, au petit matin, Challe se livra, suivi plus tard par Zeller, tandis que Salan et Jouhaud décidaient de continuer leur combat dans la clandestinité.

Pour de Gaulle, l'hypothèque de l'armée était levée. Restaient les *desperados*.

MICHEL WINOCK.



Pendant la journée du 23 avril, les soldats du contingent s'informent autour d'un transistor.

Dans le Monde du 25 avril 1961

Le message du chef de l'Etat à la nation

Voici le texte intégral du message à la nation du général de Gaulle, diffusé dimanche 20 heures par la RTF, ainsi qu'en Italie et en Allemagne, par l'Eurovision, à l'intention des troupes françaises stationnées outre-Rhin et en Afrique du Nord (Radio-Alger avait refusé de le retransmettre) :

Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un « pronunciamiento » militaire.

Les complices de l'usurpation ont exploité la passion des cadres de certaines unités spécialisées, l'adhésion enflammée d'une partie de la population de souche européenne qu'égarèrent les craintes et les mythes, l'impuissance des responsables submergés par la conjuration militaire.

Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif et limité. Mais ils ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. Leur entreprise conduirait tout droit à un désastre national.

Car l'immense effort de redressement de la France, entamé depuis le fond de l'abîme, le 18 juin 1940 ; mené ensuite jusqu'à ce qu'en dépit de tout la victoire fût remportée, l'indépendance assurée, la République restaurée ; repris depuis trois ans, afin de refaire l'Etat, de maintenir l'unité nationale, de reconstruire notre puissance, de rétablir notre rang au-delà, de poursuivre notre œuvre outre-mer à travers une nécessaire décolonisation, tout cela risque d'être rendu vain, à la veille même de la réussite, par l'aventure odieuse et stupide des insurgés en Algérie. Voici l'Etat basculé, la nation défilée, notre puissance ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle en Afrique compromis.

Et par qui ? Hélas ! hélas ! hélas ! par des hommes dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir.

Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français et, d'abord, à tout soldat, l'exécution aucun de leurs ordres. L'argument suivant lequel il pourrait être localement nécessaire d'accepter leur commandement sous prétexte d'obligations opérationnelles ou administratives ne saurait tromper personne. Les seuls chefs, civils et militaires, qui aient le droit d'assumer les responsabilités sont ceux qui ont été régulièrement nommés pour cela, et que précisément les insurgés empêchent de le faire. L'avenir des usurpateurs ne doit être que celui que leur destine la rigueur des lois.

Devant le malheur qui plane sur la patrie et la menace qui pèse sur la République, ayant pris l'avis officiel du Conseil constitutionnel, du premier ministre, du président du Sénat, du président de l'Assemblée nationale, j'ai décidé de mettre en cause l'article 16 de notre Constitution. A partir d'aujourd'hui, je prendrai, au besoin directement, les mesures qui me paraîtront exigées par les circonstances. Par là même, je m'affirme, pour aujourd'hui et pour demain, en la légitimité française et républicaine que la nation m'a confiée, que je maintiendrai, quoi qu'il arrive, jusqu'à un terme de mon mandat ou jusqu'à ce que me manquent soit les forces, soit la vie, et dont je prendrai les moyens d'assurer qu'elle demeure après moi.

Françaises, Français ! Voyez où risque d'aller la France par rapport à ce qu'elle était en train de redevenir.

Françaises, Français ! Aidez-moi !

Demain : Nuit d'horreur et de honte

هذه امه الأصل

L'intervention de M. Chirac et les avatars de la cohabitation

« Le président de la République s'oppose à la volonté clairement exprimée par la majorité des Français » déclare le premier ministre à la télévision

M. Jacques Chirac s'est adressé au pays, le mercredi 16 juillet, par la voie d'une communication du gouvernement, diffusée à 20 heures sur TF1 et Antenne 2. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a décidé d'ouvrir un droit de réponse, jeudi, à la même heure, aux partis de l'opposition représentés par un groupe à l'Assemblée nationale. Parti socialiste, Parti communiste et Front national, puis un débat sera organisé, toujours sur TF1 et Antenne 2, le samedi 21 juillet à 20 h 35.

Voici le texte de la déclaration du premier ministre :
« Madame, Mademoiselle, Monsieur, bonsoir. C'est la première fois, depuis la formation du gouvernement, que j'ai le plaisir et l'honneur de m'adresser à vous de cette façon. Je le fais au moment où un certain nombre d'entre vous sont en vacances, où d'autres s'apprêtent à partir — aux uns et aux autres, je souhaite de bonnes vacances, — pour évoquer, néanmoins, un problème qui a fait l'objet de l'actualité de ces derniers jours, qui est important et sur lequel j'ai pensé que vous aviez droit à quelques explications.

Le 16 mars, les Français ont élu une nouvelle majorité. Ils l'ont élue pour redresser la situation de la France qui en avait, c'est vrai, bien besoin, tant sur le plan social que sur le plan économique, financier, politique. Dès son entrée en fonctions, mon gouvernement, fidèle aux engagements pris par la majorité qui le soutient et qui lui donne sa légitimité, a engagé une nouvelle politique, dans le domaine économique, social, à trois objectifs essentiels.

Le premier, bien sûr, concerne la création d'emplois et la réduction du chômage. Le deuxième concerne le maintien de notre système de protection sociale, c'est-à-dire de notre Sécurité sociale, qui est, actuellement, en danger, en raison des déficits accumulés depuis quelques années. Chacun sait que pour les Français, à juste titre, que nous nous sommes attachés à notre système de sécurité sociale. Le troisième objectif — parce que je pense que, avec un peu d'efforts et de rigueur, nous pouvons l'atteindre, — c'est de maintenir le niveau de vie de toutes les catégories sociales, professionnelles, de Français, c'est-à-dire de chacune et de chacun d'entre nous. Mais cela demande un effort.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a déjà pris, par des procédures démocratiques et parlementaires, un peu plus longues que certains ne l'auraient souhaité, un grand nombre de décisions. Cela afin de rendre à tous ceux qui travaillent, aux travailleurs comme aux entreprises, plus de liberté, plus de responsabilité, donc plus de goût et plus d'intérêt au travail, afin de sortir un peu de ce déclin dans lequel notre pays était entré depuis quelques années.

Pour aller plus vite, le gouvernement a utilisé la possibilité, prévue dans notre Constitution, celle de la V^e République, de décider certains sujets par voie d'ordonnance, c'est-à-dire par des textes qu'il prend lui-même — cela, naturellement, après que le Parlement, dans une loi

assument le progrès social, le progrès économique, celles qui vont de l'avant, qui nous ont dépassés depuis quelques années et qui, mieux que nous, luttent contre le chômage, contre la hausse des prix, contre la réduction des niveaux de vie dus à la crise, on démissionne, on maintient à un niveau très faible le nombre des entreprises qui sont gérées par l'Etat. Il convenait donc de nous engager, nous aussi, sur cette voie pour sortir d'une certaine paralysie.

C'est cela, la privatisation d'un certain nombre d'entreprises nationales. Dans ce domaine, l'Assemblée nationale et le Sénat, qui vous représentent, qui sont des assemblées souveraines, ont voté une loi d'habilitation, qui, d'une part, précise les soixante-cinq entreprises qui doivent être privatisées — il ne s'agit pas, naturellement, des grandes entreprises nationales traditionnelles, comme l'EDF, la SNCF ou d'autres, il s'agit des entreprises qui sont dans le secteur concurrentiel, à

« Je voudrais vous dire une chose : j'affirme ici, et j'affirme en conscience, que ces inquiétudes sont dénuées de tout fondement. Les dispositions prises par le gouvernement préservent de façon scrupuleuse les intérêts de la nation et les intérêts des Français. En particulier, le gouvernement pourra, chaque fois qu'il l'estimerait nécessaire, interdire ou refuser toute participation étrangère s'il estime que l'intérêt général, l'intérêt national, ne le permettent pas. Cela, naturellement, sans empêcher nos grandes entreprises de participer à la construction européenne, de tenir le rang et d'avoir le développement qui doivent être les leurs dans le marché mondial.

Néanmoins, le président de la République n'a pas cru devoir signer cette ordonnance. C'est la première fois que cela arrive. C'est un précédent. Ainsi, il s'oppose à la volonté clairement exprimée par la majorité des Français lors des dernières élections législatives. Vous vous souvenez qu'il y avait eu une très longue campagne sur la nécessité de privatiser un certain nombre d'entreprises qui avaient été, à nos yeux, abusivement nationalisées.

Une situation sans précédent

Devant cette situation — je le répète, sans précédent — sans précédent, mon gouvernement, soucieux, avant tout, de l'intérêt national, ne prendra pas, lui, la responsabilité de compromettre les premiers résultats positifs que nous enregistrons, les premiers résultats de la reprise économique indispensable, notamment, pour lutter contre le chômage, en engageant ce qui aurait pu être une crise politique que les Français n'auraient pas comprise.

C'est pourquoi, dans un souci d'efficacité et pour mettre en place, le plus rapidement possible, l'ensemble des mesures pour la croissance économique, pour faciliter au travail, pour améliorer la situation de l'emploi, le gouvernement a décidé de transformer ce projet d'ordonnance en un projet de loi, qui va être déposé et voté au Parlement dans les jours qui viennent. Bien sûr, l'application de ces autres réformes sera retardée de quelques semaines, je le regrette. Je le regrette profondément, car ni nos entreprises, dans la situation d'aujourd'hui, ni leurs travailleurs, ni nos chômeurs, hélas ! si nombreux, ne peuvent attendre.

Vous devez savoir, en tous les cas, que le gouvernement ne se laissera pas détourner de la mission que vous lui avez confiée et qu'il assumera complètement. Je vous demande d'avoir confiance. Les premiers résultats le justifient. La politique de retour aux libertés, notamment dans le domaine économique et social, la politique de renforcement de la sécurité des personnes et des biens, la politique de lutte contre le chômage et de création d'emplois nouveaux, seront poursuivies par le gouvernement, sans faiblesse et sans réserve.

Voilà, madame, mademoiselle, monsieur, ce que je voulais vous dire, ce soir, et je vous souhaite une bonne soirée.



Dessin de CAGNIAT.

l'année, 4 milliards et demi de nouveaux francs. C'est plus qu'il n'a jamais été fait en faveur des jeunes et des adultes, hélas ! dans notre pays, c'est une nécessité que de lutter contre l'inégalité angossante qui vient du fait que près d'un jeune sur quatre n'a pas d'emploi.

« L'étatisation est une formule du passé »
Parmi ces mesures, nombreuses, qui ont été décidées par le gouvernement et sur lesquelles je ne reviens pas, une des plus indispensables, des plus nécessaires, prévoit le retour à la propriété privée d'un certain nombre de sociétés qui ont été nationalisées, notamment récemment, et dont l'activité n'a, à l'évidence, rien à voir ni avec la compétence, ni avec la responsabilité, ni avec le savoir-faire de l'Etat et du gouvernement. Cette étatisation qui s'est développée, cette bureaucratie qui en résulte, sont, en réalité, porteurs de paralysie, engendrent des déficits que nous sommes obligés ensuite de payer.

Cette étatisation, c'est, en réalité, une formule du passé, ce sont des méthodes du passé. Vous n'avez qu'à voir : dans toutes les grandes démocraties modernes, celles qui

Au conseil des ministres

« Il importe que le dernier mot reste maintenant à la représentation nationale »

M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, rendant compte du conseil des ministres le mercredi 16 juillet, a rapporté la déclaration faite par M. Jacques Chirac après la présentation, par MM. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et Camille Cabana, ministre délégué à la privatisation, du projet d'ordonnance relatif à la privatisation. « Aucun ministre n'étant intervenu, a dit M. Juppé, on peut considérer que le conseil des ministres l'a adopté ». Le premier ministre a alors déclaré :

« Le ministre d'Etat et le ministre chargé de la privatisation ont exposé le contenu de l'ordonnance proposée à l'approbation du conseil des ministres. Le conseil a adopté ce texte.

Aucune disposition de la Constitution ne confère à aucune autorité autre que le conseil des ministres le soin d'apprécier l'opportunité ou le bien-fondé d'une ordonnance expressément prévue par une loi d'habilitation et promulguée.

Néanmoins, le président de la République a fait connaître qu'il ne signerait pas cette ordonnance. Dans la situation ainsi créée, le gou-

vernement, désireux de répondre rapidement à l'attente des Français sans entrer dans une controverse politique, se fixe un seul objectif : mettre en œuvre, sans délai, les mesures que, devant le pays, il s'est engagé à prendre.

La privatisation d'une partie de l'énorme secteur nationalisé qui s'est constitué en France au fil des ans est, en premier lieu, une condition nécessaire du redressement économique et de l'essor social de notre pays. La privatisation, en second lieu, est approuvée par le peuple français lorsqu'il a fait confiance à la majorité parlementaire qui soutient l'action du gouvernement. La privatisation a, enfin, reçu force de loi depuis la promulgation de la loi d'habilitation économique et sociale.

Il importe que le dernier mot reste maintenant à la représentation nationale qui exprime la volonté populaire. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de recourir à la voie parlementaire et de transformer le projet d'ordonnance en un projet de loi qui sera soumis au conseil des ministres la semaine prochaine. Les dispositions de la loi d'habilitation qui s'appliquent d'elles-mêmes seront immédiatement mises en œuvre.

Les leçons d'un rapetassage

Le président de la République et le premier ministre ont confirmé, mercredi 16 juillet, à l'occasion de la réunion du conseil des ministres, la solution retenue d'un commun accord pour éviter une crise majeure : le projet de loi reprenant le contenu de l'ordonnance sur les dénationalisations sera adopté la semaine prochaine et inscrit à l'ordre du jour de la présente session extraordinaire du Parlement. La cohabitation entre dans une phase nouvelle.

L'accroc est raccommodé. Ou plutôt, il est rapetassé, tant il est vrai que l'arrangement accepté par M. Jacques Chirac ne donne guère le change. La cassure n'est pas réparable. Chacun des deux protagonistes le sait bien. Mais comme en la circonstance l'intérêt de l'un (M. Mitterrand, après avoir décliné son coup d'assaut) réside dans le fait d'avoir montré qu'il domine « la petite politique quotidienne » rejoint l'intérêt de l'autre (M. Chirac a besoin de la durée pour faire ses preuves sur le terrain économique et social), chacun va feindre de croire que l'expérience de la cohabitation peut se poursuivre, cahin-caha, comme si la confrontation de ces derniers jours était simple péripétie.

Sans être inattendu, le fait peut-être prévu, la déclaration faite mercredi soir par le chef du gouvernement aurait pu consommer la rupture, voire apparaître comme une tentative de coup de force. Ce n'est pas tous les jours, sous la V^e République, qu'un premier ministre porte la contradiction au président de la République publiquement par le canal de la télévision, en prenant à témoin l'opinion publique, en des termes qui, pour enrober ce qui a été dit, accusent tout de même celui-ci de bafouer le suffrage universel et de faire preuve d'irresponsabilité au détriment de l'intérêt du pays.

Mais de la part de M. Chirac, qui avait été accusé, lui, de menacer l'indépendance nationale, c'était après tout de bonne guerre. M. Mitterrand payait là la rançon de son offensive réussie ; il était normal que, après avoir été contraint de reculer, M. Chirac pût sauver la face.

Voilà pour les apparences. S'il est trop tôt pour mesurer quel a été l'impact de la riposte de M. Chirac sur les téléspectateurs, force est de constater, pour le moment, que la crise a évolué comme le chef de l'Etat l'avait pensé tout haut, en privé, la semaine dernière. La « forte houle » qu'il avait annoncée n'a pas dégénéré en cyclone. M. Mitterrand avait estimé que la riposte de M. Chirac serait modérée. L'hypothèse de la démission du premier ministre n'avait été évoquée que pour la forme : un nouveau chef du gouvernement aurait été nommé « dans l'heure », indiquant-on alors à l'Elysée. L'idée d'une démission a, semble-t-il, effleuré un instant l'esprit de M. Chirac, mais elle était assortie d'un corollaire qui aurait pu se révéler extrêmement gênant pour l'Elysée et qui risquait de pousser la crise à son paroxysme : les dirigeants de la majorité auraient alors fait bloc pour frapper d'ostacisme quiconque parmi eux aurait accepté d'entrer dans le jeu de M. Mitterrand. Mais ce n'est plus qu'une hypothèse d'école.

Le choc de deux pouvoirs

Plus instructifs sont, dans l'immédiat, les trois enseignements principaux de ce duel provisoirement interrompu par un compromis souhaité par le président de la République et honorable pour le premier ministre, auquel le Parlement donnera finalement satisfaction.

D'abord, cette passe d'armes a clairement montré quelle est la véritable nature de la cohabitation. On avait déjà eu plusieurs fois l'occasion de s'en apercevoir mais aucun doute n'est plus permis : la cohabitation est bel et bien un combat. Le choc de deux tempéraments, bien sûr. M. Mitterrand, fort de sa fonction suprême, s'était exprimé, au-delà des considérations constitutionnelles, « en conscience », avait-il dit. M. Chirac, fort de la légitimité électorale de sa majorité, lui a répliqué d'égal à égal, en situation de démarche au même niveau ; il a délibérément repris la même expression : « en conscience ».

Mais c'est aussi, et surtout, le choc de deux pouvoirs concurrents dans leurs objectifs politiques. Deux pouvoirs qui n'hésitent pas à tirer la Constitution à hue et à dia pour justifier leurs prétentions rivales. Entre M. Mitterrand et M. Chirac, la controverse constitutionnelle est, au demeurant, loin d'être close. Bien que le président de la République ait personnellement affirmé, au cours du conseil des ministres, comme l'a rapporté le porte-parole du chef du gouvernement, qu'il n'avait pas l'inten-

tion de débattre à nouveau avec le premier ministre du partage de leurs rôles respectifs, son entourage s'est empressé dès la fin des délibérations de contester la thèse soutenue un instant auparavant par M. Chirac (1).

Le premier ministre, il est vrai, avait pris quelque liberté avec les tables de la Loi quand il avait soutenu que « aucune disposition de la Constitution ne confère à aucune autorité autre que le conseil des ministres le soin d'apprécier l'opportunité ou le bien-fondé d'une ordonnance expressément prévue par une loi d'habilitation et promulguée ». C'était fournir à l'Elysée l'occasion de la censure. Le cabinet du chef de l'Etat a eu beau jeu, en effet, de rappeler, en renvoyant aux articles 5, 13, 39 et 49 de la Constitution, que le conseil des ministres n'est, en la matière, qu'un organe délibérant, dont le rôle est de conseiller le président de la République, qui le prie, de coordonner l'action du gouvernement, mais sans qu'aucune obligation juridique soit faite au président de la République de se ranger à ses avis (2).

La cohabitation ainsi vécue ne prépare aucune réconciliation nationale. Elle risque, à l'inverse, de produire un effet diviseur. La majorité réagit déjà en serrant les coudes et en se remobilisant derrière M. Chirac, et, du même coup, les appels des socialistes en direction des milieux contristes trouveront encore moins d'écho.

Pas là pour inaugurer les chrysanthèmes

Deuxième enseignement : cette « leçon de choses » — comme dirait M. Raymond Barre, qui doit plus que jamais boire du petit lait — confirme que les dirigeants de la majorité ont sous-estimé la capacité d'intervention du président de la République. Les événements de ces derniers jours apportent un démenti à ceux qui, au RPR, tel M. Chirac lui-même, et à l'UDF, tel M. Valéry Giscard d'Estaing, croyaient, ou du moins assuraient, que M. Mitterrand serait voué, qu'il le veuille ou non, à inaugurer les chrysanthèmes.

Personne ne peut nier aujourd'hui que M. Mitterrand n'est pas un soigneur. Cette erreur d'appréciation soignée a obligé M. Chirac à un repli en bon ordre face à un chef de l'Etat qui n'entend pas se soumettre. Le premier ministre perçoit maintenant qu'à défaut de pouvoir bloquer l'action gouvernementale le président de la République a les moyens de la contrarier efficacement. M. Chirac devra en tenir compte.

M. Mitterrand, lui aussi, devra toutefois y regarder à deux fois avant de renouveler pareille opération, car toute récidive de sa part pousse inévitablement le premier ministre à une escalade dans la riposte. Il y a là, au fond, une application intended au domaine civil de la doctrine militaire de la dissuasion. Chacun des deux hommes possède désormais sa propre force de frappe ; la paix peut y trouver son compte, ce qui n'exclut pas, comme le savent les militaires, le recours aux armes conventionnelles.

En revanche — et c'est la troisième leçon de ce conflit maîtrisé — tant qu'aucun des deux membres de l'attelage exécutif n'aura la certitude de pouvoir réduire l'autre à merci, cette trêve armée aura quelque chance d'être préservée. Pour artificiel qu'il soit, cet équilibre est le marque, au bout du compte, d'une saine pratique démocratique.

Et voilà pourquoi, sur ces nouvelles bases, la cohabitation entre M. Mitterrand et M. Chirac, si fissurée soit-elle, apparaît paradoxalement, au sortir de ce tourbillon... plus stabilisée qu'auparavant. Ou plutôt... moins fondée sur des illusions.

ALAIN ROLLAT.

(1) Après avoir confirmé, d'une part, qu'il accepterait d'inscrire à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres, « selon la procédure qu'il avait lui-même indiquée et comme le gouvernement le lui a demandé, un projet de loi ayant le même objet », (que l'ordonnance contestée) et, d'autre part, que « l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement sera modifiée en conséquence », M. Mitterrand s'est borné à déclarer, en conseil des ministres : « La parole est au Parlement. Cela finit comme cela aurait dû commencer ».

(2) A l'Elysée, on renvoie aussi à un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 25 novembre 1977, pris à la suite d'une requête de la Compagnie des architectes en chef des bâtiments civils et palais nationaux tendant à l'annulation d'une circulaire du directeur de l'architecture du secrétariat d'Etat à la culture du 5 avril 1976. Sur les conclusions dirigées contre les délibérations par lesquelles le conseil des ministres aurait pris une « décision de principe », cet arrêt stipulait que « ces délibérations (du conseil des ministres) sont par elles-mêmes sans effet juridique direct et doivent être regardées comme une simple déclaration d'intention du gouvernement ».

MILITAIRE A ALGER

Jacobson et Zeller... in. et à Com... gère le général Com...

... à l'Etat... les... les...

... les... les...

transis-tors



... les... les...

sage du chef de l'Etat à la nation

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

... les... les...

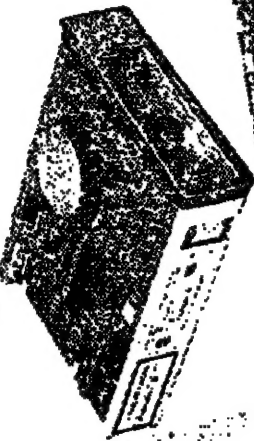
... les... les...

... les... les...

même en Août... à des prix UV*!

La Secrétaire livre tous les jours...

**DISQUE DUR
20 MO...
pour IBM PC... livré complet
avec contrôleur et câbles
5 450 F. HT**



**SAUVEGARDE
60 MO
Sauvegarde intégrée
pour IBM PC, XT, AT...
et compatible
8 900 F. HT**



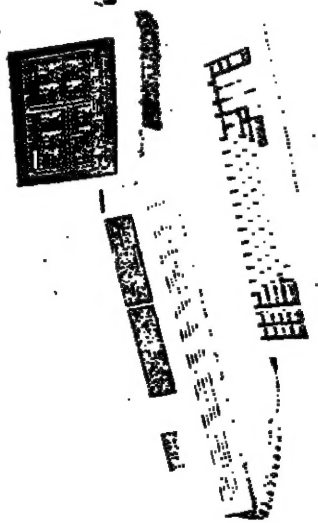
**CITIZEN®
120 D NLQ
compatible IBM...
120 cps en draft**



**OLIVETTI® NLQ
compatible IBM...
120 cps en draft
2 340 F. HT**



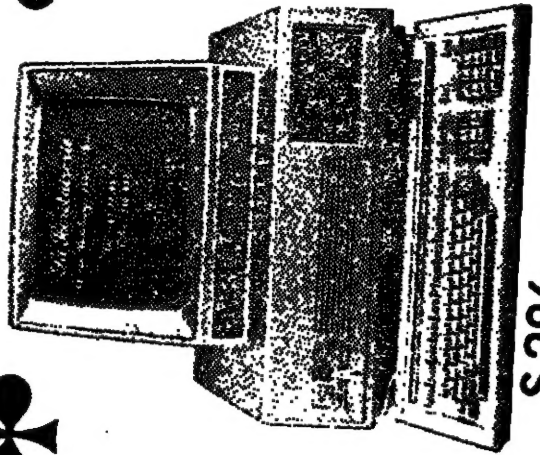
**ADVANCED
PC Z-200 DE ZENITH*****



612 Ko mémoire de base
Disque dur 20 Mo
Disque 5.25 360 Ko
Sortie série par 285 haute performance
Sortie série par 285
Processeur 80 286
Premier AZERTY graphique
Ecran monochrome
Ecran couleur
Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic

25 990 F. HT

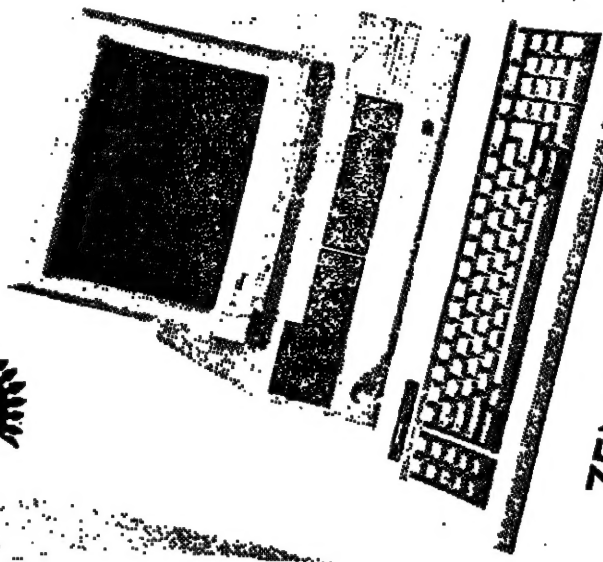
S 286



840 Ko mémoire de base
Disquette 360 Ko
Disquette 1.2 Mo
Disque 20 Mo
Sortie série parallèle
Processeur 80 286
Vitesse 8 et 8 Mhz par Switch
Clavier AZERTY ergonomique
Adaptateur HERCULES
compatible Hercules
Ecran monochrome 5.1 et GW-Basic
Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic

24 900 F. HT

ZENITH 148-42***



640 Ko mémoire de base
2 unités de disquette 360 Ko
Interface AZERTY
Ecran monochrome
Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic
2 Vitesses 4,77 et 8 Mhz

13 520 F. HT

Avec disque dur 10 Mo **17 000 F. HT**

Avec disque dur 20 Mo **19 300 F. HT**

Avec disque dur 40 Mo **23 000 F. HT**

Prix spécial corps enseignant et étudiant (280 Ko)

Demière Minute !!

EN EXCLUSIVITÉ
EN EXCLUSIVITÉ
LE Z-171 ZENITH

Prix exceptionnel à 16 000 F. HT
Processeur 80 286
640 Ko de mémoire vive
2 unités de disquette 360 Ko (5 1/4")
Ecran à cristaux liquides
4 HEURES d'AUTONOMIE
Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic
MS DOS 3.1 et GW-Basic
16 000 F. HT - stock limité

La Secrétaire

هنا من الأصل

Politique

L'intervention de M. Chirac et les avatars de la cohabitation

A armes égales ?

On avait pris l'habitude depuis 1958 de percevoir le premier ministre comme un personnage en retrait par rapport au président de la République, comme l'exécutant fidèle d'une politique qu'il n'avait pas lui-même conçue et comme un technicien révoquant ad nutum — en fait sinon en droit — ne bénéficiant d'aucune légitimité populaire. Avec l'alternance du 18 mars et avec la cohabitation, cette image avait commencé à changer. Avec la prestation télévisée de M. Chirac mercredi 16 juillet, elle est devenue complètement obsolète.

Le premier ministre s'en, en effet, choisi de jouer l'homotélie par rapport au président de la République. Il s'est placé sur son terrain à armes égales. Le décor était similaire : de même que M. Mitterrand avait, pour son intervention du 14 juillet, abandonné le parc de l'Élysée pour son bureau de la rue de la Harpe, M. Chirac avait choisi le décor solennel de son cabinet de l'hôtel Matignon.

Le ton était comparable : sans élever la voix, avec des phrases simples, parfois sur le mode de la conversation, M. Chirac s'est montré didactique et clair dans le souci manifeste de vulgariser un problème complexe. Tranquille et assuré, il a en effet abordé aux « problèmes de conscience » de M. Mitterrand sa propre conscience pour mieux montrer que l'un valait bien l'autre. On savait, depuis son face-à-face avec M. Fabius en octobre 1985, que M. Chirac n'était plus un « agité ». On peut croire maintenant qu'il possède une saine maîtrise de sa pensée et de son expression.

Des hypothèses à peine esquissées

Le premier ministre s'est en effet attaché à moduler avec soin la critique qu'il a faite du comportement de M. Mitterrand auquel il avait transmis son texte une heure avant de le prononcer. Alors qu'il avait parlé en conseil des ministres mercredi matin de l'interprétation « abusive » que fait le président de la République de ses pouvoirs constitutionnels, il n'a pas repris le soir-même cette accusation formelle.

Toute sa démonstration s'en, en revanche, consisté à rejeter sur M. Mitterrand l'entière responsabilité de la tension née de l'affaire des ordonnances. Il a d'abord rappelé toutes les précautions prises par le gouvernement pour dissiper les « inquiétudes » du chef de l'État avant de noter que « le gouvernement en conseil des ministres » avait « approuvé » l'ordonnance contestée. Cela lui a permis de souligner davantage que « pour la première

fois » dans l'histoire de la République un président « s'opposait à la volonté exprimée par la majorité des Français ». Il a ainsi placé sa légitimité de chef de la majorité parlementaire face à celle du chef de l'État.

Toutefois M. Chirac s'est gardé de développer cette accusation particulièrement grave, et il n'en a pas tiré toutes les conséquences. Il l'a présentée plutôt comme un avertissement, et il a affirmé que ce n'est pas lui ni le gouvernement qui prendrait l'initiative d'ouvrir une crise politique. M. Chirac dément ainsi implicitement les quelques rumeurs qui pouvaient laisser croire qu'il avait envisagé sérieusement l'hypothèse d'une démission de son gouvernement pour contraindre le président à dissoudre l'Assemblée nationale. Cette solution avait été évoquée mardi matin — mais pour être repoussée aussitôt — au cours de conversations téléphoniques entre M. Chirac et les chefs des partis appartenant à son gouvernement. Quelques rares parlementaires de la majorité, il est vrai, avaient souhaité, dans une poussée de passion vengeresse, une telle solution, promettant même de refuser la confiance à tout autre premier ministre pressenti.

Selon M. Chirac, la crise, c'est-à-dire la rupture de la cohabitation ne pourra — ne devra — venir que de M. Mitterrand. Mais il n'est plus à l'hypothèse à peine esquissée. Il a été beaucoup plus formel sur deux points. D'une part, il a renouvelé avec insistance les raisons qu'il avait la nouvelle majorité d'opérer une rupture complète avec « l'étatisme, formalisme et méthodes dépassées » que les « alistes » avaient développé pendant cinq ans sans rappeler pour autant que M. Mitterrand en avait été l'auteur. D'autre part, il a accusé le président de la République d'être par avance la cause du retard dans la mise en œuvre des réformes et notamment de celles qui devraient combattre le chômage et qu'attend l'opinion publique.

Il n'en demeure pas moins qu'en acceptant la solution parlementaire pour faire réaliser dans les faits l'ordonnance sur la privatisation — et l'acceptation de la solution parlementaire — M. Chirac a dû passer sous les fourches caudines de M. Mitterrand. Il a désormais la volonté d'exploiter cette situation pour tenter de la retourner à son profit comme il a commencé de le faire mercredi à la télévision. Mais en dosant sa riposte M. Chirac a montré aussi qu'il savait jusqu'où ne pas aller trop loin.

ANDRÉ PASSERON.

Les réactions politiques

M. Jospin : « une déclaration embarrassée »

Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Lionel Jospin, a estimé, le mercredi 16 juillet, que M. Chirac avait fait « une déclaration embarrassée ». Abondant dans le sens de M. Mitterrand, il a ajouté : « La privatisation massive d'entreprises nationales, dont certaines le sont depuis quarante ans, est un projet dangereux pour l'équilibre social du pays, ses intérêts économiques et pour l'indépendance nationale. En outre, le gouvernement n'offre pas de garanties sérieuses touchant la détermination du prix des entreprises qu'il veut vendre ».

Le président de la République n'a pas voulu signer l'ordonnance sur la privatisation car il ne veut pas être associé à un tel projet. En signant comme il est normal la loi d'habilitation, il n'avait pas accordé pour sa mise en application par ordonnance. Dès le départ, le président de la République avait fait clairement part de ses réserves. Il n'en a pas été tenu compte par le gouvernement, comme si certains avaient cru forcer la main du président.

Le président de la République n'entend pas intervenir au gouvernement le moyen de développer sa politique. Il a indiqué au premier

ministre la voie à suivre : le passage devant le Parlement.

Dans la Lettre de la Nation de jeudi 17 juillet, l'éditorialiste de l'organe du RPR, Pierre Charpy, tient évidemment un langage diamétralement opposé à celui du dirigeant du PS : « Jacques Chirac a interprété à la télévision, écrit-il, un nouvel épisode des « Liaisons dangereuses ». Mais François Mitterrand n'ayant pas le talent de Choderlos de Laclos, il oblige son premier ministre à jouer une tragédie dont le dénouement était connu d'avance. Et il ne s'est gardé pour lui que le rôle d'un « Turpin du style » qui aura été de tous les déguisements possibles avant de finir par sortir sa plume, puisqu'il ne peut pas faire autrement (...). Le refus de François Mitterrand apparaît donc parfaitement dérisoire. Il n'aura réussi qu'à retarder l'action du gouvernement. Mais il lui aura aussi rendu un service en l'obligeant à expliquer aux Français tous les avantages que leur apporteront les dénationalisations ».

« Dans l'Humanité du même jour, le rédacteur en chef du quotidien communiste renvoie des à des les deux protagonistes en évoquant le Tour de France : « MM. Chirac et Mitterrand disputent quelques « sprints » dans la plaine. Mais c'est dans la montagne que tout se joue : le mouvement populaire attaque les premières rampes ».

« Pour le président des Comités d'action républicaine (CAR), M. Bruno Megret, député de l'Isère, membre du groupe parlementaire du Front national, « M. Chirac n'a rien à dire aux Français (...) M. Chirac et son gouvernement ont perdu l'initiative et se contentent de subir les conséquences de l'action politique menée par le président de la République ».

« Quant à M. Valéry Giscard d'Estaing, il a fait savoir qu'il commenterait la situation jeudi après-midi sur FR 3 Auvergne.

MONDES EN DEVENIR

LE DROIT INTERNATIONAL DANS UN MONDE DIVISÉ

Antonio CASSESE

13,5 x 20 cm - 376 p. - 149 F

Editions BERGER-LEVRULT

M. Cabana n'exclut pas l'émission d'actions nominatives

Soucieux de faire preuve de pragmatisme et de répondre par avance aux objections de ceux qui pourraient reprocher au gouvernement de ne pas s'entourer de garanties suffisantes lors de la vente au public d'actions des entreprises dénationalisées, M. Cabana a examiné toutes les possibilités existant en matière de produits financiers en s'inspirant aussi des expériences étrangères, notamment britanniques. Le ministre délégué à la privatisation, qui remplace M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, à l'occasion de la onzième conférence annuelle de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières, a déclaré, le mercredi 16 juillet : « La privatisation des entreprises d'Etat devra obéir à un processus clair, au vu de tous et récapitulons les règles du marché. Le gouvernement se réserve de recourir à toutes les procédures qu'il offre le marché financier de façon à s'adapter avec souplesse aux conditions du marché et aux caractéristiques des entreprises. Cela veut dire que nous utiliserons des formules variées pour l'acquisition des titres des sociétés privatisées : achat, échange d'obligations, augmentation de capital, par exemple ».

Mais le plus intéressant a été dit hors discours officiel, lorsque M. Cabana a confié, en aparté, que le gouvernement n'exclut pas le recours à des actions nominatives. On sait que ce système, qui permet de connaître, en principe, l'identité des acquéreurs d'actions, a été largement utilisé en Grande-Bretagne lors des privatisations. Mais il com-

portait alors, pour des raisons de simplification administrative, le recours à un « nomme », à savoir un organisme chargé de tenir, à la place de la société émettrice, le registre des actions au nominatif et d'y reporter au fur et à mesure les achats et ventes de titres.

Outre que ce mécanisme n'a pas permis de savoir avec certitude quelle était la ventilation des achats effectués par la clientèle, on note en France, où les actions sont généralement au porteur, que l'exemple des sociétés recourant aux actions nominatives n'est guère probant. Seules treize ou quatorze sociétés cotées (dont Michelin, par exemple) utilisent ce procédé. « Ce qui n'empêche pas qu'il existe actuellement au moins six millions d'actions de ces groupes en circulation et dont on ne sait pas à qui elles appartiennent », explique M. André Serre, le nouveau président de la SICOVAM (Société interprofessionnelle de compensation des valeurs mobilières). « Qui plus est, le nombre de ces actions nominatives sans propriétaires s'accroît de mois en mois : il n'était que de deux millions il y a quelques années. Enfin, il ne faut pas oublier que ce mécanisme, qui alourdit les coûts par la nécessité de tenir un fichier et l'obligation faite aux intermédiaires financiers de fournir les déclarations nécessaires, va à l'encontre de la nécessaire fluidité des marchés, renforcée par leur internationalisation », ajoute-t-il.

S. M.

Pas de garde-fous pour les filiales

« Les dispositions prises par le gouvernement préservent de façon scrupuleuse les intérêts de la nation et les intérêts des Français », a affirmé M. Chirac dans son intervention télévisée. C'est le ministre chargé de l'économie les prises de participation de personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger. Mais dans ces deux cas, l'activité stratégique réside dans leurs filiales. Thomson-CSF (défense), pour le premier, ou CIT-Alcatel (télécommunications) ou Alstom-Atlantique (nucléaire), pour le second.

Une fois les sociétés mères privatisées, rien n'est prévu pour empêcher la cession de leurs filiales à l'étranger. Mais gagnons que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel, qui vont voir de nouveau le texte devenu projet de loi, sauront faire combler cette lacune de taille au gouvernement et donner raison — a posteriori — à M. Chirac.

C. B.

ou de la Compagnie générale d'électricité. Ces deux sociétés mères seront vraisemblablement dotées d'une « action spécifique » décidée par décret en Conseil d'Etat, et soumettant à l'agrément du ministre chargé de l'économie les prises de participation de personnes physiques ou morales étrangères ou sous contrôle étranger. Mais dans ces deux cas, l'activité stratégique réside dans leurs filiales. Thomson-CSF (défense), pour le premier, ou CIT-Alcatel (télécommunications) ou Alstom-Atlantique (nucléaire), pour le second.

Une fois les sociétés mères privatisées, rien n'est prévu pour empêcher la cession de leurs filiales à l'étranger. Mais gagnons que le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel, qui vont voir de nouveau le texte devenu projet de loi, sauront faire combler cette lacune de taille au gouvernement et donner raison — a posteriori — à M. Chirac.

C. B.

L'après-midi « aligoté » de M. Mitterrand

CHALON-SUR-SAONE de notre envoyé spécial

« La commune de Bouzeron remercie François Mitterrand, président de la République, pour sa présence au jubilé du sénateur France Léchenaute, du plus jeune maire de France, le 19 mai 1935. Bouzeron, le 16 juillet 1986. » Petit village de Saône-et-Loire, déjà connu par ses cognacs pour son bourgogne aligoté, Bouzeron est désormais entré dans l'histoire cohabitationniste de la République.

Après avoir réexpliqué à M. Jacques Chirac qu'il ne signait pas l'ordonnance sur les dénationalisations, le chef de l'Etat a quitté le conseil des ministres, mercredi 16 juillet, pour se rendre en hélicoptère chez son « ami » et bon citoyen, le maire et sénateur, France Léchenaute, pilier bouzonnais du radicalisme de gauche, avec lequel il a débattu.

Il était dès lors normal que le président de la République, après avoir déposé une plaque commémorative apposée sur la petite mairie de Bouzeron, fasse part de la « merveilleuse chance » qu'il avait eue « en passant du matin à l'après-midi ». Les cent cinquante trois habitants, presque réunis au complet, pour écouter l'allocution de M. Mitterrand, ont savouré, eux aussi, cette rencontre impromptue, émaillée par le soleil.

Le président, qui a déambulé, après le déjeuner privé chez M. Léchenaute, dans les rues en pente de Bouzeron, était entouré des trois députés socialistes de Saône-et-Loire (MM. Joux, B-

lardon et Worms), ainsi que des anciens ministres radicaux de gauche, MM. Crépeau et Schwartzberg.

Ce mini-bain de foule présidentielle a été l'occasion d'une réunion de famille pour le MRG qui traverse une passe difficile. Il n'y avait pas de député mais des radicaux contestés, démissionnaires, exclus ou critiques : M. François Doubin, le président controversé du MRG, M. Roger-Gérard Schwartzberg, l'ancien président qui voudrait bien le redevenir, M. Michel Crépeau qui souhaiterait que tout s'arrange, et M. François Gayet, démissionnaire du mouvement, qui faisait beaucoup d'efforts pour être sur la photo à côté du président... de la République.

Les haines radicales n'étant jamais mortelles, tout ce petit monde a réussi, plus ou moins, à se parler, en se poussant parfois du coude — toujours la photo — et en manifestant la même admiration pour le petit discours de M. Mitterrand. « Magnifique discours » (M. Schwartzberg), « Fort beau discours » (M. Crépeau), « Très bon, Tonton ! » (un radical non identifié).

Ce rassemblement a même dépassé les simples frontières — parfois obscures — entre radicaux de gauche, pour flirter avec celles de la majorité, car M. Marcel Lucotte (UDF-PR), président du groupe des sénateurs radicaux et indépendants, maire d'Aulun, était présent. Comme il n'avait rien à dire de plus sur le « matin », M. Mitterrand a achevé « l'après-midi » en allant trinquer avec ses amis. En privé, une nouvelle fois.

OLIVIER BIFFAUD.

Jeux d'été

(Suite de la première page.)

Même si d'autre part personne ne peut mettre en doute la sincérité de la volonté exprimée par Jacques Chirac et par Edouard Balladur de s'opposer à des prises de contrôle par l'étranger, le fait est que, à l'exception des secteurs dits stratégiques, cette volonté est en contradiction avec la législation européenne, comme la Commission de Bruxelles l'a fait aussitôt remarquer.

Tout cela étant dit, on ne saurait évidemment exclure, venant d'un homme aussi réputé pour son habileté politique que le chef de l'Etat, qu'il ait également obéi à des considérations tactiques. Qu'il ait saisi là une occasion de montrer qu'il ne parlait pas en l'air lorsqu'il exprimait, au moment des élections, son intention de ne pas demeurer « inerte ». Et peut-être aussi de tester la réaction tant d'une majorité ainsi mise au défi que d'une opinion dont la faveur ne lui a jamais été autant acquise que depuis que les responsabilités de l'action gouvernementale lui ont échappé. Si tel était son calcul, les prochains sondages montreraient s'il était bon. Ce n'est pas évident à première vue. Il y a plutôt lieu de craindre, semble-t-il, que le public n'ait quelque peine, dans son ensemble, à comprendre les motifs de cette brève scène de ménage, voire à la prendre au sérieux.

1) Comme le Parti communiste s'est fait un plaisir de le rappeler, le chef de l'Etat a bel et bien en effet mis sa signature au bas de la loi qui « habilite » le gouvernement à recourir à la procédure des ordonnances pour privatiser les sociétés-cinq sociétés nationales concernées. Il est vrai que la Constitution l'y obligeait. Mais s'il avait voulu pour de bon empêcher la privatisation, il aurait pu démissionner et provoquer ainsi une élection présidentielle anticipée, laissant au peuple souverain le soin de trancher le différend entre la majorité parlementaire et lui.

2) C'est lui-même qui a suggéré au premier ministre de contourner la difficulté née de son refus de signature de l'ordonnance en transformant celle-ci en un projet de loi dont personne ne peut douter que le Parlement, approuver. Quand cette approbation sera intervenue, lui, François Mitterrand, promulguera la loi, puisque la Constitution, encore une fois, lui en fait un devoir. Faute de se passionner pour les infimes subtilités du droit, beaucoup de Français se demanderont sans doute à quoi tout cela rime.

3) Le débat sur la privatisation est loin de soulever les mêmes passions que celui qui avait pour objet les nationalisations. Ce qui s'explique par deux raisons d'une égale simplicité : a) les actionnaires des sociétés nationalisables craignent, il y a cinq ans, d'être tondus comme moutons au printemps. Le Conseil constitutionnel aidant, ils s'y sont si bien retrouvés en fin de compte que tel ou tel financier a pu reconstruire, à partir des indemnités perçues, une très jolie masse de manœuvre ; b) une partie du personnel de ces entreprises a cru que son sort se trouverait transformé du tout au tout par la nationalisation. Pour l'essentiel, il n'en a rien été. Moyennant quoi l'effet psychologique de cette aventure a certainement été bénéfique, dans la mesure où s'est trouvé déporté un débat idéologique passablement iriel et où de nombreux militants socialistes, promus à la tête d'entreprises publiques, ont non seulement découvert les réalités de la gestion mais montré leur aptitude à les maîtriser.

Enfin, la passe d'armes Mitterrand-Chirac intervient en un moment où les Français se divisent pour l'essentiel, comme il est de règle en cette saison, en trois camps : ceux qui prennent leurs vacances ; ceux qui s'apprêtent à les prendre ; et ceux qui l'insuffisance de leurs moyens interdit de le faire. Autant de motifs qui s'ajoutent à ceux qu'on a déjà énumérés pour que toute cette affaire se déroule, en dehors de la classe politique, dans un climat d'indifférence ou d'incompréhension.

Jacques Chirac a été bien avisé, dans ces conditions, de suivre l'avis de ceux de ses ministres et de ses conseillers qui le poussaient à ne pas prendre aujourd'hui le risque d'une crise. Moyennant quoi, pour la première fois depuis qu'il est revenu à Matignon, il a pris à témoin l'opinion de ses griefs envers le chef de l'Etat. C'est une nouveauté dans l'histoire de la cohabitation, dont les contradictions, jusqu'à présent soigneusement gommées, se trouvent ainsi mises soudain en pleine lumière. C'en est une aussi dans l'histoire de la V^e République, et ceux qui, comme Raymond Barre et Jean-Marie Le Pen, n'ont cessé depuis le début de dire que la V^e République et cohabitation étaient inconciliables ne peuvent qu'en tirer argument.

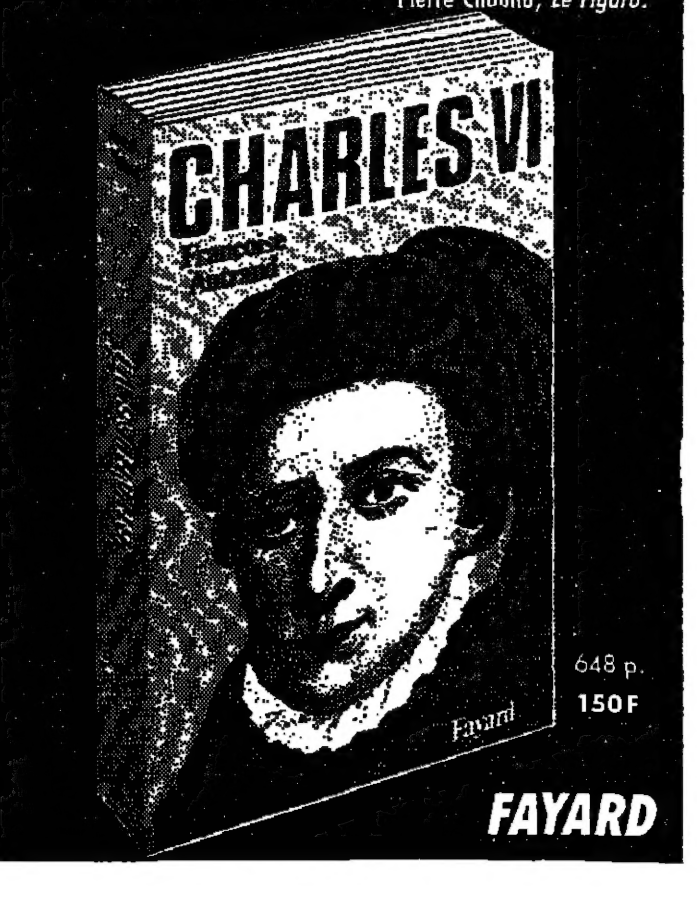
Il serait excessif de dire que l'autorité de l'Etat, dans la période de vingt mois au maximum qui nous sépare de l'élection présidentielle, va s'en trouver renforcée.

ANDRÉ FONTAINE.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

La meilleure des biographies Fayard qui comptent au moins dix chefs-d'œuvre... Françoise Autrand a réussi à sauver le roi et la France. Elle nous offre, autour du malheur du prince, les chapitres les plus intelligents, les plus humains, les plus vrais, les plus sensibles sur cette charnière des XIV^e et XV^e siècles, tréfonds du Moyen Age, et piste d'envol de la modernité.

Pierre Choumou, Le Figaro.



648 p. 150F

FAYARD

Politique

L'Assemblée nationale adopte les nouvelles règles pour l'immigration

Les expulsions n'épargneront pas les plus jeunes

Faut-il privilégier l'efficacité supposée de l'administration ou les garanties pour les droits de l'homme théoriquement offertes par les tribunaux judiciaires ? Ce fut l'un des enjeux de la discussion du projet sur les immigrés. En 1981, la gauche avait prévu que seule la justice pouvait ordonner la reconduction d'un étranger à la frontière, sauf cas très particuliers. La droite, estimant que cette disposition était inefficace dans la lutte contre le travail clandestin, veut transférer ce pouvoir à l'administration, au préfet précisément ; elle ne veut pas non plus qu'en cas d'expulsion le ministre de l'Intérieur soit, comme il l'était depuis cinq ans, lié par l'avis d'une commission spéciale composée de magistrats des tribunaux de grande instance et des tribunaux administratifs.

Pour la gauche, c'est placer les étrangers « hors de l'état de droit », selon l'expression de M. François Gaspard (PS, Eure). Pour la majorité, toutes les garanties judiciaires ne disparaîtront pas puisqu'il sera toujours possible de faire appel de la décision de l'administration devant les tribunaux administratifs, alors que socialistes et communistes font remarquer que cet appel n'est pas « suspensif » et que donc la justice se prononcera trop tardivement, car l'étranger sera déjà hors de France.

Les étrangers constituant une menace pour l'ordre public pourront être expulsés, par décision du ministre de l'Intérieur — même ceux qui sont entrés en France avant d'avoir dix ans — s'ils ont été condamnés à six mois de prison. Telle est une des principales dispositions du projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers adopté, en première lecture par l'Assemblée nationale, le mercredi 16 juillet par 286 voix (RPR et UDF) contre 244 (PS et PC), les 33 membres du Front national s'abstenant.

Ce résultat ne doit pas masquer le fait que certains membres de la majorité, particulièrement au CDS, ont trouvé que ce texte, défendu par MM. Charles Pasqua et Robert Pandrand, était trop sévère, tout spécialement pour les jeunes, alors que d'autres en ont souhaité une application « sans faiblesse ».

Si l'extrême droite s'est simplement abstenue, elle a montré tout au long du débat une opposition totale avec la politique d'intégration des immigrés que la majorité dit vouloir. La gauche, si elle partage cet objectif, reproche au gouvernement de le rendre impossible par la sévérité du contrôle qu'il impose, d'après elle, à l'ensemble de la population étrangère.

Pour décider d'une reconduction à la frontière, les préfets auront même à apprécier si les titres de séjour sont « contrefaits ou falsifiés » (la commission des lois a fait supprimer de cette liste l'« altération »). Pour M. Jacques Roux (PC, Hérault), il s'agit là d'un pouvoir qui ne doit appartenir qu'à la justice. M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) y voit même une mesure contraire à la Constitution.

Mais le ministre délégué à la sécurité veut rendre toute sa liberté d'action à l'administration. « Qui est responsable du maintien de l'ordre », C'est pourquoi il refuse aussi d'être lié par les décisions des commissions d'expulsion : « Bien que composées de magistrats, elles n'ont pas de pouvoir juridictionnel ; au sens juridique du terme, elles sont

irresponsables. » M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), rapporteur de la commission des lois, fait quand même préciser que le pouvoir d'expulsion du ministre de l'Intérieur ne sera transféré au préfet que dans les départements d'outre-mer et non dans tous les départements frontaliers.

Reste la situation des plus jeunes des immigrés. Le projet, pourtant adouci par la commission des lois, prévoit que, même s'il est entré en France avant d'avoir dix ans, il pourra être expulsé s'il représente une menace pour l'ordre public et si ses parents sont eux-mêmes expulsés (sauf si avant qu'il ait dix-huit ans d'autres personnes peuvent subvenir à ses besoins), ou si il a été condamné à six mois de prison ferme ou à douze mois avec sursis. La gauche ne peut accepter de telles dispositions. « Vous les condamnez

au banissement, car la France est devenue pour eux leur vraie patrie », dit M. Jean-Yves Le Déaut (PS, Meurthe-et-Moselle). « En en faisant des rejetés de partout, vous risquez même de les inciter au terrorisme », essaye d'expliquer Mme Georges Dufoux (PS, Gard).

Une partie de la majorité elle-même est gênée par une telle sévérité. M. Jean-Jacques Hyst (UDF, Seine-et-Marne), au nom de certains de ses collègues du CDS, aurait voulu véritablement protéger les jeunes de moins de dix-huit ans ; il demande au moins que ceux qui ont moins de seize ans ne puissent en aucun cas être expulsés. Pour lui, il s'agit d'un problème « humain » : « S'ils représentent une menace pour l'ordre public, ce sont leurs parents qui sont responsables ; si ceux-ci sont expulsés, en fait leurs

enfants partiront avec eux. » De plus le porte-parole du CDS s'arrête pas à croire que des jeunes puissent être vraiment des agents du terrorisme.

Les « surdoués » existent aussi en ce domaine, réplique M. Pandrand, qui met en avant le cas des jeunes « yougoslaves » voleurs à la tire dans le métro parisien pour refuser une telle limitation au pouvoir d'expulsion des jeunes : « Faciliter les expulsions est un facteur de dissuasion de la délinquance (...) ; si ces jeunes veulent rester en France ils n'ont qu'à faire en sorte de ne pas être condamnés... » Le ministre convainc ainsi une partie de sa majorité. Mais pas la totalité. L'amendement de M. Hyst est voté par la gauche mais aussi par six membres du RPR, MM. Bachelet (Alpes-Maritimes), Bourg-Broc (Marne), Delalande (Val-d'Oise), Godefroy

(Manche), Hannoun (Isère), Rufin (Seine-Maritime), et vingt de l'UDF : MM. Alphandéry (Maine-et-Loire), Barbier (Jura), Barrot (Haute-Loire), Bayrou (Pyrénées-Atlantiques), Bleuler (Hautes-Pyrénées), M. Boissau (Ille-et-Vilaine), M. Bonvard (Morbihan), Briane (Aveyron), Chollet (Lot-et-Garonne), Daillet (Manche), Delfosse (Nord), Durant (Lozère), Ferrari (Savoie), Fréville (Ille-et-Vilaine), Fuchs (Haut-Rhin), Gengenwin (Bas-Rhin), Lory (Indre-et-Loire), M. Papon (Loire-Atlantique), MM. Stasi (Marne), Vuibert (Ardennes), MM. Barre, Mestre et Wiltzer se sont abstenus volontairement. Ce ne fut pas suffisant. Grâce à l'appui du Front national, la majorité de la majorité l'a emporté.

Toutefois, comme il s'y était engagé, M. Mazeaud a fait voter l'article sur la carte de résident, qui avait été refusé la semaine passée à la suite d'une fausse manœuvre, dans sa version qui l'accorde de droit aux jeunes entrés en France avant dix ans, même de manière illégale.

Th. B.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 16 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

CODE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant force de loi à la partie législative du code de la Sécurité sociale. Parce qu'il daterait de 1956, c'est-à-dire d'avant la Constitution de la Ve République, le code de la Sécurité sociale ne comportait pas de partie réglementaire. En outre, des textes législatifs importants n'y avaient pas trouvé place. Une nouvelle codification, conforme à la distinction opérée par la Constitution entre le domaine législatif et le domaine réglementaire, était devenue nécessaire.

Le nouveau code, élaboré par une commission présidée par un conseiller d'État, a été publié par décret du 17 décembre 1985. Le présent projet de loi a pour objet de donner force de loi à sa partie législative.

Il s'agit d'une opération de clarification. Elle n'apporte aucune modification aux dispositions régissant la Sécurité sociale. Mais la nouvelle codification mettra à la disposition des pouvoirs publics, des organismes de Sécurité sociale et des particuliers, un instrument de travail complet et cohérent.

LA PRIVATISATION

A l'issue du conseil des ministres, le gouvernement a décidé de reprendre, sous la forme d'un projet de loi, le projet d'ordonnance qui avait été inscrit à l'ordre du jour. Ce projet de loi sera, après avis du Conseil d'État, soumis au conseil des ministres du 23 juillet prochain.

L'EMPLOI DES JEUNES DE 16 A 25 ANS

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a présenté au conseil des ministres un projet d'ordonnance relatif à l'emploi des jeunes de 16 à 25 ans, en application de la loi du 2 juillet 1986 autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

Parce qu'un chômage sur trois a aujourd'hui moins de 25 ans, la lutte contre le chômage des jeunes constitue une priorité nationale. Le présent projet d'ordonnance permet au gouvernement d'engager un plan d'urgence à la mesure du problème posé.

I. — Ce plan mobilise des moyens importants : 4 milliards de francs ont été prévus dans la loi de finances rectificative adoptée par le Parlement. Ces crédits s'ajoutent à ceux mobilisés en faveur des chômeurs de longue durée et, notamment des chômeurs adultes, soit un effort total de 4,5 milliards de francs pour la seule année 1986.

II. — Ce plan s'appuie sur les entreprises : afin d'encourager celles-ci à embaucher massivement des jeunes et à participer à leur formation, des exonérations de coti-

sations sociales leur seront consenties par l'État pour chaque recrutement d'un salarié ou d'un stagiaire de 16 à 25 ans.

Trois cas d'exonération sont prévus :

- 1) exonération de 25 % des cotisations patronales de Sécurité sociale pour toute embauche de jeune effectuée entre le 1^{er} mai 1986 et le 31 janvier 1987. Cet allègement de charges vaut jusqu'au 30 juin 1987 ;
- 2) exonération de 50 % des cotisations patronales pour toute embauche de jeune effectuée dans les trois mois suivant la fin d'un contrat d'apprentissage, d'une formation en alternance, d'un stage suivi par un jeune chômeur de longue durée ou d'un service militaire prolongé avec formation professionnelle ;
- 3) exonération de 100 % des cotisations patronales de sécurité sociale pour tous les contrats d'apprentissage ou de formation en alternance (contrats d'adaptation ou de qualification) ; par ailleurs, l'indemnité complémentaire versée par l'employeur aux personnes accomplissant une entreprise un stage d'initiation à la vie professionnelle ne donnera lieu à aucune cotisation patronale ou salariale ; la durée de ces stages sera, en outre, portée à six mois.

Cette exonération de 100 % vaudra, à compter de la publication de l'ordonnance, pour tous les contrats d'ordonnance, pour tous les contrats

Afin de permettre un démarrage sans retard de ce plan, cette exonération sera portée à 100 % au cours des trente jours suivant la publication de l'ordonnance.

III. — Le ministre de l'Intérieur a présenté au conseil des ministres une communication sur les perspectives de développement de la sécurité civile. Malgré les actions de prévention entreprises, la modernisation des moyens de secours et le dispositif ORSEC qui a fait ses preuves au niveau départemental, notre système de prévention et d'organisation de secours est insuffisamment adapté aux situations de catastrophe majeure. Le gouvernement a décidé de doter la France d'une organisation et des moyens de secours aux populations capables de répondre à des situations de catastrophe du temps de paix et du temps de crise. Pour cela, quatre objectifs seront poursuivis :

I. — Améliorer l'organisation du secours aux populations.

Un plan ORSEC national, dont la mise en application sera décidée par le premier ministre, sera préparé par le ministre de l'Intérieur avec la participation de tous les ministères concernés. Il prévoira notamment la coordination de l'ensemble des moyens mis en œuvre dans des circonstances graves par le ministère de l'Intérieur, sous l'autorité du premier ministre.

Les moyens du centre opérationnel de la sécurité civile (CODISC) seront développés ; en cas de menace de catastrophe, une cellule interministérielle permanente y sera installée.

Un échelon intermédiaire sera créé entre l'État et le département pour prévenir les risques majeurs et organiser les secours en cas de catastrophe dépassant le cadre ou les moyens départementaux.

Les préfets de zone de défense et, dans quelques cas, des préfets de région délégués par les préfets de zone seront chargés de la mise en œuvre du plan ORSEC national et des plans zonaux.

II. — Moderniser les moyens d'intervention de la sécurité civile. Le ministre de l'Intérieur préparera un programme plurianuel de modernisation et de développement des moyens de la sécurité civile visant à :

— Renouveler et moderniser les moyens aériens de la sécurité civile afin d'améliorer notre efficacité dans la lutte contre les feux de forêts ;

— Moderniser le CODISC et créer des centres opérationnels dans chaque zone ;

— Créer une unité d'instruction de la sécurité civile spécialisée dans la lutte contre les risques chimiques et nucléaires, en complément des unités existantes de Brignoles, Nogent-le-Rotrou et Corte.

III. — Développer les actions de prévention. Le ministre de l'Intérieur s'attachera à développer les actions de prévention contre les risques de la vie quotidienne qui provoquent encore la mort de 12 000 personnes par an.

IV. — Informer la population. L'information des populations sur les risques naturels et technologiques et sur l'organisation des secours est essentielle pour permettre aux citoyens de mieux évaluer les risques, de participer à l'action collective de prévention et d'adopter le comportement le mieux adapté en cas de menace.

Pour répondre à cet objectif :

- Les plans ORSEC seront publiés et les plans particuliers d'intervention intéressant des installations modernes ou industrielles feront l'objet d'une publication obligatoire (mise à disposition du public dans les mairies, diffusion à la presse régionale, etc.) ;
- Des dispositions permettront, en cas de menace grave, de réserver des canaux radio et télévision pour assurer la diffusion des informations et consignes nécessaires à la population ;
- Les conditions d'accueil et d'information de la presse dans les centres opérationnels de sécurité civile à chaque échelon seront améliorées ;
- Un manuel pratique d'information sur les risques naturels et technologiques sera établi et diffusé à grande échelle avant le 1^{er} janvier 1988.

DES RISQUES MAJEURS. Le ministre délégué chargé de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la prévention des risques majeurs.

La politique mise en œuvre, qui tient compte des accidents survenus en France ainsi que des catastrophes étrangères, repose sur quatre grandes orientations :

— Développer une attitude de responsabilité en vue d'assurer, de façon raisonnée, la prise en compte du risque de catastrophe dans le comportement des Français ;

— Développer la prévention et la prévention avec le concours de la communauté scientifique et en obtenant la réalisation d'études de dangers par les industriels en vue d'améliorer la sécurité des installations ;

— Prendre en compte l'exposition aux risques dans les décisions d'occupation de l'espace ;

— Etudier de manière approfondie les conséquences des catastrophes, quel que soit l'endroit où elles se produisent, afin de dégager les mesures de prévention à promouvoir, ainsi que les mesures nécessaires pour en atténuer les effets.

Dans ce cadre, le gouvernement a arrêté les mesures suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre des plans d'exposition aux risques naturels majeurs prévisibles, dont le dispositif sera amélioré ;
- Mise en place d'opérations-pilotes de maîtrise de l'urbanisation autour des sites industriels dangereux ;
- Mise au point, avant la fin de l'année, d'un ensemble de dispositions législatives relatives à la prévention des risques majeurs, qui viendront compléter celles qui seront définies dans le même temps en matière de sécurité civile.

Le PS dépose plainte contre M. Baudis. — Le Parti socialiste a déposé, le mercredi 16 juillet, une plainte en diffamation contre M. Dominique Baudis, maire de Toulouse. A la suite de l'invalidation des élections législatives en Haute-Garonne, décidée, le 8 juillet, par le Conseil constitutionnel, ce dernier avait accusé le PS, et en particulier M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, d'avoir « procédé à une opération frauduleuse couverte au plus haut niveau de l'État ». En outre, la fédération socialiste du département doit se prononcer, jeudi, sur la composition de la liste présentée à cette élection partielle et, en particulier, sur le point de savoir si la M. Alex Raymond, ancien président du conseil régional de Midi-Pyrénées, ou à une personnalité nationale. Cette dernière éventualité semble plutôt aujourd'hui de nombreux suffrages.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Bernard Magnin, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommé conseiller d'État ; M. Dominique Fraissia, conseiller d'État, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'État ; M. Marcel Pinet, conseiller d'État, est réintégré dans ses fonctions et à son rang au Conseil d'État.

Sur proposition du ministre de la défense, le vice-amiral d'escadre Alain Denis est nommé membre du Conseil supérieur de la marine pour l'année 1986 ; le vice-amiral Guiréc Dorel est nommé membre du Conseil supérieur de la marine pour l'année 1986 ;

Sur proposition du ministre de l'Intérieur, M. Georges Abadie, préfet, commissaire de la République de la région Aquitaine, commissaire de la République du département de la Gironde, est nommé préfet hors cadre ; M. Thierry Kappelin, préfet en service détaché, est nommé commissaire de la République de la région Aquitaine, commissaire de la République du département de la Gironde ; M. Richard Castéra, inspecteur de l'Administration, est nommé directeur des transmissions et de l'informatique.

Sur proposition du ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, M. Dominique Le Vert, conseiller d'État, est nommé directeur général de l'administration et de la fonction publique.

En outre, sur proposition du ministre de la défense, le conseil des ministres a adopté diverses mesures d'ordre individuel relatives à la situation administrative, à la promotion et à l'affectation d'officiers généraux de l'armement, de l'armée de terre et de l'armée de l'air.

Une question de dignité

L'immigration n'est qu'un problème de police. C'est en tout cas ce que paraît considérer le gouvernement puisque son projet de loi sur les étrangers, qu'il vient de faire adopter par l'Assemblée nationale, ne traite la question de l'immigration que sous cet angle.

Curieux débat ! L'extrême droite s'est montrée, comme on la connaît, xénophobe, sans que la majorité juge utile de s'opposer vraiment à elle. Pour la divergence est fondamentale entre ceux qui se sont exprimés, au nom du RPR et de l'UDF, en proclamant leur volonté d'une « intégration » que les orateurs du Front national jugent impossible. Est-ce pour ne pas désespérer leur électorat le plus radical en ce domaine et tenter de récupérer celui de M. Jean-Marie Le Pen, que le gouvernement et ses amis ont préféré réserver tous leurs coups à la gauche, alors qu'apparemment ils ne sont en désaccord avec elle que sur les moyens de lutter contre l'immigration clandestine ?

La méthode employée, il est vrai, peut être révélatrice des souhaits réels. La droite ne fait confiance qu'à la peur pour amener les étrangers à rester dans le « droit chemin ». Véritable « père Fouettard », M. Robert Pandrand est plus exigeant pour les étrangers arrivés chez nous à l'âge du berceau qu'il ne peut l'être avec les jeunes Français de souche. Pourquoi n'a-t-il pas entendu les appels à l'humanisme d'une partie de sa majorité ?

La France, terre d'accueil, peut-elle chasser de chez elle des enfants qui ne connaissent du monde que les banlieues de ses grandes villes ? La majorité, à la moindre occasion, entend les renvoyer « chez eux ». Ces jeunes déracinés auraient-ils donc un « chez eux » ailleurs que « chez nous » ? Curieux paradoxe dans la situation politique actuelle : la gauche en est ainsi réduite à espérer en la « sagesse » du Sénat pour que le pays des droits de l'homme se montre digne de sa tradition...

THIERRY BREHER.

13 - Nouvelles de l'époque des Ming

Le Monde DES LIVRES

Héraclite de l'ombre à la lumière

Sa philosophie était énigmatique
depuis vingt-cinq siècles.
Enfin Marcel Conche vint.
Des Fragments, il fait un édifice.

L'OBSCUR. Tel fut déjà pour les Grecs le surnom d'Héraclite, qui vécut à Ephèse et devait avoir quarante ans vers 500 avant J.-C. Cette obscurité, liée à la forme lapidaire de son expression, est accrue, pour nous, par le fait qu'il ne subsiste que quelques éparpillés de son édifice philosophique.

Elles sont peu nombreuses : cent trente environ, dont la taille varie d'un mot à quelques lignes. Les érudits, depuis un siècle, les trient et les retournent, en quête de leur authenticité. En effet, son ouvrage (hypothétique ? probable ?) étant perdu, nous ne connaissons Héraclite qu'à travers les auteurs qui l'ont cité, parfois à des siècles de distance.

Cette dispersion de nos sources ne serait rien si la teneur des fragments qui nous restent était sans équivoque. Ce n'est pas le cas. Certains sont de véritables énigmes (les *Ames flammantes* dans l'Héraclite). D'autres, dont le sens paraît plus évident, ne semblent pas pouvoir s'ajuster les uns avec les autres.

L'entrelacs des emblèmes philosophiques et des obstacles philosophiques pouvait paraître inextricable. Les experts ont multiplié les éditions critiques — Bywater (Oxford, 1877), Diels (Berlin,

1903, 1912, 1922), Diels-Kranz (Berlin, 1934), Marcovich (Florence, 1978), etc. — sans parvenir à un texte bien établi, faute souvent d'une intelligence philosophique de leur côté ont scruté les aphorismes en les modelant à leur idée. L'Héraclite de Hegel n'est pas celui de Nietzsche, et la lecture de Heidegger est encore autre. Depuis la dernière guerre, rien qu'en France, les travaux de Kostas Axelos, de Clémence Ramnoux, d'Abel Jeannière, de Jean Bollack et Heinz Wismann — entre autres — quel que fût leur intérêt propre, laissent penser, par leur dissonance même, que l'obscurité demeure.

Enfin Marcel Conche vint. Ce n'est pas une boutade. Son édition est la première à conjuguer une impeccable rigueur de philologue et la cohérence d'une analyse philosophique exigeante et lumineuse. Il fait surgir de l'ombre, avec une sûreté de trait qu'on s'efforce à vouloir prendre en défaut, une pensée puissante et claire, équilibrée comme un temple grec. Aux signes troubles d'un oraculaire, il substitue l'éveil de la raison.

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 13.)

Le Paris fantôme d'André Breton

Que reste-t-il du Paris de Nadja ?
Sur les pas de l'héroïne de Breton,
Jacques Meunier,
inaugurant une série
de promenades littéraires,
traque cette « archéologie sans vestiges ».

SI je dis que, pour moi, Nadja est un livre exotique et qu'il a un goût de chocolat, personne ne me croira. C'est pourtant la stricte vérité. Cela tient, je crois, aux conditions de ma première lecture : j'étais en ce temps-là dans le Mato Grosso, à l'évêché de Guajara-Mirim, vautre dans un hamac et soignant je ne sais quelle fièvre quartue. Mgr Rey, l'évêque de l'époque, m'avait offert l'hospitalité et j'étais logé dans une remise entre les moteurs hors-bord de la mission, les boîtes de saïndoux et des caisses d'images pieuses. A portée de main, j'avais un réfrigérateur bourré de chocolats. Luxe inouï sous les tropiques !

Un voyageur de passage avait dû oublier l'exemplaire de Nadja. Le texte était souligné et annoté par diverses mains. Il y avait des « oui », des « oh ! », des « non », des « ? », « ! » et, plus rarement, un bref commentaire. Je pénétrai donc dans le Paris fantôme de Breton encadré par plusieurs générations de lecteurs anonymes.

Tout de suite une chose me frappa : l'analogie entre la situation du narrateur et la mienne. Il avait été en plein Paris confronté à une forêt de signes et, comme moi chez les Indiens Chacabos, il possédait un peu à l'enfant professionnel.

Nadja est une collection de rencontres fortuites, de coïncidences et de faits inexplicables. Petites énigmes qui, prises indépendamment, peuvent paraître insignifiantes, mais qui, accumulées, mises côte à côte, forment un rébus. Il s'agit d'un mythe vécu et reconstitué. Pareil aux miens. Sauf qu'ici le mythe n'émanait pas d'une tribu, mais d'une constellation de naufragés : poètes, peintres, prostituées, actrices, tireuses de cartes, médiums...

La dérive contrôlée, les lois d'errance, le désenchantement et l'oisiveté conviennent parfaitement au hamac qui se balance. Breton raconte qu'il a écrit son livre au Manoir d'Ango et, pris dans la spirale surréaliste, je trouvais tout à fait approprié de lire Nadja au Brésil, terre ardemment convoitée par la famille d'Ango. Le hasard objectif n'a pas de frontières.

Homme de terrain, je me promène alors à l'explorer à mon tour le territoire de Nadja et sur un plan de métro — que faisait-il dans cet excentrique diocèse ? — je trace un triangle théorique qui allait de la rue de Varenne au boulevard des Batignolles, rejoignant le boulevard Magenta et se refermant sur la rive gauche, au point de départ du récit : la place du Panthéon et l'Hôtel des Grands Hommes.



La rue Fontaine, la rue des Capucines, la rue La Fayette, la Conciergerie, la place Dauphine (« l'un des lieux les plus profondément retirés que je connaisse... »), le Faubourg-Poissonnière, le Théâtre des Deux-Masques, autant de noms qui peuplaient ma rêverie et qui sonnaient ici comme de fiers Annapurnas. d'impeccables Murs de Chine ou de très obscurs Tolobobampo. Nostalgie circulaire des antipodes.

Orléans pince une contrebas primitive : un simple manche, une corde à linge et une lessiveuse. Un jeune hobbo joue du peigne enroulé dans du papier de soie. Qui se souvient que cette musique barbare fut introduite en Europe par Goffin, Schaeffner, Duhamel et Rivière ? Tous compagnons de route du surréalisme. Dans une rue toute proche, le frère de Boris Vian restaure des orgues de Barbarie...

La rue de Seine est une galerie d'art à ciel ouvert. La librairie Fischbacher vend le catalogue de l'exposition *Primitivism in 20th Century Art*, de New-York, retrouvailles attendues de l'ethnologie et du surréalisme. Retour du totemisme. Pied de nez rétrospectif au classicisme grec.

En vue du quai Malaquais, un Voltaire pétrifié rit sous cape. Les bouquinistes bradent *La-bas*, de J.-K. Huysmans et *La Soirée avec M. Teste*, deux livres d'éveil pour André Breton. La maison Lachenaud et Ritter, qui réédite pieusement l'œuvre éparse de Philippe Soupault, se trouve à deux pas.

A la terrasse d'un bar-tabac, une plantureuse Tsigane roussie propose de déchiffrer votre main. Elle voit un voyage lointain, bien entendu, et un rendez-vous — extrêmement flou — avec une bizarre femme brune. Sur de vous, vous lui dites : « Son prénom commence par N ? » Pas de réponse. Vous reprenez la question en espagnol et, cette fois, elle comprend. Elle réajuste son châle et, d'un trait, réplique : « Vous m'excuserez, monsieur, j'ai appris à lire l'avenir en français... »

C'est fou ce qu'il y a comme femmes brunes dans les rues de Paris ! Aucune n'a d'attention pour moi. Domage. Si ce n'était pas une Nadja, cela aurait pu être une Nicole, une Nathalie, une Nicomède ou une Noémie. A la rigueur, une Ermance. Le destin aussi fait des fautes d'orthographe.

Quai du Louvre, je flâne. Je tourne derrière l'Hôtel de Ville et je trouve là une boutique dont le rideau de fer est tiré. L'enseigne annonce « Orthopédie ». L'ironie veut que plusieurs lettres ont glissé vers le bas et que le mot boîte. Poème bancal pour un magasin de prothèses. Robert Desnos aurait aimé ça !

JACQUES MEUNIER.
(Lire la suite page 12.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Nouvelle édition du Grevisse

Le bon usage, c'est quoi ?

MALGRÉ que se dit-il ? Peut-on écrire par contre ? Il n'est pas rare que les vacances en famille, pour peu qu'il pleuve, ramènent ce genre de litige. Selon les âges ou les tempéraments, on invoque l'usage, le passé, le présent, la règle. Quelle règle ? Et de se précipiter sur les grammaires, érigées en juges de paix. Comme s'il existait une loi, la Loi !

Depuis cinquante ans cette année, « le » Grevisse fait foi. Son succès vient de ce qu'il s'adresse à la fois aux spécialistes et au grand public, qui lui sait gré d'observer les mœurs linguistiques sans prétendre les régenter. Chaque fois qu'un doute pèse sur la forme correcte, des exemples contraires sont fournis en abondance. Libre à chaque usager de se faire sa religion, ou plutôt de choisir ses modèles. Il pourra dire : je fais comme Mallarmé, ou comme Carco. En parlant, en écrivant, nous sommes les maillons d'une chaîne, les moments d'une histoire qui, plus que la « grande », dépend de nous. A l'égard des mots, nous sommes ballottés entre des fringales d'absolu et des cures de relâche. Il y a tout dans une grammaire, et même ce qu'on n'y cherche pas.

EN un demi-siècle, la théorie et la pratique ont grandement évolué. Grevisse, puis son gendre et continuiste, André Goosse, en ont tenu compte. En douze éditions, le *Bon Usage* a doublé de volume. Les citations ont été renouvelées. Genet, Le Clézio, ont fait leur entrée au temple des auteurs qui délimitent la mode, sinon la loi. La vie courante a suscité des cas de conscience inédits, et les techniques d'impression, des tentations nouvelles. Comment limiter aux exigences de clarté les changements de caractère typographique, le passage en italique, par exemple, que permettant instantanément les machines électroniques ?

Chacun de nous bute sur certaines difficultés, toujours les mêmes. Rien de plus personnel, de plus intime, que la lecture des dictionnaires. Mais tout le monde connaît plus ou moins les mêmes perplexités : la différence entre *métaphore* et *métonymie*, le sens de mots ronflants et finalement pas si compliqués ni vains, comme *hypallage*, *anacoluthie*, *haplogie*... Attester, pallier : que celui qui n'a jamais hésité entre transitif et intransitif veuille bien se rappeler (de) certains pataquès !

ET les accords ? Qui n'a pas ressenti... une espèce de navire ou le genre de ces mots qu'on dirait faits pour nous piéger : *hémisphère*, *pétale*, *tentacule*, *aise*, *disparate* ? Le féminisme a entraîné des féminisations sporadiques — *candidate*, *parisienne* — auxquelles ont échappé, sans raison claire, ministre et écrivain. Faut-il mettre au pluriel Don Juan et scénario ? Comment se dépeupler de chacun, de on ?

En connaisseurs de nos problèmes autant que de leurs solutions, les auteurs du Grevisse isolent les mots à hauts risques, les verbes irréguliers, les conjugaisons vicieuses, les règles d'accord flottantes ou controversées. Enfin, ces yeux écarquillés sont-ils *grand ouverts* ou *grands ouverts* ? Pourquoi tant de rigueur, dans certaines règles, allées à tant de fantaisie pour d'autres. Plus qu'en toute autre circonstance la liberté, si chère ailleurs, devient la plaie des usagers, une source d'angoisse. Qu'attendent les oracles pour nous asséner une bonne fois le correct et le juste !

S'il ne tranche pas, le Grevisse ne laisse aucune difficulté de côté. La ponctuation y tient une place légitime. Comment nier le soutien à la compréhension et à l'émotion qu'apportent les respirations du point-virgule, des deux points ? Notons à ce propos un phénomène que Grevisse ne relève pas mais qui saute aux yeux des lecteurs professionnels : les guillemets tendent à disparaître dans les romans comme dans les journaux. S'agit-il d'une contamination par l'audiovisuel, qu'encombre les « je cite » ? On dirait plutôt que l'attribution stricte des propos aux personnes et aux personnages ne paraît plus essentielle, que la parole est à tout le monde, que le sujet énonciateur se dilue dans un « ça parle » indistinct...

DANS le même temps, le discours indirect ne progresse pas, du moins en langage parlé. Il reste le privilège de l'élite culturelle. « La médecin m'a dit de me reposer » demeure une formulation de luxe, audacieuse. Les déformations de la langue s'obligent humblement à rapporter le conseil reçu, trop savant pour devenir leur propriété : « Le docteur m'a dit comme ça : il faut vous reposer. »

(Lire la suite page 11.)

LA VIE LITTÉRAIRE

DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAI

● Jean-Pierre Colin : *la Beauté du manchot*. — Par un ancien membre du cabinet de Jack Lang, qui fut aussi universitaire et comédien, un plaidoyer du cœur en faveur d'une politique généreuse à l'égard de tous les minoritaires de France, des Bretons aux Créoles, des prisonniers aux infirmes. (Publisud, 125 p., 78 F.)

HUMOUR

● Trez : *les idées noires*. — Un trait simple, simpliste même, pour des dessins à l'humour et aux idées en effet « trez » noires qui tireront du lecteur, parfois, un rire un peu jaunâtre. (Le Cherche-Midi, 125 p., 62 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Charles Mauron : *l'Inconscient dans l'œuvre et la vie de Racine*. — Père de la « psychocritique », Charles Mauron a soutenu cette thèse en 1954. C'est l'exemple le plus connu d'une analyse littéraire menée selon cette méthode qui se fonde sur l'étude des « suggestions obsédantes » de l'inconscient. Travail original en son temps, aujourd'hui haï ou adoré d'une égale fureur, c'est désormais un classique. Du même auteur, selon la même méthode : *Mallarmé l'obscur*. (Champion-Statkine ; 350 p., 175 F., et 230 p., 138 F.)

PHILOSOPHIE

● Ouvrage collectif : *Droit et liberté selon Hegel*. — Publié sous la direction de Guy Planty-Bonjour par le Centre de recherche et de documentation sur Hegel et sur Marx, cet ouvrage regroupe une série d'essais, dont celui de Jacques d'Hont, « Le droit et la liberté dans l'œuvre de Hegel ». (PUF, 264 p., 85 F.)

HISTOIRE

● Philippe Henwood : *Bagnard à Brest*. — Dans cet ouvrage très documenté et agrémenté de nombreuses illustrations, Philippe Henwood, directeur du centre de documentation et de recherche du Service historique de la marine à Brest, retrace l'histoire de ce bagne célèbre de 1749 à 1858, années du départ des derniers forçats pour la Guyane. (Editions Ouest-France, 207 p., 65 F.)

● Jean Sagnes : *Politique et syndicalisme en Languedoc. L'Hérault durant l'entre-deux-guerres*. — Natif de cette région, agrégé d'histoire et actuellement maître de conférences à l'université de Montpellier, Jean Sagnes étudie dans cet ouvrage, qui constitue l'essentiel de sa thèse, différents aspects des organisations — partis et syndicats — se réclamant du mouvement ouvrier pendant l'entre-deux-guerres. Cartes, tableaux, statistiques, complètent ce livre très dense. (Université Paul-Valéry, Montpellier, 520 p., 170 F.)

● François Bluche : *les Magistrats, du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*. — Publié pour la première fois en 1960, le livre de F. Bluche obtint l'année suivante le grand prix Gobert de l'Académie. L'auteur analyse, dans ce classique de l'histoire des sensibilités, l'institution parlementaire française à la veille de la Révolution et les comportements de l'élite robe, composante essentielle du fonctionnement de l'État. (Economica, 481 p., 175 F.)

EN BREF

● Le prix du roman populiste 1986 a été décerné à Ada pour son livre : *Elle voulait voir la mer...* publié aux éditions Maurice Nadeau.

● *Revue berbère*. — Après Tafsut, dont la troisième livraison vient de sortir, s'ouvre à Tizi-Ouzou (en réalité à Aix-en-Provence, chez S. Chaker, LAPÉMO, 13621 Aix-en-Provence), le premier numéro d'Arav (Cahiers d'études berbères) a été publié récemment en France par le Centre d'études et de recherches Amazigh (5, rue de Chevreuse, 75006 Paris) avec la caution de plumes de renom comme Mouloud

Mammeri ou Pierre Bourdieu. Quant aux *Etudes et documents berbères* (La Boîte à documents, BP 701, 75531 Paris 11^e), c'est une publication qui entend faire émerger la revendication culturelle berbère — expatriée en France faute de pouvoir s'exprimer en Algérie — du milieu universitaire franco-maghrébin.

● Selon le vœu de son donateur, le docteur Louis Merle, le prix du même nom, doté d'un montant de 15 000 F et destiné à récompenser « un ouvrage ou un ensemble de travaux traitant de l'histoire rurale d'une province française », a été

Francophonie :

Senghor

et Yourcenar

au palmarès

Selon un sondage IPSOS réalisé pour le Haut Conseil de la francophonie, seulement 2 % des Français (contre 88 %) considèrent que le développement de la francophonie n'est « pas du tout important » (*le Monde* du 30 mai). 44 % estiment que celle-ci s'est développée « pour des raisons culturelles » (28 %) « pour des raisons économiques » et 20 % « pour des raisons historiques » et 73 % pensent qu'elle se maintiendra à l'avenir grâce à l'enseignement et à la culture. Seulement 32 % (contre 58 %) des Français sont prêts à verser une contribution financière pour le développement de la francophonie.

Quant aux auteurs francophones étrangers ou d'origine étrangère, 31 % des Hexagonaux sont en mesure d'en nommer un ou plusieurs, au premier rang desquels Léopold Senghor, Marguerite Yourcenar, Georges Simenon, Henri Troyat, Martin Gray, Tahar Ben Jelloun, Julien Green, Milan Kundera et... Jacques Brel. Si aucun écrivain canadien-français n'est cité aux premiers rangs, en revanche 70 % des personnes sondées affirment que des chanteurs comme Charlebois, Diane Dufresne ou Gilles Vigneault contribuent à l'essor de la francophonie culturelle.

J.-P. P.-H.

Le neuvième congrès

mondial des poètes

Le neuvième congrès mondial des poètes, réuni du 27 juin au 3 juillet à Florence, sous la présidence de Léopold Senghor, proposait trois thèmes de réflexion : « L'invention de l'humain. La poésie de la Renaissance », « Eve, Lilith, la femme et la création poétique », « Poésie, raison et mystère ».

décerné pour la première fois cette année, à Jean-Michel Chevet, jeune chercheur en histoire, pour sa thèse « Le marquisat d'Ormesson, XVIII-XIX^e siècles ».

● Le 10^e PRIX LITTÉRAIRE DE LA FONDATION DE LA VOCATION a été décerné à Jean-Philippe Toussaint pour son premier roman *La Salle de bain*, publié aux éditions de Minuit (*le Monde* des livres du 18 octobre 1985).

● L'Association des écrivains de langue française (ADELF) attribue ses PRIX LITTÉRAIRES 1986 : prix de l'Asie, René de Cécatty, *L'Extrémité du monde*



En fait, deux conceptions se sont confrontées dans le beau cadre conventuel de San-Miniato-Monte. Pour les organisateurs, Mammo Morina et le Florentin Mario Luzzi, la poésie est un patrimoine collectif qu'il faut étudier, louer et divulguer avec le concours de tous, petits et grands, illustres et obscurs ; pour d'autres, elle est mystérieuse présence que seuls les élus et les initiés doivent sans cesse traquer et remettre en question.

Léopold Senghor se range parmi les premiers en insistant sur les aspects utilitaires : « J'ai toujours accordé une importance primordiale à l'éducation, à la formation et à la culture. Celle-ci est à la fois le but et la condition du développement de nos peuples. En ce qui concerne la création poétique, on croit souvent qu'elle naît à l'opposé de toute rationalité. Or la poésie européenne de la Renaissance et celle de Dante, que nous avons plus particulièrement étudiée ici, nous apprennent le contraire. L'esprit de méthode et d'organisation donnent des ailes à l'inspiration ».

Edmond Jabès, interrogé à l'ombre du cloître, montre à l'égard du congrès un scepticisme qui rejoint à sa façon la méfiance des seconds : « Peu de congressistes ont parlé de la pratique du texte, et je l'ai regretté. La poésie porte la prose au-delà de ses limites. En France, depuis quelques années, certains affirment même que l'écrivain n'existe pas ; ne compte que le texte. Personnellement, je crois que

l'écrivain devient à un tel point sa parole qu'il n'est plus que celle-ci. Il s'efface, il entre dans l'anonymat pour l'exprimer. J'aurais aimé qu'il y ait de petits propos échangés sur le thème plutôt que de grandes déclarations ».

C. C.

De la nature

du pouvoir

Les prédictions formulées par Orwell dans 1984 nous menacent-elles aujourd'hui ?... Quelles réponses peut offrir une société démocratique qui se montre vigilante. Sur ces thèmes avait été organisé en 1984 à Strasbourg par le conseil de l'Europe un colloque Georges Orwell.

Des écrivains, des historiens, des industriels, des hommes politiques, des scientifiques, des juristes y avaient participé, et leurs communications viennent d'être réunies dans un volume intitulé : *Big Brother, un inconnu familier* — qui paraît simultanément en anglais, en espagnol, en hébreu et en français — avec des textes d'Alexandre Zinoviev, Stanley Hoffmann, Simone Veil, Edgar Morin, etc.

L'ouvrage présente en trois chapitres : « La guerre c'est la paix », « La liberté c'est l'esclavage », « L'ignorance c'est la force », une réflexion sur le pouvoir que M. Pierre Legendre, de l'Ecole pratique des hautes études, définit abruptement et lucidement : « Il est dans la nature du pouvoir d'être toujours salaud. Ce quelque chose d'énigmatique, ce côté toujours salaud, voilà l'enjeu universel de l'humanité avec l'humanité ». Et il conclut : « Il n'y a pas, d'un côté, la liberté, la vérité, la paix, et de l'autre, l'esclavage, la mensonge et la guerre. La politique fonctionne en manœuvrant tous les leviers à la fois. » Mais alors, où sont les coupables ?...

N. Z.

● **BIG BROTHER, UN INCONNU FAMILIER**, textes présentés par Francis F. Rosenthal et Shlomo Giora Shoham, coédité par le conseil de l'Europe et Age d'homme, 296 p., 98 F.

Le roman de l'Arménie

indépendante

Le rêve de la résurrection de l'Arménie indépendante s'est réalisé deux années seulement, entre 1918 et 1920, et a tourné au cauchemar. La petite République des dashnaks, dotée d'un régime parlementaire à l'occidentale et espérant vainement l'aide des alliés et de la SDN, était née pour mourir. Elle ne comptait qu'un million d'habitants dont sept cent mille Arméniens, plus du tiers étant des rescapés des massacres de Turquie. Et surtout Turcs et bolcheviques avaient décidé de lui donner le coup de grâce.

Kostan Zarian a ressuscité, dans ce grand et beau roman paru en 1943 dans son exil américain, cette Arménie « oubliée de tous sauf de ses ennemis ». Le bateau, l'Albatros, c'est celui que le héros du livre, Hérion, tente de hisser jusqu'à un lac enchâssé dans la montagne. Odyssée symbolique à l'ombre du mont Ararat d'un espoir voué à l'échec. Ce qui reste de l'Arménie sera soviétisée durement et Hérion s'en accommodera, le bouché amer, comme beaucoup de ses concitoyens.

Le récit est d'un lyrisme somptueux — amour et détresse mêlés dans cette aventure des naufrages de l'histoire en une période passionnante et cruelle que tous — sauf eux — ont oubliée.

P.-J. F.

● **LE BATEAU SUR LA MONTAGNE**, de Kostan Zarian, Seuil, 442 p., 125 F.

Une nouvelle revue

d'études arméniennes

Une nouvelle revue d'études arméniennes vient de voir le jour, *Ani - Cahiers arméniens*, du nom de l'ancienne capitale de la dynastie des Bagratides, détruite par les Turcs seldjoukides au onzième siècle. Avec ses ruines et le souvenir de sa splendeur passée, Ani reste, selon l'éditorial du premier numéro, « le symbole d'une lente reconquête de notre identité, que nous rêvons comme une fête partagée avec d'autres, dans l'échange et la convivialité ».

Le Centre de recherches sur la diaspora arménienne (CRDA), qui publie cette revue destinée à devenir trimestrielle, et le Centre de documentation arménien de Paris se sont imposés, depuis leur création récente, comme des lieux précieux de conservation et d'étude de toutes les questions touchant à l'histoire et à la culture de ce pays.

Cherchant une audience plus large que celle de l'ancienne et respectable *Revue des études arméniennes*, *Ani - Cahiers arméniens* se veut « le reflet et l'instrument d'une expérience et d'une connaissance collective de plus en plus ouvertement partagées ». La notion d'« arménité », avancée par les animateurs des *Cahiers*, témoigne de cette volonté d'ouverture et du refus de se laisser enfermer « dans le corset rigide ou abstrait du concept » et dans l'obsédante revendication territoriale.

L'identité arménienne est une réalité à la fois forte et fragile. Soumise, par une histoire douloureuse, à la dispersion et à l'exil, elle doit, à chaque étape de son devenir, retrouver des raisons d'exister et, pour cela, se réapproprier une mémoire menacée, elle aussi, de dispersion. L'initiative de créer cette revue, et l'intérêt qu'elle pourra susciter au-delà de son public obligé, constituent l'une de ces étapes.

P. Ké.

● **ANI - CAHIERS ARMÉNIENS**, revue du Centre de recherches sur la diaspora arménienne. Directeur de la publication, Jean-Claude Kehadjian ; directeur littéraire, Gérard Bédrossian, 36, rue de Trévise, 75009 Paris. Tél. : 42-46-65-58. Prix de souscription : 70 F.

HISTOIRE

Le Trotsky musulman

À la mi-février 1980, les soldats originaires d'Asie centrale qui peuplaient les unités soviétiques venues « en aide » à l'Afghanistan furent remplacés par des Russes : mesure significative qui prouve, plus que jamais, que le modèle « dévot » du communisme, de la Corée au Mozambique, du Yémen au Nicaragua, sera toujours grand-russe aux yeux des maîtres du Kremlin. Staline, en ces matières, n'est pas mort.

Voici le portrait d'une de ses victimes, jamais réhabilitée, le « Trotsky musulman », le petit instituteur et journaliste tatar qui avait cru imprudemment que l'amour de son peuple n'était pas incompatible avec le léninisme, Sultan Galiev. A dire vrai, l'essentiel des documents utiles aux biographes dort, et pour longtemps, dans les archives du KGB : on sait tout juste que Galiev, en désaccord avec la politique stalinienne des nationalités, échoua dès 1921, qu'il fut condamné à la fin de 1928. On perd sa trace dans un camp de travail du côté de la mer Blanche...

Mais le « sultangalievisme », un demi-siècle plus tard, est toujours voué au silence policier en Union soviétique. Ailleurs, en revanche, chez un Ben Bella ou un Kadhafi, le mythe Galiev a proliféré. Révolutionnaire, émancipateur des colonisés, conspirateur et victime obscure, Galiev avait sans doute tout prévu, sauf le réveil actuel de l'islam intégriste. Le sort, décidément, s'acharne sur ce mystérieux Tatar qu'on aime pour nous ce petit livre remarquable, boursé de science, de talent et d'émotion.

J.-P. F.

● **SULTAN GALIEV, le Père de la révolution tiers-mondiste**, d'Alexandre Benningzen et Clément Lemerle-Queleu, Fayard, coll. « Les Inconnus de l'histoire », 305 p. 95 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Claude Couffon, Pierre-Jean Franceschini, Patrick Kéchichian, Nathalie Mesuret, Jean-Pierre Péroncel-Hugot, Emmanuelle Peyret, Jean-Pierre Rioux, Nicole Zand.

Passage en revues

L'ETUDE de Maurice Blanchot — *la Parole vaine* (1) — sur le *Bavard* de Louis-René des Forêts (2) avait contribué à faire de ce récit l'un des symboles de l'état de la littérature de notre temps. « *Nihilisme de la fiction réduite à son essence* », le *Bavard* marquait ce moment essentiel où le langage était dénoncé dans sa prétention à dire autre chose que lui-même. Cette lecture, indéniable et bouleversante, avait eu cependant pour conséquence indirecte de contraindre l'œuvre de L.-R. des Forêts à demeurer dans une impasse. Dans un texte pénétrent, dont la NRF (juillet-août, n° 402-403) publie la première partie, Yves Bonnefoy modifie la perspective ouverte (ou fermée...) par Blanchot. Prenant en compte deux autres récits de des Forêts, et non plus seulement le *Bavard*, « moment dans une recherche plus vaste », il repère les éléments tangibles d'une expérience d'un autre ordre que celui de la pure négativité. Expérience poétique, existentielle, où la parole et l'écriture conduisent l'être au seuil de ce que Rilke nommait *le ouvert*. Rappelons que la NRF avait publié en janvier 1984, sous le titre *Ostinato*, des extraits, admirables, d'un livre à venir de Louis-René des Forêts. (Gallimard, 89 F.)

● Pour son dixième anniversaire, Poésie (2^e trimestre 1986, n° 37), dirigée par Michel Deguy, s'ouvre à la peinture. Cinq reproductions d'œuvres du peintre Jorge Perez Roman, né en Argentine et travaillant près de Paris, sont présentées par Robert Marteau, Jonathan Boulting et Alain G. Huraut. R. Marteau et J. Boulting présentent également quelques poèmes de l'Anglais Robert Graves, mort à la fin de l'année dernière, plus connu en France comme mythographe et historien que comme poète. (Librairie Belin, 60 F.)

● Comme Poésie, la revue semestrielle Polyphonies ne s'en tient pas au seul domaine français. Autour du thème de l'ironie, Pascal Culerrier, son directeur, a réuni plusieurs textes, dont dix-sept poèmes inédits en français d'Eugenio Montale, poète italien, prix Nobel 1975. Traduits par Patrice Derval Angelini, ces poèmes sont extraits des deux derniers recueils de Montale publiés avant sa mort, en 1981. (Polyphonies, 8, rue Severo, 75014 Paris, 50 F.)

● Zéro limite cesse de paraître. « Arrêt du cœur volontaire », annonce, laconique, un communiqué inséré dans le dix-neuvième et dernier numéro. Dirigée par

M.-A. Mayaly, cette revue publiait depuis six ans des textes poétiques d'auteurs contemporains d'un accès souvent difficile ou sinués. (*Zéro limite*, BP 42, 64500 Saint-Jean-de-Luz.)

● Jean Follain est le poète des *Espaces d'instants*, de la « quiétude attentive » aux êtres et aux choses. L'animal ou l'objet familier, l'enfant joueur, l'homme ou la femme à leur ouvrage, prennent dans ses poèmes une existence indubitable. Bernard Jourdan présente quelques poèmes et dessins de cet auteur décédé voici quinze ans et un peu oublié depuis dans Poésie 86. (Mai-juin, n° 13, Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris ; 58 F.)

● Superbement imprimée et illustrée, la revue *Grande Nature*, qui consacre sa deuxième livraison (printemps-été 86) à la *Voix de l'enfance*, contient trois poèmes du même Jean Follain et un texte de Gil Jouanard sur Canisy, ville natale du poète. Un beau texte inédit de René-Guy Cadou — *le Ventriologue* — ouvre ce numéro, où sont également présents Louis Calaferte et Jean-Loup Tressard. (Editions Grande Nature, AEP-Bibliothèque, Vercheury, 26340 Saillans ; 130 F.)

● La revue *Nouvelles nouvelles* poursuit son action mili-

tante en faveur d'un genre littéraire dont il ne conviendrait bientôt plus, grâce à elle et à quelques autres, de dire qu'il est négligé. Des noms parmi les signatures de ce troisième numéro : Andreon, Demouzon, Raymond, Jean, Orlando de Rudder... (Publiée par la Fondation David Kupfermann, 3, rue de l'Harmonie, 75015 Paris ; 55 F.)

● Pour les passionnés de l'histoire de l'édition, un très beau numéro spécial de la revue professionnelle *Art et Métiers du livre* (mai 1986) sur Pierre-Jules Hetzel. (Editions Technorama, 31, place Saint-Ferdinand, 75017 Paris ; 90 F.)

● Le dernier numéro de *Corps écrit* (n° 18) rassemble des études et des textes autour du thème de l'allégorie. (PUF, 85 F.)

● Une petite revue franc-comtoise, Luvah, publie trois chapitres d'un texte compact et imprévisible de Mathieu Messager, Orant. (N° 9-10 ; 10, rue Gustave-Courbet, 25000 Besançon ; 20 F.)

P. Ké.

(1) Introduction au *Bavard*, Editions UGE-10/18, repris dans *l'Ami*, Gallimard, 1971.
(2) Gallimard, 1946, repris dans la collection « L'Imaginaire », 1978.

● ROMANS

Folies bourgeoises

L'érotisme bien stylé d'un roman épistolaire.

Le roman érotique est un genre ingrat, limité, soumis à des impératifs contraignants, tant de forme que de fond. Impératif lexical d'abord : le vocabulaire est restreint, même s'il a connu depuis le dix-huitième siècle, âge d'or en ce domaine (1), des évolutions sensibles — apparition de termes nouveaux, déclin de quelques autres. Les exigences du lecteur constituent un autre ordre de contraintes : élevé pour l'occasion au rang d'« amateur » possédant les références littéraires nécessaires à un sûr jugement, le lecteur de livres érotiques ne s'en laissera pas conter par les tireurs à la ligne qui prétendent le distraire de l'unique objet de son attente.

Obéissant aux lois du genre, l'auteur anonyme de la *Correspondance d'une bourgeoise avertie* n'a pas démenti. Il — pronom qui ne préjuge pas son identité sexuelle — s'est appliqué à rester constamment au plus près de son

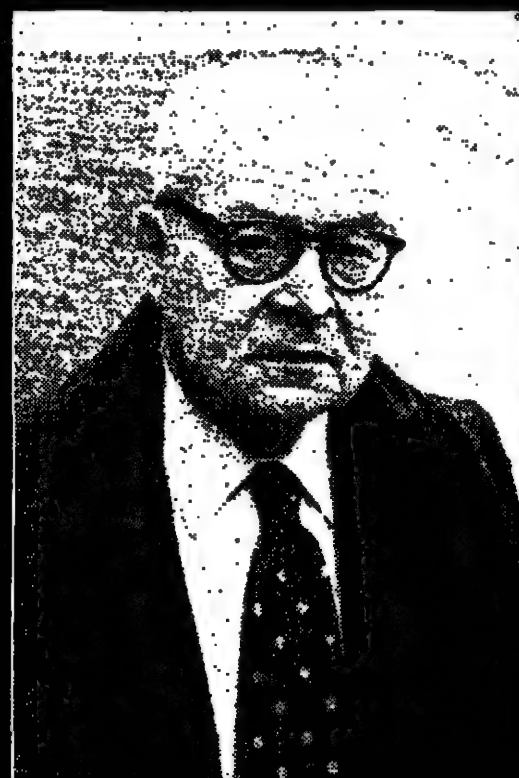
propos. Maniant avec habileté le lexique en usage, il s'est attaché à décrire avec minutie, et sans pudeur excessive, des situations très concrètes, à dresser un nouveau catalogue des poissonniers ordinaires, dans un cadre « Années folles ».

« Madame Suzanne m'a fait part de votre désir de correspondre, et uniquement cela, avec une femme qui s'offrirait totalement à vous, qui prendrait du plaisir à vous lire et dont les réponses vous complèteraient par leur piquant, leur bizarrerie et leur franchise. » Ainsi, dès les premières lignes du livre, les choses sont clairement définies. L'anonymat est la règle unique, le ressort exclusif des récits. Ce jeu n'est accepté, voulu, que dans la mesure où, beaucoup plus que dans une partie à découvert, il favorise le plaisir. Il en est même la condition première. « Le caché demeure toujours le plus désiré », souligne la narratrice.



Georges DUMEZIL

de l'Académie française



Formée par les seules lettres de la dame — *bourgeoise*, de fait, très *avertie*... — cette correspondance laisse cependant une place au monsieur en révélant indirectement ses réactions et ses interventions : pourvoyeur d'expériences inédites et « piquantes », voulant en savoir toujours plus, il relance les confessions de sa compagne épistolaire, conseille, tance aussi parfois celle-ci, lorsqu'il perçoit hésitations ou reculs...

Jouissance et fidélité

L'artifice romanesque — qui pourrait croire lire une correspondance réelle ? — est efficace. Une identification s'opère entre le destinataire muet des lettres et le lecteur. Ce dernier voit ainsi sa frustration atténuée et compensée. Voyeur lui aussi, il est invité à partager le mode de satisfaction dont se contente son double : « Il ne s'agit pas seulement de s'assouvir, il faut plutôt s'enrichir, se gonfler de sève, le reste, finalement, n'étant que le couronnement d'une longue et bonne préparation. »

Comme dans les romans du marquis de Sade, où les débâchés, parvenus à la limite du

« montraire », s'enferment pour accomplir ce qui ne se peut décrire, notre fiévreuse bourgeoise arrive, au bout de son périple érotique, au silence de l'irreprésentable. Pour les beaux yeux d'un maître et amant, elle se dérobe au contrat et rompt avec son partenaire-lecteur pour s'enfoncer dans la soumission ; dans la fidélité faudrait-il même dire, dans le « don », où elle trouve une ultime jouissance. « J'ai découvert que j'avais besoin d'une règle, et qu'il la fallait très stricte. »

L'érotisme est au moins autant jeu de l'esprit que des corps. La lettre précède, accompagne et prolonge la chose. Il faut savoir gré à l'auteur de ce petit récit épistolaire de s'être soucie de ces évidences et d'avoir mis quelque talent dans la « représentation de l'amour ».

PATRICK KÉCHICHAN.

★ CORRESPONDANCE D'UNE BOURGEOISE AVERTIE. Le Pré aux Clercs, 118 p., 69 F.

(1) L'Esprit de la Bibliothèque nationale, collection dirigée par Michel Camus aux éditions Fayard, vient de publier un deuxième volume d'Œuvres anonymes du XVIII^e siècle.

Féroce négoce

Un « Dallas » agro-alimentaire, un « polar » céréalier...

QUATRE livres pour le prix d'un seul : un roman de gare qui ferait les beaux soirs d'un feuilleton télévisé, style Cornbeef Dynasty ; un manuel sur le négoce des matières premières alimentaires ; une étude des rapports Nord-Sud et Est-Ouest ; une réflexion enfin sur le métier de journaliste.

L'Empereur de la faim est un thriller politico-économique raconté par un journaliste, Jacques Lamalle, qui traîne son stylo et ses oreilles — entre Paris et Bruxelles surtout — pour nourrir le *Canard enchaîné* de croustillantes histoires alimentaires. Il a mixé ses quatre livres en un roman à clef, bourré de grosses serrures, Garill pour Cargill, Lunge pour Bunge, Léon-Dufrey pour Louis-Dreyfus, et de quelques verrous bien huilés qui, une fois ouverts, font apparaître feu Maurice Varsano (le roi du sucre) ou Jean-Baptiste Doumeng (le milliardaire rouge), deux vieilles connaissances de Lamalle, qui leur a déjà consacré deux livres-portraits. Il y a aussi des tiroirs plus secrets : Paulette Chastel, ministre française des industries agro-alimentaires, Gilbert Pasbot, haut-fonctionnaire chargé de l'agriculture à Bruxelles, ou encore Ernest Sentot, avocat, député, sénateur, plusieurs fois ministre et « touche-à-tout ce qui touche à l'argent ».

Reconnaître ceux qui cachent ces noms est un plaisir, évidemment dissimulé, un jeu de société pour ministres, fonctionnaires et marchands, pour lecteurs plus ou moins avertis (1), jeu de massacre aussi, car Lamalle, *Canard* oblige, a la plume dure.

On meurt dans l'Empereur de la faim : un peu de meurtres et d'attentats ; beaucoup de famine ; passionnément de ces petites morts d'amour où, disons-le tout net, le journaliste se donne le beau rôle.

La trame mêlange anecdotes et histoires vraies avec l'impure fiction. Un des géants du grain est enlevé par un groupe révolutionnaire, les Frères de la faim, que dirige un diplomate malien, en poste à la FAO. Qui a commandité le coup ? Les « majors » américains soupçonnent l'Empereur. Ce personnage mythique emprunte ses traits et son histoire à plusieurs négociants, bien réels ceux-là. Sacré bonhomme qui assoit les grands sentiments — nourrir le monde et rapprocher les hommes par le commerce — sur les petites saloperies des subalternes qui le servent et qu'il prétend ne pas pouvoir contrôler.

L'Empereur, qui a ses petites entrées, devenues grandes, à Moscou, est sur l'affaire du siècle : ravir aux Américains le marché soviétique du blé. Dans le même temps, le très libéral occupant de

la Maison Blanche s'irrite de la puissance des « majors » du grain qui l'empêchent de manipuler l'arme alimentaire à sa guise.

Concussion, ministres véreux et hommes de main — vilains, — l'Afrique de Jacques Lamalle est un champ clos où s'agitent corrompus et corrupteurs. De quoi justifier l'action expéditive des Frères de la faim. Mais rien n'est clair dans ce marécage où les révolutionnaires s'appuient sur les paysans exploités tout en agissant sur des ordres venus de... Mystère et surprise en fin de lecture.

Quant au journaliste — le journalisme ? — c'est un drôle d'oiseau. Pour savoir et dire les choses, il est ami, voire ami, confident de profession. Comment fouiller le marécage sans y tremper un peu les pieds ? Il se renseigne autant qu'il renseigne, complice de chacun, traître à tous et finalement bien seul.

Escroquerie savante

Parmi les mille et une arnaques du marché de la faim, celle que raconte *Coup de blé* aurait pu faire un chapitre dans la saga du négoce contée par Jacques Lamalle.

Ce coup-là, c'est une escroquerie savante, un détournement de fonds de la CEE, sur le dos et avec la complicité encore d'un Etat d'Afrique. Lamalle avait brouillé les biographies. Cette fois, c'est l'auteur lui-même qui se cache sous le pseudonyme de François Debucourt. Décidément, ces affaires de gros blé sont traitées avec précaution. Il paraîtrait, renseignements pris, que l'astuce imaginée par les distingués traîtres de *Coup de blé* n'est pas crédible et que l'auteur connaît mal les mécanismes européens. Voire. Les fonctionnaires qui dirigent l'Europe n'ont-ils pas besoin, pour mieux combattre le doute, d'affirmer de telles certitudes ?

Mais l'essentiel est ailleurs : l'auteur masqué de ce polar céréalier, avec chantages, pots-de-vins et call-girl, écrivain par désespoir — il s'ennuyait sous la gauche — dépeint ses confrères en escrocs français et ses collègues eurocrates avec un cynisme accompli, une méchanceté parfaite. Après son plaisant forfait, il est, depuis le 16 mars dernier, reparti vers de nouvelles aventures administratives.

JACQUES GRALL.

★ L'EMPEREUR DE LA FAIM, de Jacques Lamalle. Flammarion, 370 p., 89 F.

★ COUP DE BLÉ, de François Debucourt. Lattès, 264 p., 95 F.

(1) Une suggestion pour la rédaction : inviter le lecteur à inscrire lui-même les véritables noms des personnages dans une colonne parallèle à la liste fournie par l'auteur.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Le Grevisse

(Suite de la page 9.)

Voir des usages se perdre sans moins le cœur que de voir les mots s'évanouir à jamais. On raconte qu'il disparaît plusieurs mots par jour, sans espoir de retour. Aucune institution ni aucune coquetterie ne sauraient les sauver du néant auquel les voue notre paresse, et non son alibi en vogue, qui a nom modernité. Il va de soi que des termes importés profitent du vide, dont la langue, comme la nature, a horreur.

C'est le moment d'évoquer la mode franglaise. Le Grevisse ne lui déclare pas la guerre, ce qui n'aurait pas de sens. Il n'en appelle ni à la règle sainte ni au drapeau. Il essaie de comprendre. Il rappelle que, selon J. Reydevove et G. Gagnon (Robert éd., 1980), notre langue charrie près de deux mille six cent vingt anglicismes, dont mille cinq cents bien vivaces. Or certains n'ont même pas de sens en anglais, comme *footing* ou *wattman*. Des mots français nous reviennent vidés de signification ; ainsi la montre *digitale*.

Que faire ? Edicter des équivalences bien de chez nous aux *gadgets* des pseudo-techniciens du futur ? Elles existent en effet, ces équivalences. Certains termes vieilliraient retrouver une charmante jeunesse, tels certains châteaux-relais. Au lieu du hideux *look*, et pour mieux dénoncer, sous le vernis moderniste, ce que ce mot cache de creux et de trivial, on devrait relancer la *mine* et l'*air* dont se paraient les marquis du Grand Siècle. Mais puisque les Français en décident autrement...

La grammaire est une école de démocratie. L'usage ne se décrète pas d'en haut. Les masses et leurs chantages préférés font la loi. Le Grevisse n'est pas le Dala, pas même au rayon jurisprudence. Il se contente de distinguer, parmi ses exemples, les styles plus ou moins « soignés », plus ou moins « soutenus ».

Le bon usage n'existe pas, n'en déplaise aux puristes, dont les oukases confirment la fragilité de toute doxa. Prenez par contre. L'Académie l'a exclu en 1932, après l'avoir admis en 1835 et en 1878. Il fut un temps où le *Monde* le proscrivait et lui préférait en revanche. Il reste que, si vous en tenez pour par contre, vous pourrez vous abriter derrière Stendhal, Maupassant et... de Gaulle ! Gide ironisait avec raison là-dessus. On voit mal, disait-il, une femme annoncer : « Mon frère et mon mari sont revenus de la guerre ; en revanche, j'y ai perdu mes deux fils. »

La seule façon de défendre le français qu'on aime, c'est de s'en servir avec tant d'exactitude et de charme que les autres aient envie d'en faire autant.

★ LE BON USAGE, de Grevisse, édition reformée par André Goussé, Dacalot éd., 1 768 p., 295 F.

MYTHE ET ÉPOPEE
I. L'idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens

II. Types épiques indo-européens : un héros, un sorcier, un roi.

III. Histoires romaines

IDÉES ROMAINES
FÊTES ROMAINES D'ÉTÉ ET D'AUTOMNE, SUIVI DE DIX QUESTIONS ROMAINES
LES DIEUX SOUVERAINS DES INDO-EUROPÉENS

APOLLON SONORE ET AUTRES ESSAIS, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE
LA COURTISANE ET LES SEIGNEURS COLORES, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE
L'OUBLI DE L'HOMME ET L'HONNEUR DES DIEUX, ESQUISSES DE MYTHOLOGIE

TARPÉIA, ESSAIS DE PHILOGIE COMPARATIVE INDO-EUROPÉENNE.

DISCOURS DE RÉCEPTION A L'ACADÉMIE FRANÇAISE ET RÉPONSE DE M. CLAUDE LÉVI-STRAUSS

"LE MOYNE NOIR ET GRIS LEDANS VARENNES" suite nostradamique, suivie d'un Divertissement sur les dernières paroles de Socrate.

VIENT DE PARAÎTRE

LE MAHABARAT et LE BHAGAVAT DU COLONEL DE POLIER
présenté par GEORGES DUMÉZIL

GALLIMARD *nrj*

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Soupault pour toujours

QUE Philippe Soupault, qui va avoir quatre-vingt-neuf ans au mois d'août, ait beaucoup de souvenirs à raconter, personne n'en douterait : ce fils de grand modeste, neveu d'un des frères Renault et qui a failli se noyer à cinq ans, qui a perdu son père à sept, qui a fait la guerre à dix-huit, reste — alors que Jacques Baron vient de mourir — le seul grand surréaliste vivant avec Michel Leiris.

C'est Apollinaire qui — après avoir fait publier, en mars 1917, son premier poème, *Départ dans Sic*, la revue de Pierre Albert-Birot, — le présente à Breton, puis à Aragon. Ensemble, alors que la *Nouvelle Revue française* n'a pas repris sa publication et que *Nord-Sud* a cessé de paraître, ils mettent en chantier la revue mensuelle *Littérature*. « C'est à cette époque qu'André Breton et moi, nous découvrons le procédé que nous appelons, en souvenir de Guillaume Apollinaire, *le surréalisme* ». Nous décidâmes d'utiliser cette manière, d'écrire et de rédiger un livre en quinze jours : les Champs

Il y a là une juxtaposition intéressante mais problématique de ces deux livres, l'un couvrant les trente premières années et écrit à chaud, en 1927, et l'autre relevant d'une entreprise autobiographique plus classique, froidement tranchée, menée en fin de parcours, avec plus d'un demi-siècle d'écart... C'était inévitable : les deux textes se recoupent entre eux. Bien. Mais surtout ils en recourent d'autres, précédemment écrits, et l'impression de déjà lu, de déjà servi, vient troubler la mise en perspective... Ainsi, l'été 1913 où Soupault rencontre Proust au casino de Cabourg — un Proust qui ne se montre qu'à la brune, armé d'une ombrelle pour se protéger des derniers rayons de soleil, grimant au moindre bruit, offrant des cigares à ses admirateurs quand il veut rentrer dans ses appartements : « la fumée me fait tousser... », — cet été-là figure déjà dans *Profil perdu* (Mercure de France, 1963) et mot pour mot dans *Apprendre à vivre* (éditions Jacques-Marie Laffont, 1977).



Aragon et Philippe Soupault

magnétiques, puis une pièce : *S'il vous plaît*.

Mais Tristan Tzara, qui vient d'arriver à Paris, séduit Soupault et le voit participer avec enthousiasme aux manifestations dadaïstes... Cependant l'inimitié grandit entre Breton et Tzara, et, dès 1922, Soupault doit renoncer à la codirection de *Littérature*. Breton règne seul : ce sera l'interdiction de dada et la création du premier groupe surréaliste. Soupault raconte les séances d'hypnotisme organisées par les surréalistes au cours desquelles Desnos se déchaîne jusqu'à poursuivre Eluard avec un couteau de cuisine ! C'est l'époque du délirant « banquet Saint-Pol Roux » où l'on voit Breton décrocher des volets, Soupault se suspendre à un lustre et Michel Leiris crier à la fenêtre « Vive l'Allemagne » pendant que Claudel se fait injurier et Rachilde pérorer.

Peu après, Soupault crée la *Revue Européenne*, puis la collection du même nom qu'il inaugure avec un texte de lui, le *Bon Apôtre*, autobiographie peu cryptée qui irrite Breton... Par besoin d'argent, Soupault accepte alors la mensualité que lui propose Bernard Grasset, en échange de ses quatre prochains romans ; le premier de la liste sera les *Frères Durand* qui ratent de peu le Goncourt de 1924. L'année suivante, paraît *En joue !* où on retrouve, par leurs seuls prénoms, Jacques Rigaut, Pierre Drieu La Rochelle et René Crevel, tous trois grands amis de l'écrivain et suicidés potentiels.

Arrive 1926 et Soupault est définitivement rejeté du mouvement surréaliste, dans la même charrette qu'Artaud et Vitrac... Page tournée ; Soupault a trente ans et veut faire le point, remettre les choses à leur vraie place, « s'efforcer d'être absolument sincère » ; il s'éloigne de Paris et écrit *Histoire d'un blanc* 1897-1927 : c'est ce livre, paru en 1927 au Sans-parallèle, qui réédite aujourd'hui, « revu et annoté par l'auteur », les éditions Lachaux et Ritter sous le titre générique *Mémoires de l'oubli* (le deuxième tome 1923-1926 vient également de sortir).

La liste des « correspondances » serait longue mais, la recette étant savoureuse, ce n'est pas tant la répétition qui gêne que l'appauvrissement de la mémoire : à cet égard, il n'y a pas titre plus réaliste que ce *Mémoires de l'oubli* ; sans compter cette indifférence à tromper son monde que l'on pourrait interpréter, gentiment, comme une dernière provocation dadaïste, une ultime prouesse de grande jeunesse.

CLAIRE PAULHAN.

★ **LITTÉRATURE** : revue mensuelle fondée par Aragon, Breton et Soupault. Première série : de mars 1919 à août 1921 ; deuxième série : de mars 1922 à juin 1924.

★ **LES CHAMPS MAGNÉTIQUES** : sous le titre HISTOIRE D'UN MANUSCRIT, est reproduite, en annexe de *Mémoires de l'oubli*, la chronologie de 1919 à 1983 du véritable manuscrit des CHAMPS MAGNÉTIQUES que les éditions Lachaux et Ritter éditent, en fac-similé et dans une présentation de Serge Fauchereau.

★ **Philippe Soupault** : VINGT ET UN MILLE JOURS : entretiens avec Serge Fauchereau. Ed. Belfond, 1986.

★ **Philippe Soupault** : MÉMOIRES DE L'OUBLI : 1897-1927, HISTOIRE D'UN BLANC, éditions Lachaux et Ritter, 118 p., 89 F. MÉMOIRES DE L'OUBLI, 1923-1926, éditions Lachaux et Ritter, 189 p., 98 F.

Signalons aussi l'essai récent de Louis Jauver : LE REVE ET LE PLOMB — LE SURRÉALISME DE L'UTOPIE A L'AVANT-GARDE, 64. Jean Michel Place, 178 p.

Chez le même éditeur JACQUES VACHÉ ET LE GROUPE DE NANTES, de Michel Carasson. On y trouve beaucoup d'informations et de documents inédits sur celui qui fut, pour André Breton, l'initiateur du surréalisme (256 p., illus. en noir et blanc).

Enfin, Pauvert réédite L'ESPRIT CONTRE LA RAISON, de René Crevel. Ce texte est accompagné d'autres « écrits surréalistes » rassemblés par Michel Carasson et Jean-Claude Zylberstein (332 p., 120 F.).

Retrouver Pierre Benoit

Il était l'enfant chéri du public dans les années 20. Il aurait eu cent ans le 17 juillet 1986. Faut-il relire l'auteur de « l'Atlantide » ?

ELLES ont des robes et des noms chamarrés : Antinéa, Aurore, Allegria et Antiope d'Arnim, Duchesses ou orientales, inaccessibles, méchantes, elles sont sublimes et fatales. Eux, ils sont jeunes et pleins d'élan contradictoire, un peu lâches, épris de délicatesse et d'héroïsme, élégants, torturés. Cela se passe dans des châteaux, ou au milieu de rochers désolés ; il y a des cris d'oiseaux et le vent souffle, d'Irlande ou du désert. Il y a des crimes, prévisibles, et des vengeance. La nature est maudite et fascinante. C'est l'univers romanesque de Pierre Benoit.

Ce pourrait être aussi le générique d'une très prochaine série télévisée vouée au plus grand succès, au thème d'un de ces films d'aventures sur fond de jungle ou de sable qui font rêver. Pourtant on ne trouve plus dans les bibliothèques familiales les volumes vert-brun des premiers Livres de Poche qui s'intitulaient *Koenigsmark*, *Mademoiselle de la Ferté*, ou *l'Atlantide*. Tout le monde ou presque a oublié le *Lac salé* et la *Chaussée des géants*. Au centenaire de sa naissance, Pierre Benoit aurait plus que jamais raison de dire, mi-déçu, mi-amusé, qu'il est décédé d'un auteur aussi méconnu que très connu. Comme si d'avoir tant écrit sur des légendes l'avait pour toujours cantonné dans des limbes littéraires, voué au flou des auteurs qu'on cite, qu'on évoque sans plus les lire. Pages retournées au terroir des mythes dont elles étaient issues.

Auteur chéri du public des années 20, champion longtemps des best-sellers avec son *Atlan-*

tide (1), Pierre Benoit a pourtant suscité de virulentes passions. Et cela dès ses premiers livres. Quand il devient écrivain en 1917, après une enfance passée dans les garnisons d'Afrique du Nord avec un père officier, et de banales études de lettres et droit à Montpellier, c'est un jeune homme partagé entre l'envie d'une carrière politique et l'attrait de la poésie. Il est donc fonctionnaire — rédacteur dans un ministère, et puis attaché de cabinet chez Léon Bérard — et parnasien. Avec du bon sens, et des nostalgies fin de siècle qui plaisent à Robert de Montesquiou ou à André Suarès. Un Janus, dit son biographe Jacques-Henry Borneo (2), un jeune homme doué en tout cas, travailleur, même s'il aime assez dans la vie ne pas choisir.

Koenigsmark paraît en 1918, *l'Atlantide* en 1919. Pour *Don Carlos* en 1920, *Mademoiselle de la Ferté* en 1923. A chaque fois, on l'accuse de plagier : la *She*, de Rider Haggard, ou *Atar Guilt*, d'Eugène Sue. On critique sa vitesse, sa légèreté, ses pirouettes aussi, et c'est la gloire. Ce qui est drôle, c'est qu'il s'amuse effectivement à piqueter ses livres de citations sans guillemets, qu'on ne voit pas, pour rien.

C'est son côté Dumas : l'érudition gamine, au service d'une imagination à quoi on ne demande pas tant de subtilités. Il sait des milliers de vers par cœur. Comme Dumas, il aime les honneurs, les voyages et les diners, mais c'est aussi un personnage type du début du siècle, d'une redoutable prudence. Prudence ou confor-

misme : ce style ampoulé, post-parnasien, invraisemblable, qui habille, comme un déguisement elliptique et délicat. Prudence ou conformisme : ces dissertations moralisatrices, pleines de bonheurs, qui concentrent tous les lieux communs de la bourgeoisie provinciale catholique.

Le filon exotique

Le jeune homme faible a été mangé par sa gloire, dirait-on, lui qui ne croyait pas à grand-chose, et pas tant à lui-même. Après les succès de 1923 et les polémiques, il s'acharne simplement à continuer d'être à la hauteur du nom qu'il s'est fait. Cela veut dire entrer à l'Académie française à quarante-cinq ans, en 1931, et publier, régulièrement chaque année, un roman. « *Toujours le même* », note méchamment Hubert Juin. C'est un peu vrai. Disons qu'il y a deux veines : le filon exotique des aventures lointaines, nourries de l'enfance maghrébine et des voyages qu'il fait chaque année, non sans quelque ostentation ; le filon landais, du roman familial psychologique, où se défont des êtres plus ou moins malfaisants, dans une atmosphère confinée.

Parfois il se réveille, pour un combat surprenant, comme celui qu'il entreprend en faveur de Paul Morand. Il le voulait à l'Académie, il fait campagne, il échoue, il démissionne, c'est en 1959. Mais on est, paraît-il, immortel une fois pour toutes, et sa démission est rejetée. Il vit tout cela comme un drame.

C'est ce genre d'incartade qui permet sans doute de comprendre comment, pourquoi, Pierre Benoit, si évidemment éloigné de nous, si illisible, a pu être et rester un écrivain du rêve et de la jeunesse. Pourquoi l'on garde tant de vieille tendresse pour le jour de ses quatre-vingt ans où l'on a lu *l'Atlantide*.

Cocteau disait à propos de Barrès qu'il aimait bien : « Sans doute fait-il partie de ces forts en thème qui connaissent les privilèges des cancres. » Une phrase qui s'applique bien à Pierre Benoit, artisan en romans, cynique, mais toujours attaché à ses premières amours d'apprenti poète : Musset, Mérimée, Verlaine. Sans y croire. Et assez délicat pour écrire, après la mort de la femme qu'il aimait, et peu avant de mourir de chagrin, en 1962 : « Je ne me croyais pas si sensible. »

GENEVIEVE BRISAC.

(1) Prix Goncourt 1919. *l'Atlantide* s'est vendue à près de 700 000 exemplaires, puis à 750 000 en Poche. Trois autres titres ont ainsi été des best-sellers : *Koenigsmark* (1929) avec 360 000 exemplaires dans l'édition courante, puis 530 000 en Poche. *La Châteleine du Liban* (1934) avec 270 000 et 420 000 en Poche et *Mademoiselle de la Ferté* (1923) avec 200 000 et 410 000 en Poche.

(2) Pierre Benoit, le magicien, de Jacques-Henry Borneo. Albin Michel, 398 p., 150 F.

★ Tous les romans de Pierre Benoit ont paru chez Albin Michel. *Mademoiselle de la Ferté* a reparu en janvier 1986 dans la collection « Bibliothèque » d'Albin Michel, qui entreprend la réédition de tous les ouvrages de Pierre Benoit.

Nombre de romans sont publiés en Livre de Poche (*l'Atlantide* et *Mademoiselle de la Ferté* sont toujours disponibles).

Le Paris fantôme d'André Breton

(Suite de la page 2.)

Moi, j'y vois plutôt une sorte d'avertissement. Un signal sous-jacent. « Il y a quelque chose qui ne va pas », me dis-je, en reprenant inconsciemment une phrase citée dans *Nadja*. Rien de grave : en consultant la carte, le lecteur s'apercevra que je viens de sortir du triangle théorique qui m'était assigné. L'enseigne biscornue me remet dans le droit chemin.

A raconter ma sortie au fur et à mesure, il m'est impossible de raccorder les événements. Le rhizome m'échappe. *Nadja*, au contraire, a été conçu comme un conte : en fonction de la fin. Le trouble vient justement de la reconstitution et des détails récurrents. Breton laisse courir le fil somnambule du récit. Il n'interprète pas, il suggère. Il laisse le lecteur aller à tâtons. Il porte un regard clinique sur des phénomènes qui relèvent de l'acausalité. S'il y a un truc, le voici : plus ce qu'il décrit échappe au

contrôle et plus le ton est classique, guindé. Prodigeux contraste.

Breton est un timonier indifférent au temps qu'il fait. Le frégolisme de Nadja — qui sera tour à tour prostituée, aventurière, femme-enfant, fée, sorcière et aristocrate — le confirme dans son idée : ce génie libre annonce l'Amour fou. Plus elle change, plus elle est la même. Etoile filante. Star du point du jour. Quand elle disparaît, frappée par la schizophrénie, Breton pensera qu'elle joue un nouveau rôle. Rien de plus.

Les panoplies de Nadja

Les panoplies de Nadja sont innombrables. Elle est tout à la fois un sphinx, un météore, une apparition, et elle est devenue, à nos yeux, la figure emblématique de l'un des livres les plus précieux de ce siècle.

Je fais la tournée des cafés surréalistes en compagnie de Cagnat, le dessinateur. Beaucoup ont disparu, nous en inventons d'autres. Mais qu'est donc devenue la statue d'Etienne Dolet, dont Breton dit qu'elle l'a « toujours attiré et [lui] a causé un insupportable malaise » ? Renseignement pris, cet imprimeur impie, condamné au bûcher, a été réhabilité, statufié, puis confisqué par les Allemands. Cela pourrait s'exprimer sous forme de comptine : « Dolet a non seulement été brûlé, il a été fondus. La Luftwaffe en a fait des obus. »

Le buste de Becque, métro Villiers, que Nadja consultait comme un oracle, existe toujours. Il n'est l'objet d'aucun culte particulier. Un manège forain lui tient maintenant compagnie et des enfants étourdis tentent de l'escalader. Un haut-parleur lui corne aux oreilles « Zorro est arrivé » et « Hou, la menteuse, elle est amoureuse ». Les temps ont changé.



Le cinéma qui jouait *l'Etreinte de la pluie* et les fameux Bois-Charbon, avec leurs peintures murales hyperréalistes, ont disparu. L'un a sans doute été remplacé par une pimpante station-service et les autres ont été supplantés par le gaz et l'électricité.

Au musée Grévin, la femme à la jarretelle noire continue-t-elle, imperturbable, à réajuster son bas ? Le trompe-l'œil archaïque et coquin — tenu pour un « adorable leurre » dans *Nadja* — a pris la poudre d'escampette ! Nous le retrouvons dans l'atelier de réfection, mannequin manchot et sans promesses. Face à ce désastre muet, une question de fond, posée dans l'introduction sur le peu de réalité, me revient : « La médiocrité de notre univers ne dépend-elle pas essentiellement de notre pouvoir d'énonciation ? »

Nous perdrons la trace de Breton du côté de l'Opéra. Cela tom-

bait bien. Le journal *le Monde* est à deux pas.

JACQUES MEUNIER.

★ Pour en savoir plus :

NADJA, André Breton, Gallimard ; *PARIS DES SURRÉALISTES*, Marie-Claire Bancquart, Seghers, 1972 ; *GUIDE DE PARIS MYSTÉRIEUX*, sous la direction de François Caradec et J.-R. Masson, Tchou-Princesse, 1985 ; *ANDRÉ BRETON ET LE MYTHES*, Philippe Lavergne, Librairie José Corti, 1985 ; *ANDRÉ BRETON : NADJA*, Roger Navarra, PUF, 1986.

INÉDIT

LA FAUTE DU PASTEUR CRUSE
3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, économique, financière et zone franc. Différents aspects de la vie : les arts, les sciences et les lettres. Breton : 2^e édition illustrée, 1985 (nouveau format). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française : 256 pages, 90 F. France chez l'auteur :

FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49360 NUEL-SUR-LAYON

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Nouvelles de l'époque des Ming

Toutes les nuances de la peur et de l'ombre
traduites par Jacques Dars.

JACQUES DARS est un habitué des grandes premières éditoriales : après sa traduction du roman-fleuve chinois *Au bord de l'eau* publié directement en « Pléiade », voilà que sa version inédite de vingt et une nouvelles datant de l'époque des Ming (XIV^e-XV^e siècle) paraît d'emblée dans la série « L'Imaginaire » jusqu'ici consacrée à la reprise d'ouvrages prestigieux. Mais jamais cette collection n'aura mieux justifié son intitulé qu'avec ce livre qui explore toutes les pistes, les zones d'ombre, les vertiges et les merveilles de l'imaginaire chinois.

En effet, chacun des récits de ce recueil égaré, charmé ou provoqué. On glisse d'un enchantement glacé vers une terreur douce, on se trouve précipité dans un univers sans aucun seuil visible de réalité. Le monde des vivants, le monde des morts, les rêves, les illusions, c'est tout un ! D'où ce

titre : *En mouchant la chandelle* qui suggère l'heure tardive, « celle où, selon Jacques Dars, l'on a le loisir de s'occuper de choses frivoles, mais où l'on peut aussi vivre, ou évoquer, d'étranges aventures ».

En mouchant la chandelle, on perd peu à peu ses repères jusqu'à participer malgré soi à une sorte de poker mental où, à tout saisis la carte décisive, le jeu efface les enchevêtrements. La ronde du qui-perd-gagne ne connaît pas de fin. Une vie peut en cacher une autre plus subtile, plus cruelle, plus passionnée ; et les femmes-fantômes ont bien de la séduction quand elles se détachent des brumes pour s'offrir comme succulent maléfice.

L'autre côté de la vie

Il y a aussi les amoureux revenant des limbes pour renouer une idylle et à qui la bureaucratie

pointilleuse de l'au-delà alloue quelques mois, quelques années. Le surris épuisé, la séparation devient inéluctable, définitive, et inspire parfois de sublimes adieux. Ecoutez ceux de *la Belle aux habits verts* : « En tant que créature du monde obscur, il m'a été donné de te servir et, comme j'ai eu la faveur de n'être pas rejeté, il m'a été possible de te chérir pendant tout ce temps. Jadis, une simple pensée d'amour secret nous a tous deux précipités dans un malheur imprévisible, mais la mer séchera, les pierres fondront avant que nos regrets soient effacés ; la terre s'épuisera, le ciel se videra avant que notre amour soit anéanti ! Maintenant que, par bonheur, il m'a été donné de continuer l'amour d'une existence antérieure, de tenir la promesse d'une vie précédente, ces trois années passées ici ont comblé tous mes vœux. Je te prie désormais de me quitter, et de ne plus penser à moi ! »

Mais la mélancolie sereine n'est que l'une des tonalités de ce livre hanté. Il y a des ruptures plus sanglantes, des chutes plus abruptes, voire de lapidaires épilogues. Après des péripiéties à rendre somnambule un psychanalyste, il arrive que le récit se brise soudain sur une ligne de déception pure : « Voilà ce qu'on peut appeler une rencontre étrange s'il en fut !... » Oui, ces textes empruntent à toutes les nuances de la peur et de l'ombre, du désir et du frisson, comme s'ils jaillissaient d'un arcanes nocturne.

Passer donc plusieurs soirées à moucher cette chandelle que nous ont léguée les nommés Qu You et Li Zhen ! La version française étant l'œuvre de Jacques Dars, le plaisir de lecture se trouve encore décuplé tant il se meut en virtuose dans ces chausse-trappes entre veille et songe. Non pas histoires à dormir debout, mais histoires à mourir debout, à mourir un instant, juste pour voir comment c'est de l'autre côté de la vie.

ANDRÉ VELTER.

★ EN MOUCHANT LA CHANDELLE, nouvelles chinoises des Ming, traduites du chinois par Jacques Dars, avec le concours de Tchong Foujoui, Gallimard, collection « L'Imaginaire », 220 p., 38 F.

(qui le pourrait ?) de réévaluer la musique d'avant le Han. Bien qu'utilisant des sources variées allant de l'organologie à l'ethnomusicologie, il reste des grandes questions sur la « musique primitive », tout en dégageant la possibilité d'y répondre. La même réserve est à observer quant aux filiations de certains instruments avec la Grèce antique, où la encore Sissoussi pose la vraie question : l'hétérogénéité des bases de la musique chinoise, et en particulier de l'origine des instruments, sans franchir le pas qui nous mènerait de matière décisive au-delà de la Vulgate.

Reste un travail précis, documenté, vivant, éclairé des exemples musicaux, références bibliographiques et glossaire indispensables, qui fera date dans l'histoire de l'étude de la musique chinoise en France.

FRANÇOIS PICARD.
★ ÉTUDE SUR LA MUSIQUE ANCIENNE DE LA CHINE ET DU JAPON, de Vladimir Sissoussi : CAHIERS D'ÉTUDES CHINOISES, n° 4, 1985, Publications Langues'O, 174 p., 36 F.

« L'Enfer du bien » près du Triangle d'or

SPENSER, à l'école d'un père érudit, est devenu grand connaisseur de pierres, jeune conservateur adjoint d'un musée, spécialiste de l'art oriental. A sa façon, il communique avec les vieilles pierres, les voit vivre. Le voilà donc organisant une expédition pour aller voler des statues sans prix dans les temples de la vieille cité birmane de Pagan. Ce qui le transporte à Bangkok, puis à Mae-Hong-Son, petite ville du nord de la Thaïlande, en bordure du Triangle d'or, où cohabitent aventuriers, féodaux de l'armée thaïlandaise, armées privées des Shans — une ethnique insoumise contre le pouvoir central birman — et restes des légions défilées du Koumintang, repliées sur ces régions de montagnes et de jungle non loin de la Chine méridionale.

Suit donc une intrigue à plusieurs voix au cours de la préparation et de la réalisation de l'expédition sur Pagan : les

« chefs » locaux et quelques Blancs, dont Blake, petit-fils de pasteur, Marek, le compagne, et Santana, le vieux fumeur d'opium. Tous sont à la limite entre l'Orient et l'Occident. A Pagan, y a-t-il vol ? Vol ? Chacun se bat pour sa part de butin, d'existence, de raison d'être. Tous sont liés, tous ont une morale. Spenser y perd, dans l'épreuve, sa communion avec la pierre. Mais, au dernier instant, il « sauve » quatre statues. La pierre vit à nouveau. Tout le reste, conclut-il — et l'auteur avec lui, — n'a « aucune importance ».

J.-C. P.

★ L'ENNEMI DU BIEN, de John Saul, traduit de l'anglais par Henri Robillot. Mazarine, 292 p., 89 F. Deux ouvrages de John Saul ont déjà été traduits en français : MORT D'UN GÉNÉRAL (Seuil) et BARAKA (Desclée, voir le Monde du 29 juin 1984).

Héraclite de l'ombre à la lumière

(Suite de la page 9.)

Autant le dire nettement, le texte qu'il a établi, traduit et commenté sera désormais une référence indispensable. Non pas une édition « définitive » (y en a-t-il ?), mais une leçon magistrale qu'on ne pourra plus ignorer, y compris pour les débats qu'elle ne manquera pas de susciter.

A la loupe

Helléniste scrupuleux, Marcel Conche compare toutes les éditions antérieures, consulte les manuscrits dans les cas douteux, se réfère au contexte dans lequel chaque fragment est cité, d'Aristote à Clément d'Alexandrie, de Diogène Laërce à Jamblique, de Plutarque à Eusèbe. Ce savant et méticuleux travail est évidemment la condition nécessaire à l'intelligence du texte — mais il ne saurait suffire. Et quand plusieurs lectures sont légitimes ou envisageables, quand le philologue hésite, c'est le philosophe qui tranche.

Car chaque fragment, scruté à la loupe, est remis à sa place. Chaque pierre, rangée selon un nouvel ordre (différent de celui de l'édition Diels-Kranz) offre la face qui s'ajuste aux autres, et les énigmes, une à une, laissent place à l'éclat de la vérité. « La sagesse héraclitéenne est un soleil qui ne laisse aucune ombre », écrit Marcel Conche avec un sens aigu de la provocation tranquille...

Seule une visite attentive et patiente pourra en persuader chacun. Contentons-nous d'indiquer les trois blocs majeurs qui assurent les fondements de l'édifice.

Le premier est l'unité des contraires et leur inséparabilité. Sans la nuit, le jour ne serait pas,

pas plus que la justice n'est concevable sans l'injustice. Telle est pour Héraclite la loi du monde. Les hommes persistent à la méconnaître, car leur pensée est unilatérale. Même s'ils accumulent des savoirs multiples, ils demeurent ignorants tant qu'ils continuent à rêver qu'ils peuvent avoir le beau sans le laid, l'égalité sans l'inégalité, la paix sans la guerre, la vie sans la mort, ou encore le bonheur sans le malheur. La sagesse du philosophe consiste d'abord à s'éveiller à cette compréhension de la totalité. « Tout est un », dit-il. Parce qu'il est lucide face au tragique, il est serein dans une pleine acceptation de la vie.

L'éternelle impermanence

La pensée d'Héraclite est aussi une philosophie du devenir. Sa seconde pierre d'angle est l'impermanence de toute chose : « Tout cède et rien ne tient bon », « tout s'écoule ». Le monde (et le sujet lui-même) ne sont que mouvement incessant. Cette affirmation ne tombe-t-elle pas aussitôt sous le coup de la célèbre critique formulée par Platon à la fin du *Cratyle* : comment y aurait-il une connaissance stable de ce qui est instable ? Si tout passe, un savoir est-il encore possible ? Marcel Conche dénoue ce très antique collet. Le piège n'en est pas un. En effet, si tout change, la loi du changement, elle, ne change pas. Tout devient, sauf le devenir. Ou encore : c'est éternellement que rien n'est éternel.

Sinon, rien de vrai ne pourrait être dit. Or le logos, c'est-à-dire le discours vrai, existe : c'est celui

du philosophe, de l'homme qui s'est défilé de toute subjectivité pour accéder à l'universel. Ce dernier pilier est inséparable des deux autres. Les contraires sont un, sauf le vrai et le faux, sans quoi la philosophie n'a pas d'existence possible. « Que conclure, écrit Marcel Conche, sinon que le discours vrai, le logos, ne fait pas partie du tout : il est hors du tout, justement pour pouvoir dire, dévoiler le tout. » Si le langage est disqualifié pour décrire les choses qui sont (puisque elles ne cessent d'être instables, alors que les mots sont fixes), il peut énoncer de façon valide la loi de leur instabilité permanente.

Le flair des âmes

De page en page, le commentaire de Marcel Conche emporte la conviction. On se dit d'abord qu'il force le trait, en brossant le portrait d'un Héraclite si rationnel. Et puis la cohérence de cette lecture s'impose à mesure. L'ensemble des fragments éclaire le sens de chacun d'eux. Le thème de la joute guerrière et aristocratique, les notions de temps et de feu complètent le système dont l'unité est restituée.

Même les énigmes les plus tenaces se trouvent résolues par un travail apparenté à celui de l'enquêteur détectif. Un seul exemple : que peut signifier « les âmes flairent dans l'Hadès » ? Si tout passe, on ne peut attribuer à Héraclite une conception de la survie. Faut-il donc imaginer qu'il se contredit ? Non pas. Il suffit de relire Homère. Au chant XI de l'*Odyssée*, on voit les âmes des morts s'assembler en foule à l'approche d'un sacrifice, comme attirées par le fumet du sang. Marcel Conche

montre comment Héraclite, ici, se moque d'Homère. Le philosophe ne méprise évidemment pas la beauté du poème, mais il refuse, ironiquement, qu'on aille y chercher une leçon de vérité.

Ne cherchez pas le nom de Marcel Conche sur la couverture de ce grand livre. Il n'y est pas. Car cet homme est la modestie incarnée. A tel point qu'en dehors du cercle des « professionnels », peu de gens savent que ce professeur de philosophie générale à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne) est l'auteur d'une dizaine de livres remarquables, d'une science précise et claire. *Montaigne ou la conscience heureuse* (1964), *Lucrèce et l'expérience* (1967), *Pyrrhon et l'apparence* (1973) sont des modèles de lecture philosophique. Son édition des *Lettres et Maximes* d'Epicure est indispensable. Et ses œuvres plus personnelles — *Orientations philosophiques* (1974), *Temps et Destin* (1980), *Le Fondement de la morale* (1982) — frappent par leur courage à penser seul, par leur « anachronisme » authentiquement philosophique, insensible aux effets de mode.

A l'exception du *Montaigne*, chez Seghers, tous ces ouvrages sont publiés chez un minuscule éditeur : les éditions de Mégare (14640 Villers-sur-Mer). Ils forment un ensemble qu'on aurait tort d'ignorer. La philosophie lui devra plus qu'aux milles pétards mouillés qui s'étaient aux devanures. Cela va sans dire. Mais cela va peut-être mieux en le disant.

ROGER-POL DROT.

★ HÉRACLITE *Fragments*. Texte établi, traduit et commenté par Marcel Conche. Coll. « Epiméthée ». Presses universitaires de France, 496 p., 280 F.

Mao Dun, Lu Xun, Rou-Shi

Trois écrivains chinois racontent les temps d'avant la révolution : la bataille de Shanghai, la situation des femmes.

AVANT de mourir, en mars 1981, Mao Dun avait eu le temps de réviser *L'épreuve*, un roman qu'il avait écrit avant 1949 et dont de larges extraits avaient été publiés à Hongkong, sous forme de feuilleton. Il avait ajouté également deux chapitres de conclusion. C'est cet ouvrage qu'ont traduit en français Shen Dali et Zhang Shangxi. Il s'agit d'une vaste fresque sociale dont l'action se déroule pendant la bataille de Shanghai, en 1937, au début de la guerre sino-japonaise. L'auteur y analyse les réactions d'une trentaine de personnages issus de toutes les couches de la population. Il met en scène tour à tour des réfugiés affamés qu'on a parqués dans des camps, des politiciens experts en tripotages véreux, des hommes d'affaires peu scrupuleux, des intellectuels naïfs et généreux, des ouvriers enthousiastes, etc. Tout y est : les bombardements, l'exode, la chasse aux collaborateurs, la corruption et aussi des amours naissantes en contrepoint du drame.



L'armée japonaise défille dans la Cité interdite après la prise de Pékin en juillet 1937.

La vie injuste des femmes

On retrouve dans *L'épreuve* la puissance créatrice de Mao Dun, le style et le souffle lyriques qui imprègnent ses autres œuvres romanesques. On y décèle aussi les mêmes défauts : si l'auteur décrit avec un certain bonheur le milieu des intellectuels et de la bourgeoisie d'affaires, il n'évite pas toujours les stéréotypes les plus caricaturaux lorsqu'il insiste sur la détermination patriotique des ouvriers, qu'il oppose de manière par trop manichéenne à l'incurie et à la perversité des partisans du Koumintang. Et puis Mao Dun a encore été particulièrement inspiré dans la création de ses personnages féminins, positifs pour la plupart, des caractères d'un idéalisme absolu.

Lu Xun s'est aussi beaucoup intéressé, dans son œuvre, aux femmes. Michelle Loi et le groupe Luxun de l'université de Paris-VIII, ont eu l'idée de réunir ses écrits qui parlent des femmes. Plusieurs de ces textes — qui sont présentés par ordre chronologique, les nouvelles d'abord, les essais ensuite — avaient déjà été

traduits en français, dans différents recueils (*la Véritable Histoire de Ah Q*, *la Tombe*, *Sous le dais fleur*, etc.). D'autres sont inédits, par exemple les lettres qu'ont échangées Lu Xun et son amie Xu Guangping lorsqu'ils prirent la décision de vivre ensemble ou l'essai qu'a consacré l'écrivain à la mémoire de Liu Hezhen, une de ses étudiantes, assassinée en 1926 au cours d'une manifestation antijaponaise. Elle représentait pour lui le symbole même d'une nouvelle génération de femmes chinoises, encore rares, qui n'hésitaient pas à s'engager dans les combats de leur temps.

Dans les années 20, en effet, « le pauvre mot de « femme » n'avait rien en commun avec cet autre mot « culture », comme le dit si bien Rou-Shi (1902-1931), un autre écrivain chinois de la même époque qui était jusqu'à présent inconnu du public français. Dans son principal roman, *Février*, très bien traduit par Wang Chun-Jian et Anne Thieulle, Rou-Shi raconte l'histoire d'un jeune professeur roman-

tique et torturé, partagé entre l'amour qu'il porte à une fille belle, intelligente et instruite, et la passion teintée de miséricorde qu'il éprouve à l'égard d'une jeune veuve qui vit dans la détresse et dans la misère. L'histoire est toute simple, mais le récit de Rou-Shi est suggestif et poignant. Le style est fait de touches discrètes qui, étant parfaitement à leur place, évoquent chez le lecteur les impressions les plus calmes, mais aussi les plus fortes. Nul doute que Rou-Shi est un écrivain de talent qui méritait d'être découvert.

ALAIN PEYRAUBE.

★ L'ÉPREUVE, de Mao Dun. Traduit du chinois, par Shen Dali et Zhang Shangxi. Actes, 311 p., 118 F.

★ LA VIE ET LA MORT INJUSTES DES FEMMES, de Lu Xun. Textes traduits du chinois et présentés par Michelle Loi et le groupe Luxun de l'université de Paris-VIII. Mercure de France, 315 p., 120 F.

★ FÉVRIER, de Rou-Shi. Traduit du chinois par Wang Chun-Jian. Actes, 176 p., 79 F.

YVES MARQUET

Poésie ésotérique ismailienne

La Tā'iyya de 'Amir b. 'Amir al-Basī

Édition critique bilingue arabe-française de ce très beau poème du XIV^e siècle. Un volume, 248 pages, 148 F.

En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43.54.32.70

Avignon 86

Sans la richesse architecturale d'Avignon, le Festival ne se serait pas développé comme il continue à le faire, ouvrant sans cesse de nouveaux lieux. Alain Crombecq, qui parcourt la ville sur son vélomoteur, lounant avec délice, murmure qu'il en a trouvé un pour l'an prochain, il ne veut pas dire lequel, pas encore.

Mais déjà, voir André Marcon émerger des caves du Palais Vieux, avancer sur le plateau nu entouré d'arcades harmonieuses (bien que trop restaurées), s'asseoir pour lire un monologue de Valère Novarina, c'est déjà une mise en scène. Ensuite, quand, au Théâtre municipal, on voit la mise en scène de Valère Novarina pour son texte le Drame

Aléas de la magie

de la vie, on ressent une impression d'étroitesse. Le décor est composé de panneaux peints mobiles, qui devraient évoquer (le Monde du 4 juillet) un univers sans limites, où des personnages aux identités vagabondes tourbillonnent, comme lâchés dans l'apesanteur du cosmos. Mais la mémoire de l'œil est trop gérée de trucs merveilleux, d'effets spéciaux cinématographiques pour se satisfaire du bricolage d'un artiste natif théâtral qui se refuse même à utiliser les subtilités des éclairages.

Il y a au moins un point sur lequel le cinéma même le plus sophistiqué ne peut pas lutter, c'est la puissance magique d'un arbre centenaire, d'un mur porteur d'his-

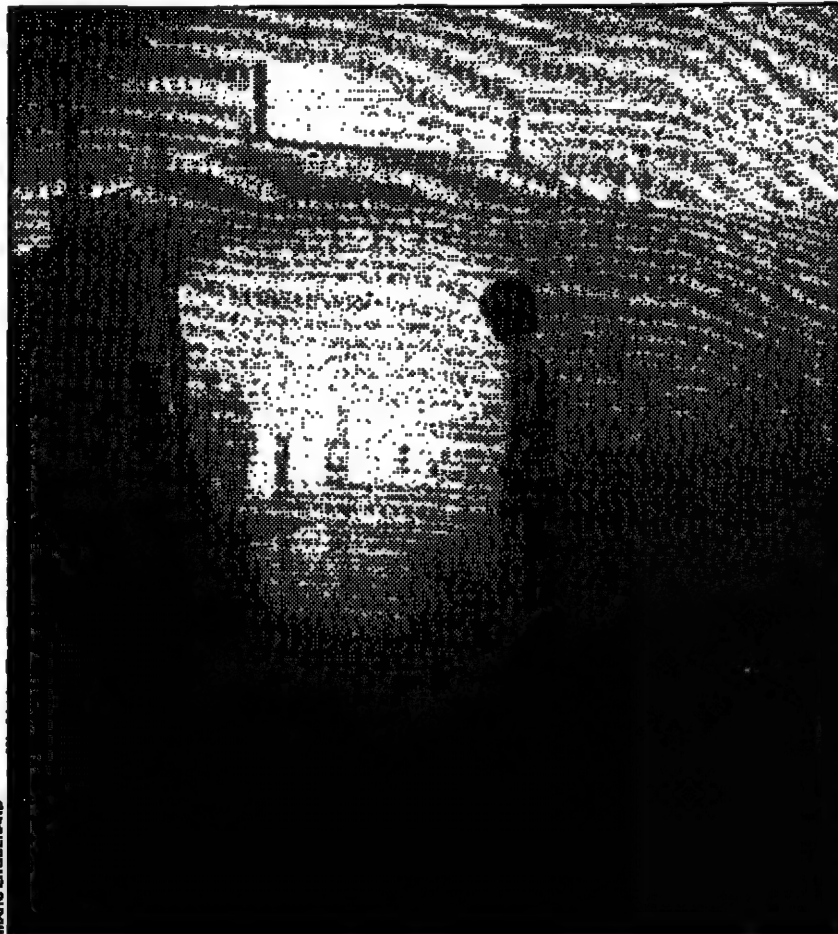
toire. Ainsi, dès que l'on entre dans la cour de l'hospice Saint-Louis (où est installé Théâtre ouvert), on est envoûté, un peu comme aux Bouffes du Nord, mais en plus grand et avec le ciel, avec les arbres, les troncs énormes, écaillés, immortels... La cour est ovale, les murs sont abîmés, calcinés, les hautes fenêtres aux carreaux brisés dévoilent des pans de noir sans fond.

Le mariage entre cette orgueilleuse pérennité et le caractère éphémère de la représentation est en soi un choc théâtral, qui peut se répercuter sur le spectacle, lui donner des ailes, une aura éblouissante. Ou au contraire l'écraser, et pas seulement à cause d'un cadre trop fort. La situation d'un spectacle à l'intérieur d'un festival est particulière. Il est décalé scénographiquement, contracté dans le temps. Les acteurs ont à le faire naître et vivre dans un endroit dont ils n'ont pas le temps de prendre la mesure, qu'ils n'ont pas le temps d'habiter. C'est du quitta au double, et les surprises ne sont pas toujours bonnes. Témoin le spectacle de Jeanne Champagne sur des textes de Peter Handke.

A l'inverse, un spectacle peut bénéficier de la disponibilité exceptionnelle du public d'Avignon, de l'obligeance d'un ciel adapté à l'ambiance, de la tension des comédiens.

Il se produit alors un état de grâce qui peut très bien ne pas se prolonger, qui reste accroché aux vieilles pierres, se perd dans les secrets du ciel...

COLETTE GODARD.



MAURICE BOURGEOIS

Peter Handke présenté par Jeanne Champagne

Les risques du théâtre solitaire

Seul, assis ou debout, face à un auditoire, un acteur lit à haute voix, on dit, par cœur, trente pages d'un scénario. Dans le domaine du « spectacle », c'est là le régime minimum. Mais cette prestation n'est pas « parente pauvre » du théâtre. Pas forcément.

Après tout, l'art de la musique, ce n'est pas si différent. Qui songerait à dire que Glenn Gould jouant seul une partita de Bach, c'est « moins de chose » qu'un ensemble philharmonique interprétant une symphonie de Mahler?

Qui a entendu Albert Camus lire seul son *Étranger*, Marguerite Duras lire seule son *Aurélien Steiner*, Jean-Louis Barrault lire les *Cenci* d'Artaud, ou Gérard Desbarre lire Rousseau, ou Serge Maggiani lire Saint-Simon, aura vu, entendu, senti, partagé autant sinon plus de choses qu'un spectacle de telle tragédie « complète » en cinq actes avec quinze acteurs et six changements de décors.

En revanche, la nullité crasse du théâtre en solitaire est plus fla-

grante, plus éblouissante, que la nullité crasse du théâtre collectif, peut-être parce que l'attention du public est focalisée d'une façon plus aiguë, plus soutenue, sur le comédien seul en scène.

C'est pourquoi la consternante soirée que Mme Jeanne Champagne propose aux festivaliers d'Avignon, qui consiste à faire dire par des comédiens deux livres de Peter Handke, le *Malheur indifférent* et *Histoire d'enfant*, passe les bornes de l'inconscience. Et, pour les spectateurs, passe les bornes de l'ennui.

Faisons silence. Oubliions. Une seule chose à dire : comment un tel flop a-t-il pu être inscrite au programme d'Avignon? Mystère. Cela dit, nous n'en mourons pas. C'est moins grave qu'une jambe cassée, comme disent les si sages grands-mères à leurs petits-enfants qui rapportent à la maison une superbe pipe, en compo de récite, de « premier en commençant par la fin ».

MICHEL COURNOT.

Une nouveauté réconfortante : le Festival 86 donne la parole aux mal-aimés du théâtre, les auteurs dramatiques.

Le précédent festival manifestait un regain d'intérêt pour les auteurs. Celui-ci redécouvre une autre catégorie de mal-aimés du public et des médias : les écrivains de théâtre. Nathalie Sarraute est à l'honneur avec quatre textes joués à la chartreuse de Villeneuve, Valère Novarina peut réaliser, en attendant mieux, le début de son *Drame de la vie*, et le Théâtre ouvert, après ses « cartes blanches » aux auteurs de 1985, donne la parole à sept auteurs connus ou inconnus, invités à écrire sur l'amour. L'occasion était belle pour la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) de prendre ses quartiers d'été au Festival et d'y faire entendre un discours nouveau.

D'abord, « plus question de prétendre qu'il n'y a pas d'auteurs ». C'est Jean-Claude Grumberg qui

Les quartiers d'été de la Société des auteurs

Les écrivains font recette

l'affirme. Révélé lui-même à Avignon, au début des années 70, lors d'une lecture-spectacle de *En rev'nant d'Expo* au Théâtre ouvert, par la troupe de Jean-Pierre Vincent, il a eu le loisir de constater depuis que, si crue il y a, elle n'a pas pour siège le stylo des candidats à l'écriture. En fait, Jean-Claude Grumberg déplore le terrorisme de ceux qui ont déclaré l'état de crise alors que des écrivains de premier plan comme Georges Perec avaient le plus grand mal à faire connaître leurs textes de théâtre. Il regrette aussi le système français qui veut qu'un texte « créé à Limoges il y a six ans » soit dès lors tacitement interdit de scène. En Allemagne, au contraire, un auteur peut voir une de ses œuvres montées par six compagnies différentes en une saison. Le Français Enzo Cormann a profité dernièrement de cette ouverture.

« Il faut que les textes circulent et qu'on perde l'habitude de les reléguer au fond des bibliothèques sous prétexte que, le théâtre, ça ne se vend pas », depuis le début du Festival, la Roulotte des auteurs voit défiler une foule d'acheteurs... La

roulotte en question a été installée dans la cour de la Maison Jean-Vilar par l'éditeur Christian Dupeyron, qui prévoit de dépasser, à la fin du Festival, le chiffre d'affaires du rayon le plus populaire d'une FNAC... Même succès pour le fichier informatisé mis au point par Didier Augustin, de l'Acte à Metz, qui recense tous les textes disponibles.

Bref, les auteurs font recette, et le public ne dédaigne pas le culte de la personnalité en visitant pieusement l'exposition consacrée à la Maison du théâtre, aux portraits de ces messieurs et dames...

Autre bonne nouvelle communiquée par Jean Matthysens, le délégué général de la SACD, avant publication au *Journal officiel* : la Commission des tarifs s'est prononcée sur une augmentation du prix des cassettes, afin de « taxer » en quelque sorte les copies privées et de rémunérer les auteurs spoliés. Le supplément fixé est de 1,50 F pour une heure d'enregistrement sur cassette sonore, et de 2,25 F sur cassette audiovisuelle. Cette seconde somme est relativement faible : les auteurs espéraient 3 F, mais les

consommateurs d'images se sont battus avec beaucoup plus de virulence que les amateurs de son ! Chaque acheteur de cassette audiovisuelle débourse donc quelque 9 F de plus, et la même ainsi engrangée sera répartie entre les auteurs, les interprètes et les producteurs. Soit un apport prévisible de 40 millions de francs pour les seuls auteurs, un quart de cette somme étant utilisé pour l'aide à la création et pour la diffusion des spectacles vivants.

Isabelle Mollet-Vieville sera chargée de gérer ces fonds en choisissant les projets les plus « porteurs » pour éviter le saupoudrage. Le cinéma, le théâtre et les autres formes d'expression seront alors proportionnellement au nombre de copies privées qu'ils suscitent. Et les étrangers recevront leur part en contrepartie des images qu'on leur « vole »... « Nous entendons donner ainsi une petite leçon aux États-Unis, dit Jean Matthysens, en les invitant à envisager la protection de leurs auteurs. L'esprit de Beaumarchais, père fondateur » de la SACD, pourrait ainsi se propager hors de France.

BERNADETTE BOST.

FIGURE

Jean-Marc Bory

Contre l'exhibitionnisme

Jean-Marc Bory, acteur secret, un « nom » au cinéma comme au théâtre, est l'interprète de Peter Handke pour Jeanne Champagne, du 15 au 20 juillet, salle Benoît-XII.

« Solitaire, indépendant, en retrait » : c'est écrit, sans détour, dit avec une voix de basse, chaleureuse. Une voix bien posée au centre du corps.

Du métier de comédien, Jean-Marc Bory n'aime ni l'exhibitionnisme, ni le compagnonnage tardif des bistrotiers. Rien de rigoriste pourtant, dans ses propos. Enfant, il songeait, en regardant les acteurs, à la vie fabuleuse qu'il leur inventait. Il obéissait à entrer au Conservatoire, en Suisse, dans une classe d'art dramatique qui compte deux élèves : lui et Nelly Borgeaud. « Maintenant, je mène une très belle vie. On peut faire du théâtre et rester en dehors du métier... »

Ni famille ni patrie théâtrale, donc, pour Jean-Marc Bory. Mais de grands plaisirs : le rôle du directeur de théâtre dans la *Vie de Clara Gazul*, avec Alfredo Arias. Un travail avec André Engel (*Lulu*), Alain Françon (*Le Long Voyage au bout de la nuit*). Vainqueur aussi. Plus loin, en amont dans la mémoire, les spectacles du TNP de Jean Vilar et le souvenir ébloui de Maria Casarini. Et encore, par bribes : le *Nouveau de Rameau* avec Philippe Claverot,

L'Amour des femmes de Michel Soutter : les premiers rôles, à vingt ans, au cinéma. Le *Dossier noir* d'André Cayatte, les *Amants* de Louis Malle. Ou ce récit qu'il incarnait dans *Histoire du soldat* avec Jean-Marie Simon. « J'ai aimé prendre la responsabilité d'un personnage. Mais je n'ai aucun problème pour tout quitter. A partir de trente représentations, cinquante au maximum, je fais le décompte à rebours. Car je n'aime ni prendre de l'assurance ni perdre de la fraîcheur... »

Honnêteté, sincérité : autres mots-leitmotive de ce matin-là. « Plutôt que de dire : il faut se mettre dans le peau du personnage, je pense, à l'inverse, que c'est le personnage qui, peu à peu, entre en moi, avec son humanité, ses défauts. On trouve beaucoup de choses dans les mots, sans en tirer avantage, sans se mettre en avant soi-même ou chercher à séduire. Après, face au public, on vérifie si la pièce sonne juste ou non. On le sait d'emblée. Beaucoup de mises en scène sonnent faux à mon oreille... »

La lecture ? Non, très peu. Réponse évasive : « Je vis dans mon monde. Le métier, c'est à part. Comme si j'étais au bureau, mais un bureau qui me passionne ! » Et il ajoute, impossible : « Les metteurs en scène ne m'engagent ni pour mon humour, ni pour mon sens du comique... peut-être pour mon côté « vrai humain ». Froid, Jean-Marc Bory ? Non. Secret. Il se livre, un peu, quand il évoque ces cinq ou

six dernières minutes, juste avant le lever du rideau, celles qu'il préfère : « Là, au bord de l'arsène, il y a un danger. J'aime ma fragilité soudaine. » Il se passionne quand il parle de l'Italie, où il tourne beaucoup pour la télévision : « Les Italiens sont des enfants qui font du cinéma : les professionnels ne se prennent pas au sérieux, seurrent travailler, et tous, du réalisateur au machiniste, savent qu'ils fabriquent du rêve. Ici, en France, on se prend au sérieux pour faire des choses qui ne le sont pas... »

Après Avignon, Bory file à Rome. Dans une série de la RAI, il sera un inspecteur très gentil. Et l'Italie, c'est la patrie de l'opéra : « Je suis heureux de mon métier, mais dans une deuxième vie, je chanterai, c'est sûr ! Mozart, Verdi, et un jour, en pleine possession de mes moyens, Wagner. Si, au théâtre, on arrivait à avoir cette brillance dramatique fabuleuse de Callas, ou de Pavarotti, dans son domaine... C'est magnifique, ce pouvoir émotionnel au service du chant. » Ce quelque chose en plus, indéfinissable, que Jean-Marc Bory trouve chez Pablo Casals plutôt que chez Rostropovitch, voilà, sans doute, ce qu'il médite dans son « monde ». Un monde où la musique pendant longtemps a occupé une grande place : « Je préparais en Suisse un spectacle avec Soutter. Un jour, je me suis aperçu que je passais mes journées à travailler ma trompette, mais pas le spectacle. Je l'ai mise dans une boîte et je ne l'ai plus touchée. »

ODILE QUIROT.

Une exposition à la Chartreuse

La vidéo dans tout ses états

Où va la vidéo ? Une question, une exposition à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon pendant toute la durée du festival, avec un grand nombre d'installations inédites.

C'est la première fois que l'on peut voir en France un ensemble aussi important d'installations vidéo, treize en tout, depuis les plus simples, qui consistent à diffuser sur deux moniteurs une rétrospective intégrale de l'œuvre du Français Robert Cahen et de l'Allemand Klaus Vom Bruch, jusqu'aux plus sophistiquées comme celle de la Belge Marie-Jo Lafontaine qui fait appel à dix-neuf moniteurs.

L'événement est d'importance. Ce rassemblement est le plus important jamais entrepris en Europe depuis « Art-vidéo confrontation », organisé à l'ARC à Paris en 1974 et les expositions du Stedelijk museum d'Amsterdam et du Centre videore de Ferrare l'an passé.

Certains artistes invités à Avignon ont déjà réalisé la même installation auparavant, mais dans des cadres différents. C'est le cas de Bill Viola, l'un des artistes américains les plus connus de la seconde génération, pour *Room for Saint-John of the Cross*, déjà présenté à Paris et à Amsterdam. Méditation sur la lumière, la dualité de la vision, le mysticisme et l'extase dans un paysage de montagne, l'une en couleurs et l'autre en noir et blanc.

Thierry Kuntzel a déjà présenté *Nostros II* à Amsterdam, puis au Centre Pompidou, travail en noir et blanc sur huit moniteurs consacré à la mémoire et ses tourments, tandis qu'on avait pu voir, à Monthéland,

le *Bazar électronique* de Michel Jaffrenou, qui reconstitue sur trois bandes juxtaposées les attractions d'un cirque.

D'autres installations ont été spécialement conçues pour Avignon. Marie-Jo Lafontaine a réalisé, avec la précision qu'on lui connaît, ses *Larmes d'acier* pour dix-neuf moniteurs sur le thème du body-building. Jean-Michel Gautreau nous convie à la méditation, avec *Kouen*, installation en trois parties, sept moniteurs, un télescope et dix journaux lumineux en forme de diagramme yin-yang.

Deux autres jeunes Français nous proposent chacun une histoire d'amour. Celle de Patrick de Geoter, *Fuck your dream this heaven*, finit très mal, celle d'Alain Bourge, éclatée sur huit moniteurs, a pour cadre huit capitales européennes. Enfin, le *Mont Fuji*, de Ko Nakajima, l'un des plus importants vidéastes japonais, scande le parcours de l'exposition avec un kaléidoscope éblouissant d'images mouvantes, catalogue des possibilités de l'électronique.

Un vaste programme de bandes vidéo complète cette exposition. On a ainsi rassemblé les lauréats du festival de Monthéland (Jean-Claude Riga, Klaus Vom Bruch, etc) et les productions de l'INA, de l'agence Odet et d'artistes indépendants de tous horizons. Retenons Claude Mourieras pour *Un chant presque éternel*, à partir d'une chorégraphie de Jean-Claude Gallota, Jean-Paul Fargier pour *Robin des bois*, et un passionnant dialogue entre Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville réalisé pour la télévision suisse.

Sous la rubrique *Vidéo Cinéma* sont regroupées des œuvres qui touchent de près ou de loin le cinéma. Mabuse, King-Kong, Flash Gordon, Bunuel, le film noir et Hol-

lywood, autant de sujets de citations, hommages, parodies ou piratages pour les vidéastes d'aujourd'hui. Coup de chapeau pour Gianni Toti qui a retrouvé les rushes d'un film inachevé de Malkovskij et les a torturés pour son *Enchâné à la pellicule*. Une sélection de vidéo-clips musicaux et la rétrospective des travaux de Bill Viola, Patrick de Geoter, Jean-Michel Gautreau et Jacques-Louis Nyst ponctuent la manifestation.

Jean-Paul Fargier, vidéaste, critique et professeur, qui a organisé cette exposition, a réalisé un numéro hors-série des *Cahiers du cinéma* qui rassemble l'essentiel des réponses que peut se poser le néophyte. Histoire de l'art vidéo, descriptions des possibilités de l'électronique et entretiens avec de nombreux artistes, cette brochure est le meilleur des séjours pour le vidéophile.

DANY BLOCH.

« Où va la vidéo ? Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Jusqu'au 6 août, de 10 heures à 19 heures. Numéro hors-série des *Cahiers du cinéma*, 100 F.

Le Monde

PUBLICITÉ
ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

مكتبة امجد الأصل

Culture

Le temps des reprises

Les films, l'été

Le cinéma de l'été joue majoritairement sur la nostalgie : tous produits et reprises. Occasion de confronter quelques chefs-d'œuvre à leur légende, et à nos mémoires.

Le cinéma ne fait jamais relâche ! La moitié des cinq mille cent quatre-vingt-dix salles françaises restent ouvertes toute l'année, les autres se contentant le plus souvent, quand vient l'été, de supprimer les séances de l'après-midi. « La tentation de fermer est pourtant grande, reconnaît Bernard Vidal, président adjoint de la Fédération nationale des cinémas français. Mais il ne faut pas donner l'impression que le service diminue. Le spectacle doit rester permanent : c'est l'image du cinéma. »

Les exploitants doivent en effet affronter, dès la mi-mai, une chute de fréquentation d'environ 25 % ; et le Mondial a, cette année, accentué la tendance. En 1985, le troisième trimestre totalisait 35,5 millions de spectateurs contre 49,5 au quatrième. L'été saison creuse, l'hiver saison forte. Salles désertées le 14 juillet, affluence record à la Toussaint. Tout le contraire des États-Unis.

« Il y a en France une tradition de grandes vacances qui n'existe pas chez nous où le cadre moyen de deux semaines de congé qu'il ne prendra pas nécessairement l'été », explique Steve Rubin, le nouveau patron de Warner-Columbia-France. A New York, c'est la période où les gens, surtout les jeunes, vont le plus au cinéma.

A Paris, les professionnels du septième art préfèrent désormais éviter l'obstacle. Leur double stratégie tente de réduire l'été à néant. Avec la Fête du cinéma, en août, qui relance la fréquentation. Et l'ouverture de la saison d'automne ramassée, en avril, du 15 septembre au 15 août.

Les résultats de la Fête du cinéma du 14 juin 1985 leur donnent raison. Ils montrent une multiplication par deux du nombre des entrées pendant près de trois semaines. Et le choix, en 1986, d'une date plus tardive n'a pas découragé ce mouvement : 1 800 000 entrées le jeudi 26 juin, soit 20 % de mieux qu'en 1985. Mais les sorties de films nouveaux sont passées brutalement de trois à seize entre le 18 juin et le 25 juin, ce qui diminue les chances respectives de

chacun et reproduit la surabondance propre à l'hiver.

Selon un principe bien établi depuis plusieurs années (« Vivement dimanche », de François Truffaut, était sorti le 10 août 1983), plusieurs productions importantes sont, par ailleurs, annoncées pour la mi-août. Le *Pellegrin*, de Michel Deville, ouvrira le bal dès le mercredi 13, en compagnie d'autres films à fort potentiel public : *Si t'as besoin de rien, fais-moi signe*, de Philippe Clair, et *Esprit Gini*, de Bob Swaim, suivis du *Même d'Alain Corneau*, et du *Jean de Florette*, de Claude Berri, le mercredi 27.

« Les exploitants souffrent d'une mauvaise répartition des sorties de films », dit encore Bernard Vidal. La seule politique commerciale dynamique consisterait à sortir des films l'été. « Une idée qui fait son chemin, dit de quelques beaux précédents.

Sorti le 11 août 1982, *Mad Max II*, de George Miller, présenté à la une du *Monde*, attire 60 000 spectateurs en deux jours. Conforté par le succès d'A la poursuite du diamant vert, avec Michael Douglas et Kathleen Turner, sorti le 4 juillet 1984 et dont le succès ira croissant, AMLF lance la *Forêt d'émeraude*, de John Boorman, le 26 juin 1985. Une autre pierre précieuse. « Nous avions hérité d'un peu, confie Jacques Pezet. Mais le film, présenté en clôture du Festival de Cannes, était prêt. Et nous craignons, en septembre, l'arrivée de Rambo. Finalement, avec plus de 700 000 entrées, le film a peut-être réalisé un score supérieur à celui qu'il avait atteint l'hiver. Il a pu rester longtemps à l'affiche, les exploitants se contentant l'été d'une recette hebdomadaire inférieure. »

Espaces publicitaires à moitié prix, concurrence réduite, salles accueillantes... La période estivale a finalement son charme. « Un réservoir de clientèle moins important en août qu'en novembre, mais plus disponible », selon Pierre-Ange Le Pôgarn, chef Gaumont, qui n'hésite pas à sortir, le 6 août prochain, le film anglais *Mona Lisa*, primé à Cannes.

Pourtant, sans préjuger de la carrière des exclusivités en cours, aucune ne semble pouvoir cette année se dégarer du peloton, suivant les exemples cités plus haut. Le film de l'été pourrait alors bien être *Hannah et ses sœurs* qui tient l'affiche depuis le 21 mai, Woody Allen renouvelant l'exploit de la *Rose pourpre du Caïre*. Car pour le reste...

« Willie Boy », d'Abraham Polonsky

Une affaire indienne

En 1948, l'écrivain et scénariste Abraham Polonsky réalise un film noir politique, *l'Enfer de la corruption* avec John Garfield, extraordinaire acteur qui mourut d'une crise cardiaque en 1952, brisé moralement et physiquement par la « chasse aux sorcières ». Inscrit sur la liste noire, Polonsky se trouva sans travail pendant des années. Il avait cinquante-neuf ans lorsqu'il put tourner un deuxième film, en 1969 : *Willie Boy*, œuvre contre le racisme et l'intolérance, inspirée d'une histoire touchante à un mythe essentiel des États-Unis : celui de la question indienne.

En 1909, une tribu des Putes vit dans la réserve Morongo, en Californie du Sud, sous l'autorité bienveillante d'un anthropologue, le docteur Elizabeth Arnold (Susan Clark). Willie Boy (Robert Blake), qui travaillait dans un ranch, revient pour épouser Lola (Katharina Ross). Le père et les frères de celle-ci refusent. Les jeunes gens sont surpris ensemble, le père est tué accidentellement. Selon la coutume de la tribu, Willie fuit avec Lola, réalisant ainsi un mariage « par enlèvement ». Mais le shérif adjoint, Cooper (Robert Redford), forme une milice pour rattraper les fugitifs, tandis qu'il va assurer la protection du président Taft, en visite officielle. Willie ne veut ni se laisser reprendre ni accepter la loi des Blancs.

À la fin des années 50-60, Hollywood avait effleuré dans le western un spectacle revirement en faveur des Indiens présentés comme les ennemis sanguinaires des colons américains. Des réalisateurs célèbres participèrent à cette réhabilitation, mais aucun des films, si honorables, si pleins de bonnes intentions qu'ils aient été, n'atteignit la vérité de *Willie Boy*. Une vérité simple et tragique comme la mise en scène qui la porte : un Indien ne pouvait exister que privé de son identité ou mort.

En ce début du vingtième siècle industrialisé, Willie l'Indien devient le mythe du peuple exterminé, spolié de ses terres, de sa

liberté, de sa culture. Entre l'anthropologue paternaliste, le shérif qui croit faire son devoir en reprenant la poursuite à son compte, les miliciens profondément racistes, les journalistes avides de rumeurs, toutes les attitudes américaines sont pesées en revue, participant d'une fatalité sociale et politique ne laissant pas de salut aux Indiens.

Ce film est grand, beau, noble dans son refus du pathétique et de la démonstration « générique ». C'est un film très physique, de gestes et de comportements définissant les personnages, un film où la nature est à l'image de ce que la civilisation des Blancs a fait de la terre indienne : un champ de bataille.

Deux ans après *Willie Boy*, Abraham Polonsky réalise, encore en Yougoslavie, le *Roman d'un voleur de chevaux*, il mourut en 1980. A voir ou revoir son film-projet, on s'indigne qu'un tel talent ait été mis sous le boisseau. Non, décidément, on ne peut pas oublier et passer le maccarthysme aux profits et pertes des accidents de parcours.

JACQUES SICLIER.

EN BREF

Dali : « Je ne mourrai pas »

Salvador Dali a quitté la clinique de Barcelone où il était hospitalisé depuis le dimanche 13 juillet « en pleine forme », selon les médecins. Le célèbre artiste, qui abrite désormais, en surcroît de son talent, un peccaminé flamant neuf en son sein, a déclaré mercredi aux journalistes qui gagnaient sa sortie, qu'il était « un génie, et les génies n'ont pas le droit de mourir. Je ne mourrai pas. Longue vie au Roi, à l'Espagne et à la Catalogne ».

Festival en Corse

La deuxième édition du Festival corse de rock du Fium'Orbu aura lieu

« Un film moyen a beaucoup plus de chances de réussir pendant une période creuse », reconnaît Steve Rubin. Si MK2 joue le risque en profitant du vide estival pour lancer la comédie musicale franco-brésilienne de Ruy Guerra, *Opera do Malandro* ; ou pour présenter, dans une seule salle parisienne, le documentaire *God's country*, écrit, réalisé et commenté par Louis Malle, l'été voit surtout fleurir les séries B, singulièrement les productions américaines. *Police Academy III*, *Psychose III* ou *Karate Kid II*, en attendant *Pottergeist II*, alimentent ainsi les circuits qui bouchent les trous avec les sempiternelles reprises. Mais le développement du parc des vidéoscopes (près de trois millions d'unités) et de l'édition vidéo, le nombre de films diffusés par les télévisions publiques (500) et l'arrivée de Canal Plus ont tué la véritable poule aux œufs d'or du cinéma français qui représentait le marché de l'occasion. C'est l'enseignement majeur de 1986 : à l'exception des James Bond, les reprises ne prennent plus !

Le succès d'une véritable réédition repose sur le désir que suscite le film à la seule évocation de son titre, si l'on a pris soin de maintenir autour de lui un sentiment de rareté. Une reprise se prépare donc longtemps à l'avance, les distributeurs retravaillant certaines œuvres de l'exploitation, pour créer un besoin. L'absence d'offre crée la demande. AMLF « colle » ainsi *Amadeus*, et Gaumont *Cotton Club*.

Meilleur résultat du moment dans sa catégorie, *Voyage au bout de l'enfer* (1979) a déjà attiré près de 700 000 spectateurs parisiens, venus voir ou revoir un film pourtant repris une première fois en septembre 1982. *Barry Lyndon* (1976) ressort avec éclat, comme en 1983. Des films qui n'ont pas été vendus à la télévision ; et dont le public croit qu'ils ne le seront jamais. Ce qui explique, *a contrario*, l'absence ou l'échec fréquent des reprises françaises (*Les Valseuses* en 1985 ; *Paroles et musique* en 1986), la seconde vision des films hexagonaux se faisant traditionnellement sur petit écran.

Ainsi que la télévision transgresse un à un tous les tabous cinématographiques (diffusion de films à caractère pornographique, d'un James Bond, d'autant en emporte le vent, mais toujours pas de Walt Disney), la faiblesse persistante des reprises inquiète les programmeurs. L'été prochain, il faudra bien remplir les salles.

VINCENT TOLEDANO.

« My Fair Lady » de George Cukor

D'après le *Pygmalion*, de George Bernard Shaw. Ce n'est pas le meilleur Cukor, mais une sculpeuse et riche mise en place de l'univers de George Bernard Shaw, sans la grâce. Rex Harrison joue du sourire et du sourcil avec une économie digne du boulevard. Audrey Hepburn est divine et miraculeuse petite souris. Quelques grands moments sur la place de l'accent tonique dans les quartiers ouest de Londres.

« Gilda » de Charles Vidor

La scène célèbre où Glenn Ford gifle Rita Hayworth, qui vient d'être ses longs gants noirs, c'est *Gilda*. En 1946, Glenn Ford est un joueur de cartes peu scrupuleux, qui se met dans le sillage d'une riche et mystérieuse le tire d'affaire et le prend comme garde du corps. Hélas ! la femme du millionnaire est un ancien amour de Glenn Ford et celui-ci vit des minutes cornéliennes. Puis découvre que l'organisation de son patron est une amicale d'anciens nazis. Un scénario pour le moins compliqué, une pluie de fantasmagories aboutissent à un film fou, devenu mytique.

MICHEL BRAUDEAU.

Communication

Le débat sur la communication au Sénat

Suspicion

les devoirs qu'il entendra imposer au futur reprenant.

Même si les sénateurs socialistes ont consenti à retirer quelques-uns de leurs amendements on a ne les présenter que de façon succincte, le rythme des travaux ne s'est guère accéléré. Le Sénat continuera donc de siéger matin, après-midi et soir (à l'exception du dimanche 20 juillet), pour examiner la réforme de la commission. Jusques à quand ? M. Jean-Pierre Fourcade (RI), pré-

sident de la commission spéciale, envisage un terme du débat pour le milieu de la semaine prochaine, à condition que le gouvernement renonce à faire approuver l'ensemble des cent sept articles de son projet... Ce à quoi M. Léotard reste tout à fait défavorable. Ce qui ne figurerait pas maintenant dans son texte aurait sans doute, vu l'encombrement du travail législatif, peu de chances de voir le jour plus tard. Lui non plus n'a pas confiance.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Parade

Au Sénat, la majorité prend la mesure des possibilités d'extrême ralentissement dont dispose l'opposition. Elle avait pu les évaluer l'hiver dernier avec l'attitude du groupe communiste lors du débat-fléuve sur la flexibilité. Elle avait tenté d'en limiter les effets dès l'examen des premiers textes de la législation en les votant conformes. Elle espérait les restreindre avec la réforme du règlement intérieur. Elle doutait enfin de la capacité de résistance de la minorité sénatoriale. Le débat sur la communication lui aura enlevé les illusions qu'elle avait pu avoir. Depuis le 30 juin, date à laquelle a commencé l'examen des articles du projet de loi de M. François Léotard, la détermination des socialistes ne semble guère ébranlée, même si leur combat contre les articles restant à examiner devient plus difficile.

Mais c'est surtout le futur projet reprenant l'ordonnance de dénationalisation qui les incite à chercher une parade. Accusés d'être « télégraphiques » de l'Elysée par le gouvernement et sa majorité, les sénateurs socialistes entendent montrer qu'ils ne le sont pas, et que les mises en garde présidentielles contre l'obstruction parlementaire qu'ils seraient censés pratiquer sont sans plus d'effet que les conseils inverses. La décision du chef de l'Etat de ne pas signer l'ordonnance sur la privatisation n'a fait que conforter la détermination à prolonger le supplice chinois auquel ils soumettent le gouvernement depuis le début de la session extraordinaire.

Il ne vaient aucune raison de lâcher prise ni sur la réforme de la communication ni sur les autres textes inscrits à l'ordre du jour. Quant au projet sur la privatisation, ils ne font pas mystère de leurs résolutions à le combattre dès lors qu'il reprendrait purement et simplement une ordonnance à laquelle le chef de l'Etat s'est opposé. En revanche, si le texte contenait des assurances répondant à l'argumentaire présidentiel, leur tâche serait plus délicate. A défaut de savoir d'ici au 23 juillet quelle option prendra le gouvernement, les socialistes envisagent un nouveau tir de barrage.

De leur côté, les communistes ont décidé de « monter au créneau ». Les deux anciens alliés de l'union de la gauche ont au moins en commun la conviction que la bataille contre un texte de dénationalisation peut mettre en difficulté le gouvernement et sa majorité en bloquant le déroulement de la session extraordinaire. Comprendre les réactions de cette session imposant au Parlement de siéger en période estivale n'est pas politiquement un objectif négligeable estiment-ils.

Pour enrayer un processus d'enlèvement, aussi apocryphe que la majorité sénatoriale étudie la possibilité de recourir à une procédure expéditive pour le moins paradoxale. Estimant que l'examen du dispositif de privatisation a déjà eu lieu dans l'hémicycle du palais du Luxembourg, les communistes ont proposé de l'examen du projet de loi d'habilitation économique et sociale, elle ne souhaite pas le voir recourir maintenant. Aussi envisage-t-elle le dépôt d'une question préalable dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu à débattre, et qui a pour conséquence... le rejet du texte auquel elle s'applique. Le recours à cette procédure aurait pour effet immédiat d'interrompre le débat, laissant le dernier mot à l'Assemblée nationale où le gouvernement dispose de l'impérieuse arme du 49-3.

Pour astucieuse qu'elle soit, cette idée qui recueille une large approbation dans les rangs RI, RPR et centristes, ne va pas sans susciter quelques interrogations. Avant de l'approuver, les sénateurs veulent être sûrs que sa « gestion médiatique » est possible. Comment en effet expliquer que pendant cinq ans l'opposition majoritaire au Sénat ait usé de la question préalable pour manifester son hostilité aux projets gouvernementaux et qu'aujourd'hui elle y recoure pour faciliter l'adoption d'un projet présenté par le gouvernement qu'elle soutient ?

Reste le pouvoir dissuasif d'une telle menace : ainsi brandie elle pourrait décourager socialistes et communistes et les dissuader de succomber à une boulimie d'amendements qui se révélerait inutile.

A. Ch.

La privatisation de TF 1

La chaîne défend sa gestion

« Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage. » C'est un peu le sentiment qu'on éprouve à TF 1 à la suite des critiques formulées par M. François Léotard, mardi 15 juillet, au Sénat, contre la chaîne soumise à privatisation. A la direction de TF 1 où l'on a accueilli les propos du ministre de la culture et de la communication avec calme, on se refuse à polémiquer. Toutefois, on avance quelques chiffres pour répondre aux accusations du ministre de la culture et de la communication sur la gestion de la chaîne.

Dans son exposé devant les sénateurs, M. Léotard a affirmé, entre autres, que les résultats de TF 1 ont connu une chute vertigineuse. Il est vrai que le déficit de la chaîne est passé à 10 millions de francs en 1983, à 20 millions en 1984 et à un peu plus de 100 millions en 1985. Ces pertes ne prennent, toutefois, leur vraie signification, selon la chaîne, que si on les rapporte aux budgets de TF 1 : 2 143 milliards de francs en 1983, 2 387 milliards en 1984 et 2 481 milliards en 1985. En regard de ces sommes, on constate, alors, que ces déficits n'ont représenté que respectivement 0,46 %, 0,71 % et 3,6 % du chiffre d'affaires de la chaîne.

Le ministre a affirmé que la trésorerie de TF 1 avait un trou de 180 millions de francs en mars 1988. Selon la chaîne, elle est redevenue positive (+7 millions de francs) en juin.

La proportion des partisans de la grève a sensiblement augmenté en cinq jours, mais la participation au vote a été plus faible

M. Léotard a déclaré, d'autre part, que le fait « de ne pas combler les droits constatés mais en encaissements réels la redonne » avait contribué « à diminuer le déficit réel de TF 1 ». Or, toujours selon TF 1, c'est le contraire qui s'est passé : l'usage de cette nouvelle méthode de calcul a accru le déficit de la chaîne par rapport aux années antérieures. En effet, jusqu'en 1984, les bénéfices affichés résultaient d'un système de comptabilisation de la redevance qui surestimait les rentrées. De 1975 à 1984, les rentrées fictives ainsi prises en compte se sont élevées, pour TF 1, à 234 millions de francs. Somme qui, en raison de l'application du nouveau système, est venue s'inscrire en perte à la fin de l'année 1984.

Quant au « résultat économique réel de l'entreprise », le ministre a souligné qu'il se traduisait par un déficit de 190 millions de francs, mais il n'a pas précisé qu'il s'agissait d'un déficit cumulé sur trois ans. De l'endettement de 150 millions de francs à moyen et long terme, il est à noter qu'à ce jour seuls 80 millions de francs ont été réalisés. Enfin, M. Léotard a dit, aussi, que les dépenses de programmes de TF 1 « ont dû être réduites de 9 % en 1985 ». Cette compression a, en fait, été pratiquée en 1986 et figurait parmi les premières mesures de rigueur entrant dans le plan quinquennal de redressement décidé par la direction de la chaîne.

AMITA RIND.

La grève continue à l'AFP. — Le personnel de l'Agence France Presse s'est prononcé ce jeudi 17 juillet pour une reconduction de la grève commencée mardi dernier pour protester contre le plan de restructuration de l'Agence. Sur les six cent soixante-quatorze salariés de l'AFP qui ont participé au vote (contre sept

cent dix lors de la première consultation), quatre cent cinquante-quatre, soit 67,5 %, ont décidé de prolonger le mouvement de quarante-huit heures, à partir de jeudi 10 heures.

La proportion des partisans de la grève a sensiblement augmenté en cinq jours, mais la participation au vote a été plus faible

Lancée à l'appel de la CFDT et de FO (toutes catégories) et de la CGT (du SNJ (journalistes), la consultation a porté sur la revendication « d'un mot d'ordre d'un pendant lequel l'intersyndicale demande qu'aucun licenciement ne s'inter-vienne ».

radio - tél

WILLIE BOY (A. v.a.) : Forum, 1^{er} (42-97-53-74) ; Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) ; Reflet Balzac, 8^e (45-61-10-60) ; 7 Parnassiens, 14^e (43-35-21-21) ; Saint-Lazare Pasquier, 8^e (43-87-35-43).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Desfret, 1^{er} (43-21-41-01).

PROFESSION : GÉNIE (A.), v.o. : GRW

PETTI JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-56-70) - 21 h 30 : D. Bardie Ouvr.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59),
21 h 30 : P. Sanson, J. Schneek Quintet.
PETIT OPPOSITION (42-36-01-36),
23 h : B. Dorough et B. Takas.
PHILONE (47-76-44-26), 22 h : Soirée
Fresch de Dan.
LA PINTÉ (42-26-36-15), 22 h : Accordée
perdue.
SLOW CLUB (43-23-84-30), 21 h 30.
SUNSET (42-61-46-60), 23 h : M. Waters,
N. Bannick, J. Gregg, B. Altschul.
TROTTOURS DE BUENOS-AIRES (42-
33-58-37), 22 h : O. Piro Quintet.

7 juillet

PROFESSION: GENE (A), v.a. Gen.
mont Isles, 1^e (42-97-48-70); Gen.
mont Ambassade, 6^e (43-59-19-40); v.f.
Richelieu, 2^e (43-56-36-31); Gattemon
Parmaise, 1^a (43-55-30-40); UGC
Convention, 15 (45-74-93-40).

POURQU VOUS CE SONT UNE FILLI
(Fr.-It.), UGC Ermitage, 6^e (45-63-

PRUNELLE BLUES (Fr.) Forum, 1^e
(42-97-53-74); Raz, 2^e (42-86-33-93)

UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC
Montparnasse, 6^e (45-74-94-94)

Biarritz, 6^e (45-62-30-40); UGC Boule-

vard, 9^e (45-74-95-40); Nation, 12^e (43-

43-01-59) 1^a; UGC Angélique, 13^e

 λ_{max}

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) :
Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ;
Ciné Beaubourg, 3^{re} (42-71-52-36) ;

Saint-Germain Studio, 5^e (46-33-63-20) ;
Hautefenille, 6^e (46-33-79-38) : 14

Juillet Océan, 6 (43-25-59-83); Pagode,
 7 (47-05-12-15); Gaiumont Champs-
 Elysées, 8 (43-59-04-67); 14-Juillet
 Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaiumont
 Paroisse, 14 (43-35-30-40); P.L.M.
 Seine, 14 (43-89-62-42); 14-
 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).
 — V.F.: Paramount Opéra, 9 (47-42-
 56-31); Montparnasse Pathé, 14 (43-
 20-12-06); Mayfair, 16 (45-25-27-06).

HAVRE (Fr.): Studio 43, 9 (47-70-
 63-40).

HIGHLANDER (Brit., u.): George-V,
 5 (45-62-41-61); Espace Gaîté, 14 (43-
 77-95-94). — V.F.: Lumière, 9 (42-46-
 49-07).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.):

Les exclusivités

Les excludités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.a.) :
Luccarne, P. (45-44-57-34).

AFTER HOURS (A. v.a.) : Cind Boudon,
P. (45-71-52-36) ; UGC Odéon, P. (45-
74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, P. (45-
62-20-20) ; 14-Juillet Bastille, 11. (45-
75-75-75-75) ; 14-Juillet Bastille, 11. (45-
75-75-75-75) ; V.F. : UGC Boule-
vard, P. (45-74-95-40) ; UGC Gobelins,
13. (45-36-22-40) ; Gaumont Parisne,
16. (45-36-22-40).

ANGLE DE FER (A. v.a.) : Marigau, P. (45-
93-92-82) ; V.F. : Parisienne, P. (45-
03-92-82) ; P. (47-25-36-31).

ANNOUË (Annoüë) (Fr.) (*) :
Saint-Germain Village, 5. (46-33-
63-20) ; Studio 43, P. (47-70-63-30) ;
Studio 43, P. (47-70-63-30).

L'AMÉ SEUR (Surt.) : Luxembourg (H.
s.p.), P. (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.) :
Grand Pavée, 15. (45-54-46-85).

LES ANGES SONT PLIÉS EN DEUX
(Afr. du Sud, v.a.) : Forum Inter-
Express, 11. (45-33-42-26) ; Quinette, 2.

14 (43-21-41-01).

portugais) v.a. : República China, 11
STOP MAKING SENSE (A.), v.a. :
Escual Paurama, 13 (47-07-28-04)
h.s.p.
THE PREAM IS ALIVE (A.), Gode
13 (47-25-66-00)
THE SHOP AROUND THE CORNER
(A.), v.a. : Actus Christine, 6 (47-25-
11-30)
TOUT LE DÉS DE SOURCE (F.) (*): Capri, 29
(45-08-16-99) ; Elysées Lincoln, 19
(45-08-16-99) ; Miramar, 10 (45-08-89-52)
TOUT VA TOUT BIEN (A.), v.a. : Parmar
(47-07-31-21) ; v.f. : Française
(47-07-31-88)
37-2 LE MATIN (FR.) : Gaumont Opéra
(47-27-66-33) ; Saint-Michel, 9 (43-
26-06-00) ; Bretagne, 6 (43-26-06-00)
Gaumont Opéra (47-27-66-33) ;
TROIS HOMMES ET UN COUFFÉ (FR.) :
Capri, 29 (45-08-11-61)
George V, 10 (45-08-11-61) ; Montpar-
nasse, 10 (47-27-52-37)
UNE FEMME POUR MON FILLS (Algé-
rien), v.a. : Utopia, 9 (43-26-84-45)
UNE HOMME ET UNE FEMME
20 (47-26-84-45) (Fr.) : Le Triomphe, 3
(45-62-45-26)

92-82). — V.f. : Impérial, 2^e (47-42)

76-231: Malignat, 1° (47-29-06).
76-232: V.J.; Imperial, 1° (47-27-08).
76-233: Maxville, 5° (47-70-72-06).
Fauvette, 1° (43-31-56-86); Montparnasse Païbé, 1° (40-20-12-06); Courvençhes, 1° (43-31-56-86).
76-234: V.J.; Imperial, 1° (47-27-08).
Maillet, 1° (47-48-06-06).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisie, v.a.): Utopia, 5° (42-36-84-65).

KIRBY (A.v.): Cincocha, 6° (46-33-10-82). — V.J.; Opère Niger, 2° (42-96-63-63).

BLACK MIC-MAC (Fr.): Richelieu, 2° (42-33-76-70); Saint-Michel, 5° (43-26-79-17); George-V, 1° (45-62-41-65) et 1° (45-62-41-65).
76-235: V.J.; Opère Niger, 2° (42-96-63-63); Montparnasse, 1° (43-31-56-82-37).

BRAZIL (Brit. v.a.): Epée-de-Bois, 5° (43-37-37-47).

CASH-CASH (A.v.): Cote-Bomboury, 1° (45-42-34-06). Rôle Casse, 1° (45-42-34-06); U.G.C. Odfon, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-74-06); UGC Biarritz, 1° (45-74-74-06). Le bulbe, 1° (45-74-74-06).

1^{re} (45-75-79-79) : v.f. : UGC Boule

(43-57-90-14); 14-Juillet Beaugrenolle
15* (45-75-79-79) : v.f. UGC Boule-
vard, 5* (45-74-95-40) : UGC Gobelins
13* (43-36-23-44) ; Images, 18* (45-22-
47-94).

DAKOTI HARRIS (A., v.f.) : Paris Cinéma
(43-70-70-21).

LE DÉBUTANT (Fr.) : Gaumont Opéra
1* (47-42-60-33) ; Parisienne, 8* (43-59-
92-82) ; Parisienne, 14* (43-35-23-21).

LE DIABLE AU CORPS (It. v.a.) (*)
Forum Orient Express, 1* (42-23-33-
42-26) ; Hauteville, 6* (46-33-79-38)
Marignan, 8* (43-59-92-82) ; UGC Biar-
ritz, 8* (45-62-20-40) ; Parisienne, 10*
(43-20-30-19) : v.f. L'Impérial, 2* (47-
44-34-34) ; UGC Montparnasse, 2* (45-
74-04-54).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.a.)
Espace Gauguin (It. sp.), 14* (43-23-95-94).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.): Le
Géode, 19* (42-45-66-08).
ÉTATS D'AMOR (Fr.): UGC Danton, 6*
(42-25-10-30); Ambassade, 8* (43-39-
19-08); Montparnasse, 1* (43-27-52-37).
FOOL FOR LOVE (A. v.a.): Studio de la
Harpe, 5* (46-34-25-52).
FLAGRANT DESIR (Fr.): UGC Mont-
parnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Nor-
mandie, 3* (45-63-16-16).
FUTURE COP (A. v.a.): Forum Orient
Express, 1* (42-33-42-26); George V, 9*
(45-62-41-46); Paranaissia, 1* (43-35-
21-21); — V.f.: Lumière, 9* (42-46-
49-07); Maxville, 9* (47-70-72-86).
GARDIEN DE LA NUIT (Fr.): Denfert,

GENESIS (Indo-fr., v.o.) : 14-Juillet Par

GOLDEN EIGHTIES (Franco-belge)
Saint-André-des-Arts, 6° (43-26-48-18)
Colisée, 8° (43-59-29-46); Escorial, 13°
(45-05-28-04); 3 Parousiens, 14° (43-
70-70-10)

Les grandes reprises

Les grandes reprises

AÎLLEURS, L'HERBE EST PLUS VERTE (A., v.a.) : Champs, 5 (45-51-60) ; Reflet Balzac, 8 (45-61-10-60).

LA FOUSSEUSE DU DIAMANT
VERT (A., v.a.) : Forum Orientale, Express, 16 (42-33-42-56) ; Quinzième, 2 (42-33-19-30) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; V. : Galatin, 13 (45-80-18-03) ; Mailloir, 17 (47-48-06-06) ; Pacific City, 18 (45-22-46-01).

A L'EST D'EDEN (A., v.a.) : Action (A., v.a.) : Action Etoile, 3 (42-30-10) ; Mahon, 17 (43-80-24-81).

AMERICAN WARRIOR (A., v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; V. : Maxville, 16 (47-70-78-26) ; Bastille, 18 (45-22-46-01) ; Pacific City, 18 (45-22-46-01).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.a.) : Action Etoile, 3 (42-25-72-07).

L'AVVENTURA (It., v.a.) : Latins, 4 (42-31-76).

BANANAS (A., v.a.) : Club-Bourgeois, 10 (42-1-52-36) ; Express Océan, 6 (42-25-10-30) ; Express Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; V. : Galatin, 13 (45-80-18-03) ; Mailloir, 17 (47-48-06-06) ; Pacific City, 18 (45-22-46-01).

BABY LYNDON (A., v.a.) : Georges Hall, 5 (42-97-49-70) ; Publicis Saint Germain, 6 (42-22-73-80) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23) ; V. : Maxville, 16 (47-70-78-26) ; Bastille, 18 (45-22-46-01) ; Pacific City, 18 (45-22-46-01).

14-JUILLET BOURGEOIS (It., v.a.) : 14-Juillet Bourgeois, 12 (45-75-75-75).

LES FILMS NOUVEAUX

NOUVEAUX

31-60-74 ; Mistral, 16 (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 19 (48-28-42-37) ; Wépler, 18 (45-42-46-41).

D.A.V.Y., film américain de Simon Wincer, V.F. : Forum, 16 (42-97-32-74) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-52-43) ; Arlequin, 8 (43-59-59-92-82) ; V.F. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Bessille, 11 (43-07-34-06) ; Nation, 12 (43-03-04-07) ; Forum, 13 (43-31-31-31) ; V.F. : Paramount Opéra, 14 (43-20-12-67) ; Convention St-Charles, 15 (43-79-13-13) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

GOOPS COUNTRY, film américain de Louis Malle, V.F. : St-Aurèle des Arts 6 (43-26-18-18).

ROBERTO ROULETTE, film inédit (1966) de Paul Czinner, V.F. : Yvonne d'Arville (à partir de vendredi), 2 (47-43-97-52).

L'AGE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉ.

RICAINÉ (v.a.), 14 Juillet-Cinéma, 42 (43-25-59-53) : La destinée ne joue la

W. ALLEN (v.a.), Tempiera, 3 (43-72-94-56) en alternance : Manhattan, Woody et les Robos, Zelig. Comédie d'après le roman de Woody Allen et de Louis L'Amour. Broadway Danny Rose.

L. BUNUEL (v.a.), Latina, 6 (43-78-47-86), la vie criminelle d'Archibald de

CYD CHARISSE (v.a.), Trois Luxem-bourg, 6 (43-31-97-77), la Belle de Mos-

LES GRANDES COMÉDIES DE LA COLUMBIA (v.a.), Action Rive Gauche 3 (43-25-44-40) : Une Cadillac en or massif.

HOMMAGE A C. MÉLIES Studio 43, 9 (43-21-43-20), 21 h, plus accompagnement au piano le vendredi.

LUMBIUS (v.a.), Champso, 5 (42-54-51-60), To be or not to be : Action Cinéma 6 (43-29-11-30), That uncanny Forest.

PROMOTION DU CINÉMA (v.a.), Studio 28, 19 (46-06-36-07), Tunisie.

E. BOEMER République-Cinéma, 11 (46-05-51-33), 18 h : La Marquise d'O.

RUSSIE ANNÉE 20, 14 Juillet-Cinéma 6 (43-26-58-00), la Métro.

TARKOVSKY (v.a.), République-Cinéma, 11 (46-05-51-33), 20 h : Nostalgie ; Danfuit, 14 (43-21-41-01), 21 h : Andréi Rublev.

GENE TIERNY (v.a.), Action-Cinéma, 5 (43-25-72-07).

LA TRILOGIE DE LA GUERRE D'ESPÈRES, A. (v.a.), Godeur des Étoiles, 13 (43-25-72-07), 20 h : Nostalgie ; 83-93) : Godeu Montparnasse, 6 (43-74-94-94).

VIVE LA RAFFAÏNE (v.a.), Studio Reine, 7 (43-73-54-66), 17 h : Nézouk l'équinoxe de 18 h 20 : Une nuit à Cooles, 13 (43-25-72-07), 18 h : Les Femmes dans les dangers ; 21 h 40 : Les Femmes dans les dangers.

AMADEUS (A., v.o.) : Boîte à films. [7]

(46-224-217) 17 h 30.
APOLYTIPE NOW (A., v.a.) (*)
 Studio Pavis, 15 (45-54-66-85).
BUILD UPFAIR (All., v.a.) (*) Studio
 Galande, 5 (43-54-72-71), 18 h 10.
CABARET (A., v.a.) : Châtelain-Victoria,
 11 (45-08-94-14), 19 h 45.
CHATELAIN VICTORIA (A., v.a.) : Tempeliers
 3 (42-72-94-56), 22 h 15.
L'HISTOIRE OFFICIELLE (Av., v.a.)
 Deontar 10 (43-21-41-01), 19 h.
PARIS, TEXAS (A., v.a.), Chocros
 Saint Germain, 6 (46-33-10-82),
 21 h 40.
LE PAYS OU ÉVENT LES FOURMIS
VERTÈRES (All., v.a.) : Châtelain-Victoria,
 11 (45-08-94-14), 19 h 45.
PINK FLOYD THE WALL (A., v.a.) :
 Boite à films, 17 (46-22-44-21), 22 h 30.
ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*)
 Studio Galande, 5 (43-54-72-71), 22 h 25.
TAXI DRIVER (*) (A., v.a.) : Châtelain-
 Victoria, 11 (45-08-94-14), 22 h 15.
LES TEMPLEIERS (A., v.a.) (Fr.), Tempeliers,
 3 (42-72-94-56), 22 h 15. Ann. 18 h 10, inn.
 14 h.

STAND-EN-VOLGEN

SAMEDI 19 JUILLLET

- Une heure au Père-Lachaise.
- 10 heures et 11 h 30, entrée principale, et de Claude Chapin à Claude Bernar-
mar, 14 h 45, métro Gambetta (V. de Laigle).
- Les chefs-d'œuvre du Louvre.
- 14 h 45, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (A.T.C.).
- La tour de cassagne et le palais de justice, par les flagellants d'Orléans.
- 14 h 30, métro Clichy sortie marché aux fleurs (Marion Raguecaun).
- Hôtels du Marais sud-ouest.
- 14 h 30, métro Pont-Marie (Claudine Desvignes).
- Montmartre à la Belle Epoque.
- 15 heures, sortie métro Abbesses.
- A la découverte de l'île Saint-Louis.
- 15 heures, métro Pont-Marie (Lutèce Vistes).
- A la recherche du premier village de Versailles.
- 14 h 30, office de tourisme, 7 rue des Réservoirs.
- Le Marais, la place des Vosges.
- 10 h 30, métro Saint-Paul (Ch. Merle).
- L'Opéra et ses latrines.
- 15 heures, entrée (M.-C. Sazmanc).
- "Le étrange quartier Saint-Sulpice".
- 15 heures, métro Saint-Sulpice (Résurrection du Passé).
- Le vieux quartier Saint-Séverin.
- 15 heures, métro Maubert-Mutualité côté par (G. Botreau).
- Cité d'artistes et jardins de Montmartre.
- 15 heures, métro Abbesses (Gottlieb).
- La Sainte-Chapelle et l'apogée du gothique.
- 11 heures, Sainte-Chapelle (M. Guiller).
- L'hôtel de Sully et la place des Vosges.
- 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (M^{me} Colin).
- Promenade dans l'île de la Cité.
- 15 heures, portail central de Notre-Dame (M. Guiller).
- Sur le pas des Templiers. Rituel d'initiation.
- 15 heures, métro Madeleine, vicino des caves.
- 14 h 30, métro métro Temple (L. Hauller).
- Clichy et la villa des arts.
- 15 heures, angle place Clichy et boulevard Clichy (Paris et son histoire).
- Les hôtels de l'île Saint-Louis.

هيكلة امعة الاصل

« Services »

MAISON

Atouts carreaux

Avec la palette de ses couleurs et la diversité de ses dessins, le carrelage peut être le point fort de la décoration d'une pièce : au sol, sur un mur, autour d'une porte ou d'une fenêtre.

La galerie Farnèse fait le lien entre le carrelage du passé et son utilisation au présent. Chantal de Donato y présente des carreaux anciens de collection et ceux que son mari réédite en Italie. Les plus anciens de ces carreaux, provenant tous du Bassin méditerranéen, sont ceux posés au quinzième siècle au sol du palais Farnèse.

Dans la galerie de la rue de Bort où elles sont exposées, ces antiquités du carrelage ont des dessins souvent très géométriques. Placées en vis-à-vis, leurs rééditions sont des carreaux en terre cuite, faits et décorés à la main selon les techniques d'antan. Ils valent entre 70 F et 100 F pièce et peuvent être faits en d'autres couleurs que les originaux. À dessiner dans un carrelage en terre cuite naturelle.

Création d'aujourd'hui (également manuelle), des carreaux en terre cuite sont revêtus d'émaux transparents. En blanc, à reflets bleutés ou nacrés, ils permettent des compositions décoratives, de sols ou de murs, en combinant leurs formats, de 7,5 cm à 40 cm de côté (880 F le mètre carré).

Dans sa boutique Les Choses de la maison, Anne-Marie Loubeyre vient d'ajouter des carrelages à ses claustraux, stores et panoramiques. Elle a sélectionné de jeunes artisans dont elle diffuse, en exclusivité, les créations. Pour le sol, des carreaux en terre cuite des Ateliers des Mousellères sont des carrés — de 20, 30 ou 40 cm de côté — ou des losanges (de 22 F à 143 F le mètre carré). Ils sont rendus insensibles aux taches par un produit qui leur donne une patine mate.

Les frises en carrelage sont en vogue. Celles proposées par Anne-Marie Loubeyre sont de grands carreaux de terre cuite émaillée, en blanc ou noir et à motifs en relief. Ou des petits

carreaux blancs à dessins finement peints à la main, 25 F pièce. Pour une décoration raffinée, on peut faire réaliser une frise assortie à un papier peint ou à un tissu. Créés par deux artistes, des carreaux de grès émaillé satiné sont peints de décors naïfs modernes : une terrasse avec palmiers et perroquet ou un chat noir sur un balcon fleuri. Pour la salle de bain, des objets stylisés : poudrier et rasoir, verre et brosse à dents, 60 V le carreau de 20 X 20 centimètres.

Dans sa salle d'exposition et de vente, Raboni présente des carrelages de diverses provenances. Des ateliers des Hurets, les carreaux en terre cuite émaillée « Mosaic » ont des motifs hauts en couleurs, traités en patchwork ; une frise leur est coordonnée. L'Italie est largement représentée par des carrelages en faïence, très originaux. Les « Frammenti » de Ceramica Vogue sont des éclats de couleurs vives, ordonnées comme des tableaux modernes (77 F le carreau). A associer aux carreaux de tons unis de la même collection. De subtils jeux noir et blanc sont à imaginer avec des carreaux de Cedit, tout noirs et bordés de blanc sur deux côtés, ou blancs à demi-bordure noire.

Le couturier Valentino a créé pour Pienne la « Linea alta decor » : grands carreaux à décor de tissu Persa, en bleu et brique (418 F le mètre carré), accompagnés d'une frise blanche bordée d'un galon assorti. Du couturier Gianni Versace, les carreaux « Lacoste varesse », écrits par Cardina, ont un fond à motifs spirales, très estompés, sur lesquels se détache une grosse fleur stylisée posée dans un angle.

JANY ALJAME.
*Galerie Farnèse, 47, rue de Bort, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-63-22-05.

* Les choses de la maison, 2 bis, rue Alsace, 75015 Paris. Tél. : (1) 42-73-24-35.

* Raboni, 71, boulevard de la République, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 46-09-95-00.

EN BREF

● **ASSURANCES** : la « clause de déchéance ». — Les assurés victimes d'un vol qui récupèrent leur bien doivent en aviser leur assureur s'ils ont entre temps perçu une indemnité au titre d'un contrat vol. Les propriétaires d'automobiles qui retrouvent leur véhicule après avoir été dédommages peuvent, soit conserver l'indemnité et abandonner la voiture à l'assureur, soit reprendre la voiture et restituer l'indemnité. Certains contrats vol comportent une clause dite de « déchéance » prévoyant l'abandon au bénéfice de l'assureur des objets retrouvés après règlement de l'indemnité. En l'absence d'une telle clause, les assurés conservent leurs biens, mais doivent rembourser la société d'assurances.

● **STATIONNEMENT** : demi-gratuité en août. — Comme chaque été depuis plusieurs années, plus de la moitié des places de stationnement (29 500 sur 57 000) seront

gratuites à Paris au mois d'août. Sept cents voies réparties sur tous les arrondissements offriront des emplacements gratuits. Cette mesure est rendue possible par la nette diminution de la demande de stationnement en août et par la circulation réduite. On peut consulter la liste des rues à stationnement gratuit dans les vingt mairies d'arrondissement ou au bureau d'accueil de l'Hôtel de Ville. On peut aussi téléphoner à Info-voirie (42-78-52-52) ou, par minitel, composer le 36-14-31-66 (code Paris, mot clé d'accès direct « stationnement »).

● **EXPOSITION** : Vincent Van Gogh vu par les autres. — Il y a cent ans, Vincent Van Gogh arrivait à Paris. Pour célébrer ce centenaire, un groupe de onze peintres et sculpteurs lui rendent hommage au Trianon de Bagatelle.

* Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne. Jusqu'au 31 août. Tous les jours de 11 heures à 18 h 30.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Pierre-Jean en heureux d'annoncer la naissance de **Tom QUEVAL** à Paris, le 14 mai 1986.

Mariages

— M. Bernard SCHNAPPER et M^{me} Geneviève Gaudy, ont la joie de faire part du mariage de leur fils

Martin

avec **M^{me} Isabelle SAGOT**, le 28 juin.

Le Palais, 86240 Croulle.

Décès

— Ses enfants, Marc et Marianne Bradford, son épouse, Ronald Bradford, Sa mère, Hugonette Lacascade, Ses sœurs et frères, Nicole, Claudine, Pierre, Danielle, Jean-Louis, Sa grand-mère, Renée Manocourt, Et tous ceux qui lui étaient proches par le sang, par le cœur,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Françoise BRADFORD, née Lacascade,

survenue dans sa cinquant-neuvième année.

Ses enfants se souviennent et toujours se souviendront de sa bonté et de son abnégation.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 16 juillet 1986, au cimetière municipal de Bagneux, Hauts-de-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— 76, La Feuillie, M^{me} Marie-Claude Chalob, M. et M^{me} Farid Chalob, Et leur fille Sandra, M^{me} Samira Chalob, Toutes les familles, parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. AB CHAÏER,

survenu à La Feuillie, le 15 juillet 1986, à l'âge de cinquante-deux ans. Les obsèques civiles auront lieu au cimetière de Sceaux-le-Long (Doubs), le vendredi 18 juillet à 17 heures, dans la plus stricte intimité.

— M. et M^{me} Fernand Grabli, M. et M^{me} Pierre Châtel, M. et M^{me} Jean Châtel, Leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Auguste CHATEL, née Thérèse Martin,

membre des Fraternités marianistes,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, décédée dans sa quatre-vingt-septième année, le 10 juillet 1986.

L'office religieux a été célébré en l'église de Gerbeville (Meurthe-et-Moselle), le 12 juillet, suivi de l'inhumation dans le caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire part.

5 bis, square Charles-Laurent, 75015 Paris, 15, rue Lakanal, 75015 Paris, 232, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

— M^{me} Yolande Cohen-Selmon, M^{me} Yvette Cohen-Selmon, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur sœur chérie,

M^{me} Jacqueline COHEN-SELMOUN,

survenue le 16 juillet 1986, à l'âge de soixante-trois ans.

Elle a rejoint son neveu qu'elle adorait,

Thierry CHICHE,

enlevé le 28 juin 1979, à l'âge de vingt et un ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 18 juillet 1986.

Réunion à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien, à 14 h 30.

— La famille et les amis de

Raymond MICHEL, ancien marchand d'estampes,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 12 juillet à Recloux (par Ury, Seine-et-Marne).

La messe de sépulture a été célébrée en l'église Saint-Martin de Recloux, et l'inhumation a eu lieu au cimetière du village.

De la part de Clara Michel, son épouse,

De Claudine, sa fille, De Claude Bourret, d'Hernance et de Théodore, 58, rue Claude-Bernard, 75005 Paris, 3, rue Crétin, 75009 Paris.

— Remon, Paris, Guy Parigot, Et toute sa famille

ont la douleur de faire part de la mort de

Claudine PARIGOT.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 15 juillet, dans l'intimité familiale.

— Le bureau de la Fédération internationale des droits de l'homme Et le comité central de la Ligue française des droits de l'homme,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian ROSTOKER, secrétaire général adjoint de la FIDH, membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme.

27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

— M. Lucien Rostoker, avocat au barreau de Paris, M^{me} Jeanne Rostoker, magistrat, ses parents,

M^{me} Françoise Rostoker, M. et M^{me} Jean-Yves Rostoker, M. et M^{me} Guy Rostoker et leurs enfants, ses frères, sœur, belle-sœur et neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

Christian ROSTOKER, avocat au barreau de Paris, secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme,

survenu en son domicile, à l'âge de trente et un ans, 66, rue de la Faisanderie, à Paris-16^e.

Une cérémonie religieuse sera célébrée en l'église nouvelle de Saint-Henri-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e, le vendredi 18 juillet, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Abraham Talch, Ses enfants et familles,

ont la douleur de faire part du décès de

M. le rabbin Abraham TAÏEB, ex-juge au tribunal rabbinique de Tunis,

survenu le 14 juillet 1986. Les obsèques auront lieu le 20 juillet, à Jérusalem.

— Christiane Viallet et ses enfants, Virginie, Antoine, Jean-Robert, Marie M. Léon Viallet et ses enfants,

Nicolas et Raymond Biettery, Pierre et Mireille Viallet, Jean et Véronique Viallet, Anne-Marie Viallet et Marc Rousset, Roselyne et Bruno Brochier et leurs enfants,

M. et M^{me} François Kuhn et leurs enfants,

Martine et Claude Labro, Jean-Pierre Kaba et Geneviève Ducrop,

Isabelle et Christian Serve, Benoît Kaba et Marie-Pierre Benne, Hélène et Roberto Ferruzzi, Nicolas Kaba et François Benjamin et leurs enfants, Ses amis,

ont la joie d'annoncer le retour dans la paix de Dieu de

François VIALLET,

le 15 juillet 1986, à Versailles.

Nous célébrerons son entrée dans la Lumière le lundi 21 juillet à 10 h 30, en l'église Saint-Germain du Chesnay (78).

36, avenue Villeneuve-l'Étang, 78000 Versailles.

4, rue Jean-de-Bellay, 75004 Paris.

3, rue La Bruyère, 78000 Versailles.

Remerciements

— Le docteur Georges Manoussos remercie tous ceux qui ont pris part à son immense douleur lors du décès de son épouse

M^{me} Marthe MANOUSSOS, née Borol.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

BERTTEIL SOLDES

3, PLACE ST AUGUSTIN 75008 PARIS

7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 42-48-17-11 - Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indication particulière, * excepté la veille de la vente.

LUNDI 21 JUILLET

S. 10. — Objets d'art et d'ameublement - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Wilmart.

MARDI 22 JUILLET

S. 8 et 8 bis. — Meubles, objets, mobiliers - M^{me} CHEVAL.

S. 9. — Vins - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

S. 11. — Tableaux, bibelots, meubles - M^{me} LIBERT, CASTOR.

MERCREDI 23 JUILLET

S. 10. — Objets d'art et d'ameublement - M^{me} OGER, DUMONT.

JEUDI 24 JUILLET

S. 2. — Tapis d'Orient - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 14. — Bon mobilier - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 16. — Meubles, objets mobiliers - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

VENREDI 25 JUILLET

S. 9. — Objets d'art et d'ameublement - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 10. — Meubles, objets mobiliers - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

CHEVAL, 33, rue du Faubourg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.

CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.




LIBERT, CASTOR, 3, rue Roumieu (75009), 48-24-51-20.

OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER		
TOUTS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS					
TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	21 181 2 411 7 941 8 431 17 501	10 000 12 000 12 000 12 000 5 000	5	8 408 3 043 84 815 17 325	10 000 10 000 1 000 5 000
2	9 282 2 723 9 802 19 682	10 000 1 000 1 000 5 000	6	4 428 277 4 977 5 672	12 000 200 10 300 12 000
3	25 072 4 213 8 883 10 883 10 813 10 843	10 000 10 000 10 000 5 000 5 000 4 000	7	1 677 2 378 7 888 36 128	10 000 10 000 10 000 10 000
4	1 384 9 484 10 444 10 504 22 504 24 504	10 000 10 000 10 000 10 000 5 000 5 000	8	1 677 2 378 7 888 36 128	10 000 10 000 10 000 10 000
5	1 384 9 484 10 444 10 504 22 504 24 504	10 000 10 000 10 000 10 000 5 000 5 000	9	1 677 2 378 7 888 36 128	10 000 10 000 10 000 10 000
6	1 384 9 484 10 444 10 504 22 504 24 504	10 000 10 000 10 000 10 000 5 000 5 000	0	7 940 66 940 66 940 66 940	12 000 10 000 10 000 10 000

TOUTS LES BILLETS NE BÉNÉFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

GAGNENT 100,00 F

LOTO

21

25

32

36

38

46

45

1^{er} 15 TRIMES DU MOIS DE JUILLET 1986

POUR LES TRIMES DU MOIS DE JUILLET 1986 ET LE CARNET 21 JUILLET 1986

VALIDATION JUSQU'AU 31 AOÛT 1986

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

61

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE		DES SOMMES À PAYER	
AUX BILLETS ENTIERS							
Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 27/03/86)							
Le numéro				<div>397567</div>	gagne		
				4 000 000,00 F			
Les numéros approchant à la centaine de mille				<div>097567</div> <div>197567</div> <div>297567</div> <div>497567</div>	<div>597567</div> <div>697567</div> <div>797567</div>	gagnent 50 000,00 F	
Les numéros approchant aux						gagnent	
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités			
307567	390567	397067	397507	397560			
317567	391567	397167	397517	397561			
327567	392567	397267	397527	397562			
337567	393567	397367	397537	397563			
347567	394567	397467	397547	397564		15 000,00 F	
357567	395567	397667	397557	397565			
367567	396567	397767	397577	397566			
377567	398567	397867	397587	397568			
387567	399567	397967	397597	397569			
Tous les billets se terminant par		<div>7567</div> <div>567</div> <div>67</div> <div>7</div>	gagnent		5 000,00 F 1 000,00 F 200,00 F 100,00 F		
86				TIRAGE DU MERCREDI 18 JUILLET 1986		62°	

Alliés à des entreprises américaines

Trois sociétés françaises en compétition pour la défense antimissile de l'Europe

Un rempart en Europe contre les missiles tactiques soviétiques ? Thomson, Matra et l'Aérospatiale, en France, s'y préparent à la demande de l'armée de terre américaine.

Trois sociétés françaises : le complexe Aérospatiale-Thomson, d'une part, et Matra, de l'autre, ont prévu de participer, aux côtés d'entreprises nord-américaines et européennes, à un appel d'offres de l'armée de terre américaine, qui souhaite disposer d'un système de défense contre les missiles soviétiques pour le milieu de la décennie prochaine. L'adjudication des contrats devrait avoir lieu en janvier 1987, et les sociétés qui soumissionneront sont invitées à une première réunion le mardi 22 juillet.

Ces précisions sont données, depuis Washington, par la revue spécialisée *Aviation Week and Space Technology*, dans son numéro daté du 14 juillet. A Paris, les trois sociétés françaises concernées, en même temps qu'une cinquantaine d'entreprises nord-américaines et européennes au total, préfèrent rester discrètes sans, cependant, démentir les informations publiées à Washington.

Il ne s'agit pas, en la circonstance, d'une participation de l'Aérospatiale, de Thomson ou de Matra, du côté français, au programme américain de « guerre des étoiles », tel qu'il a été défini par le président Ronald Reagan sous le vocable d'initiative de défense stratégique (IDS), qui vise à instaurer, dans l'espace, un bouclier contre les missiles intercontinentaux soviétiques. Néanmoins, le projet conçu par l'armée de terre américaine, qui gèrera les contrats, a été lancé en accord avec l'organisation SDIO (Strategic Defense Initiative Organization), dirigée, aux Etats-Unis, par le général James Abrahamson.

Un compromis avec l'IDS

Le programme en question, qui porte sur quelques dizaines de millions de dollars, consiste à étudier ce que les spécialistes appellent l'« architecture » d'un système européen antimissile. Cette étude conceptuelle, très en amont de toute réalisation éventuelle, a pour objet, par des simulations de systèmes et

par la définition des logiciels adéquats, d'établir un plan cohérent qui jettera, ultérieurement, les bases d'un armement défensif contre les missiles tactiques soviétiques autres que les batteries SS-20.

Connu sous le sigle ATBM (anti-tactical ballistic missile), ce programme d'armement, s'il voit le jour, vise à pouvoir s'opposer, depuis le sol où il serait basé, à l'attaque des missiles SS-21, SS-22 et SS-23 du pacte de Varsovie, qui sont de fabrication soviétique et qui portent, indifféremment, des charges classiques ou chimiques, voire nucléaires. Mais le programme ATBM peut être aussi conçu pour neutraliser des missiles de bombardiers, à basse altitude, ou des missiles de croisière qui seraient dirigés par l'URSS contre les pays européens de l'alliance atlantique. Tel quel, l'ATBM n'est pas contraire au traité américano-soviétique qui limite le déploiement des missiles antimissiles puisque ce texte n'a pas été signé par les Européens et qu'il concerne la défense contre les seuls missiles intercontinentaux.

En lançant son appel d'offres, l'armée de terre américaine a deux préoccupations : rejoindre le souhait de certains Européens de disposer d'une défense antimissile tactique et protéger, du même coup, ses propres installations « sensibles » en Europe.

L'initiative de l'armée de terre américaine a été retardée pendant quelques mois. On en attendait le lancement au début de cette année. Il semble, en effet, qu'un désaccord a opposé, aux Etats-Unis, le général Abrahamson, appliqué à étendre les recherches confiées à la SDIO, à M. Richard Perle, responsable des questions de sécurité internationale au Pentagone, probablement plus soucieux de ne pas mettre Washington trop en avant dans cette affaire qui doit apparaître comme relevant des Européens.

Aujourd'hui, la précision des informations publiées par *Aviation Week and Space Technology* donne à croire que l'armée de terre américaine a su trouver un compromis. Le général Bernard Rogers, commandant suprême des forces alliées en Europe, le confirme indirectement, en estimant, comme il l'a déclaré récemment à son PC de Mons, en Belgique, qu'il existe des liens entre l'IDS et le projet européen ATBM : il s'agit de deux technologies qui se

font des apports mutuels au-dessus de l'océan Atlantique. C'est la raison pour laquelle l'armée de terre américaine agit, en la matière, par délégation du SDIO, et que les industriels français concernés ont été rendus libres de mener leur propre politique commerciale à la condition, cependant, de respecter les réserves habituelles du gouvernement sur les partages technologiques.

Neuf équipes internationales

L'étude d'architecture qui sera donc menée est une étude européenne, une réflexion sur l'état de la menace à l'échelle du théâtre européen des opérations et une analyse des parades possibles dans un cadre régional pour le décennie post-1990. Pour cette phase de définition, les services américains ont fait appel à des entreprises européennes qui ont constitué des équipes. Ainsi, Matra a fait alliance avec des sociétés britanniques, italiennes et ouest-allemandes, sous la responsabilité d'un chef de file, la firme américaine Hughes Ground Systems Group. De leur côté, l'Aérospatiale et Thomson ont créé un « partenariat » à trois, avec la société américaine TRW dont le siège est à Los

Angeles et qui est spécialisée dans l'intégration de systèmes complexes, dans les techniques de simulation et dans les affaires spatiales pour le compte de la NASA. Cette société TRW est l'un des six premiers contractants, par le montant des crédits déjà reçus ou en cours d'attribution, de l'organisation SDIO.

Selon *Aviation Week and Space Technology*, neuf équipes internationales sont susceptibles, à l'heure actuelle, d'entrer en compétition pour répondre à l'appel d'offres de l'armée de terre américaine, soit de l'ordre d'une cinquantaine de sociétés.

Le fait que chacune des équipes en cours de constitution de l'Europe, de l'Amérique du Nord, du Japon, des Britanniques, des Allemands, des Français, des Italiens et des Suédois, à commencer par les Français, les Allemands et les Britanniques, à lancer une étude commune à partir de leurs besoins spécifiques d'une défense aérienne, dit « élargie », ou d'une « initiative de défense européenne » (IDE), comme ses partisans l'avaient baptisée, « Des rapprochements sont aujourd'hui esquissés, dit un industriel français impliqué, et tout le monde est désormais dans une grande et même corbeille ».

JACQUES ISNARD.

Au conseil des ministres

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 16 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **ARMEMENT.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Pierre Vitry et Paul Le Febvre de Saint-Germain ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean-Luc Giovacchini, François Boccheciampe et Guy Le Lan. Sont nommés : directeur de l'électronique et de l'information, l'ingénieur général de première classe Pierre Givaudon ; directeur de l'établissement technique central de l'armement à Arcueil, l'ingénieur général de première classe Pierre Capot ; chef des services techniques des constructions et armes

navales, l'ingénieur général de première classe Robert Roux ; directeur de l'atelier de construction de l'Arbre, l'ingénieur général de première classe Jean Benetou ; chargé de mission auprès du directeur du Groupement industriel des armements terrestres, l'ingénieur général de deuxième classe Marc Deforneux.

● **TERRE.** — Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Christian Moreau ; adjoint au général commandant la 11^e division militaire territoriale, le général de brigade Pierre Labbé. ● **AIR.** — Est nommé directeur central du matériel de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Maurice Woilain.

Le retour des cosmonautes soviétiques

Cent vingt-cinq jours dans l'espace

Les cosmonautes soviétiques Leonid Kizim et Vladimir Soloviev, qui étaient en orbite depuis le 13 mars, ont regagné la Terre, mercredi 16 juillet, à 14 h 34 heure française. Au cours de ce vol de cent vingt-cinq jours, les soviétiques ont multiplié les sorties dans l'espace et accompli nombre de travaux propres à préparer ce que seront les stations spatiales habitées de demain. Ils ont d'autre part, fait la navette entre la toute nouvelle station orbitale Mir, à bord de laquelle ils ont passé le plus clair de leur temps, et l'ancienne station Salout-6, objet de bien des records dans l'espace. Avec ce nouveau vol, Leonid Kizim et Vladimir Soloviev, dépassant, en temps cumulé, le record du plus long séjour dans l'espace — 361 jours 21 heures et 4 minutes — détenu par leur compatriote Valeri Riomine. Mais Kizim est désormais l'homme qui, en plusieurs missions, a passé le plus de temps dans l'espace, soit : 374 jours 17 heures et 59 minutes.

● **Accident mortel en delta-plane.** — Max Lobert, trente-six ans, a trouvé la mort, mardi 15 juillet, lors d'un vol en delta-plane à Hautville-Gondon (Savoie). Selon les témoins, l'accident a été causé par de fortes rafales provoquant un décrochage de l'appareil.

● **« Black War » contre un hussier.** — Dans un communiqué reçu au Monde mercredi 16 juillet, un groupe « Black War » revendique la responsabilité d'une explosion suivie d'un incendie survenu chez un hussier, rue de Richelieu à Paris (2^e), samedi 12 juillet. Le groupe revendique aussi un autre attentat commis, selon le communiqué, « vendredi 3, rue des Immeubles-Industriels (11^e), premier étage G, contre un groupuscule intégriste ». « Black War » affirme assumer ainsi la responsabilité de ces « 8^e et 9^e attentats ». Le communiqué ajoute : « Nous rappelons (...) que nous sommes né [sic] après l'agression des terroristes de l'Etat contre Graciano, et qu'après l'assassinat de Loïc Leferve, l'heure de la réclamation a sonné ». « Black War » avait revendiqué, il y a un mois, un attentat à Paris contre le siège de la société des cigarettes Rothmans (le Monde du 25 juin).

MARC AMBROISE-RENDU.

L'affaire du Carrefour du développement

Le gérant d'une société porte plainte contre MM. Nucci et Chalié

M. Philippe Leroy, gérant de la SOCOTRA, société de transit qui était en relation avec l'association Carrefour du développement, vient de porter plainte contre l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci ; contre l'ancien chef de cabinet de celui-ci, M. Yves Chalié, et contre X pour « détournement de fonds publics, escroquerie et association de malfaiteurs ».

Déposée la semaine dernière, cette plainte avec constitution de partie civile, devrait donner lieu, si le plaignant s'acquiesce de la consignation requise, à l'ouverture d'une nouvelle information — la quatrième — dans l'affaire du Carrefour du développement.

La plainte de M. Leroy a de quoi surprendre. La SOCOTRA avait, jusqu'ici, été citée, en effet, dans le cadre des surfacturations ayant permis l'évasion des fonds publics de Carrefour du développement vers une destination finale encore largement inconnue. Selon nos informations, la Cour des comptes a retrouvé plusieurs chèques pour un montant de plus de 6 millions de francs versés à la SOCOTRA par l'association entre octobre 1984 et janvier 1985.

Immatriculée le 5 novembre 1984 au registre du commerce de Paris, la SOCOTRA — dont on ignore si elle est aujourd'hui en liquidation de biens — avait pour objet le négoce, le courtage et le transit international.

Un moine bénédictin devient archevêque de Vienne

Le pape a nommé, le mercredi 16 juillet, Mgr Hermann Groer archevêque de Vienne, en Autriche. Le siège était vacant depuis l'acceptation de la démission, le 16 septembre 1985, du cardinal Franz Koenig. Archevêque de Vienne pendant près de trente ans, celui-ci avait joué un grand rôle pendant le concile, dans le développement des relations entre le Vatican et les pays de l'Est, et dans l'élection du cardinal Wojtyla en 1978.

Mgr Groer est né le 13 octobre 1919 à Vienne, où il a étudié la philosophie et la théologie, avant d'être ordonné en 1942. Il a servi comme aide médical dans la Luftwaffe jusqu'en 1943.

Entré chez les bénédictins, ce moine est devenu, en 1952, directeur d'un petit séminaire à Hollabrunn, à

30 kilomètres au nord de la capitale autrichienne. C'est là qu'il a commencé à travailler à la restauration du site de Roggendorf, où se trouve un portrait de la Vierge du quinzième siècle. En 1970, il devient directeur du lieu de pèlerinage désormais appelé Maria Roggendorf. Il est également responsable du mouvement de la Légion de Marie.

C'est lors d'un pèlerinage à Roggendorf que l'ancien archevêque de Cracovie, le futur Jean-Paul II, très attaché au culte de la Vierge, avait fait la connaissance de ce moine, totalement inconnu en Autriche, qui s'est déclaré « aussi surpris que tout le monde » par sa nomination à l'archevêché de Vienne, siège cardinalice.

SPORTS

Le Tour de France cycliste

Péché d'orgueil

Coup de théâtre sur la route du Tour de France. Au cours de la treizième étape, Pau-Luchon-Superbagnères, marquée mercredi 16 juillet par une longue échappée de Dominique Arnaud, premier au Tourmalet, Bernard Hinault, coureur d'instinct, conscient de sa supériorité, a déclenché, pour la deuxième fois en deux jours, une offensive de grande envergure. Mais, contrairement à ce qui s'était produit la veille, il a échoué dans sa tentative et perdu près de cinq minutes sur son équipier Greg Lemond, tout en conservant le maillot jaune. Cet épisode spectaculaire relance l'épreuve, alors que Laurent Fignon a abandonné.

LUCHON de notre envoyé spécial

A ses multiples atouts, Bernard Hinault ajoute aussi le bluff. C'est bien dans son style. Mais quand on se livre à des parties de vélo-poker, on ne gagne pas à tous les coups. Mardi, à travers le Pays basque, il avait surpris ses adversaires... et ses équipiers par une attaque d'une extrême violence, qui désintégra le peloton. A-t-il estimé qu'il fallait profiter de la conjoncture pour réduire les derniers litres de résistance et anéantir l'opposition sans attendre ? Tout porte à le croire. Cette fois, pourtant, il s'est « planté ». Ce sont les risques du jeu.

Pour la plupart des observateurs, sa longue échappée entre le Tourmalet et la rampe de Superbagnères n'était pas un coup de poker. C'était un coup de folie. Dicté par l'orgueil, le goût du panache, la volonté de se battre. Et d'une rare imprudence. La note est sévère : 4 mn 39 s perdues sur Greg Lemond. Une marge de sécurité réduite à 40 secondes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le détenteur du maillot jaune a effectué un mauvais choix. Au lieu de se reposer sur une avance rassurante, il s'est lancé dans l'inconfort. Il a surtout permis à plusieurs de ses rivaux, archidominés la veille, de reprendre leur souffle et de recouvrer leurs ambitions.

La présence américaine

Résultat inattendu, comparé au bilan de la journée précédente. Mais on sait que le cyclisme n'est pas toujours une science exacte. La réalité y dépasse quelquefois la fiction. Ainsi, l'incontestable numéro un du peloton a été devancé sur les hauteurs de Superbagnères par dix coureurs, dont Rooks, Pino, Clavey-

rolat, qui démontre à nouveau ses talents de grimpeur. Ce classement n'est cependant pas conforme à la hiérarchie actuelle.

La fausse manœuvre de Bernard Hinault a rendu le Tour à ses incertitudes et Greg Lemond à ses espérances. Elle fait ressurgir les rivalités inavouées qui existent au sein de l'équipe de la Vie Claire. Le champion des Etats-Unis croit maintenant à ses chances de rapporter le maillot jaune sur les Champs-Élysées. S'il éprouve une grande admiration et une profonde estime à Hinault, il le considère à la fois comme un partenaire et comme un concurrent. De toute évidence, le fétichisme du Français l'a stimulé. Il fallait voir avec quel enthousiasme, avec quelle allégresse il pédalait, hier après-midi, vers la victoire, tandis que le Blaireau se surpassait pour limiter son retard.

Événement remarquable : Lemond se détache, avec l'aide de son compatriote Andrew Hampsten. Deux Américains en tête à quatre kilomètres de l'arrivée d'une étape de montagne du Tour de France... Il s'agit là d'un fait sans précédent, qui s'inscrit dans le phénomène de mondialisation du sport cycliste.

J.A.

TOUR DE FRANCE MASCULIN PAU-LUCHON (186 km) (Treizième étape)

1. Lemond, 6 h 6 mn 37 s (moyenne : 30,40 km/h) ; 2. Millar, à 1 mn 12 s ; 3. Zimmermann, à 1 mn 15 s ; 4. Herrera, à 1 mn 51 s ; 5. Hampsten, à 2 mn 20 s ; 6. Claveyrolat, à 3 mn 43 s ; 7. Rooks, à 3 mn 47 s ; 8. Fignon, à 3 mn 55 s ; 9. Cabrera, à 4 mn 5 s ; 10. Delgado, à 4 mn 30 s ; 11. Hinault, à 4 mn 39 s.

Classement général : — 1. Hinault, 57 h 47 mn 45 s ; 2. Lemond, à 40 s ; 3. Zimmermann, à 2 mn 58 s ; 4. Millar, à 3 mn 32 s ; 5. Delgado, à 6 mn 48 s ; 6. Hampsten, à 8 mn 26 s ; 7. Herrera, à 9 mn 8 s ; 8. Rooks, à 12 mn 56 s ; 9. Claveyrolat, à 13 mn ; 10. Wimmer, à 15 mn 19 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ St-MARIE-DE-CAMPAN-LUCHON (57,5 km) (Sixième étape)

1. Maria Canins (It.), 1 h 50 mn 56 s ; 2. Thompson (E-U), à 1 mn 57 s ; 3. Longo (Fr.), à 5 mn 7 s ; 4. Schumacher (RFA), à 5 mn 44 s ; 5. Heppie (Aua.), à 6 mn 32 s ; 6. Simonnet (Fr.), à 7 mn 3 s ; 7. Damiani (Fr.) ; 8. Lafargue (Fr.) ; 9. Rogers-Dunning (E-U) ; 10. Rauscher (Fr.) ; 11. Bonnorot (Fr.) ; 12. Greenwood (G-B), m.l.

Classement général : — 1. Maria Canins (It.), 12 h 10 mn 8 s ; 2. Thompson (E-U), à 3 mn 23 s ; 3. Longo (Fr.), à 8 mn 24 s ; 4. Simonnet (Fr.), à 8 mn 52 s ; 5. Lafargue (Fr.), à 9 mn 7 s ; 6. Schumacher (RFA), à 10 mn 11 s ; 7. Westher (Su.), à 10 mn 35 s ; 8. Bonnorot (Fr.), à 11 mn 26 s ; 9. Rogers-Dunning (E-U), à 11 mn 37 s ; 10. Damiani (Fr.), à 11 mn 53 s.

CAHEN & 43-26-74-52

BERTEIL SOLDES

drouot

En revanche, les loubards de banlieue qui, à coups de carabine, de pavé ou même au volant de voitures volées, pulvérisent cinq mille glaces par an dans les abris en région parisienne sont la terreur de la société Decaux. Mais les bandes qui fracturaient les sanisettes pour voler la même monnaie et les publicistes, qui incendièrent plusieurs panneaux publicitaires lors de leur apparition, avaient des motifs bien précis, comme pour les mille deux cent cinquante parcmètres et horodateurs qui sont forcés chaque mois.

Cent francs par an

Le vandalisme le plus dévastateur est celui qui frappe les trois mille cabines téléphoniques de Paris. A la fin de l'an dernier, 80 % d'entre elles étaient indisponibles. Or dans 87 % des cas, la détérioration ne provenait pas d'une tentative de vol. On a donc invoqué la baisse de la moralité et le laxisme des autorités. Des chercheurs ont essayé de comprendre. Ils ont comparé l'attitude des Parisiens avec celle des habitants d'Angers et de Cholet. Ils ont constaté que lorsqu'il y a une peur pour une raison quelconque — ce qui est fréquent — 70 % des Pari-

Les déprédations du mobilier urbain de la capitale coûtent 200 millions de francs chaque année

(Suite de la première page.)

Les jardiniers de Paris passent une partie de leur temps à réparer les dégâts dans les squares mais ils accusent autant les chiens que les personnes. Et parmi ces derniers, on trouve en majorité des « dépiqueurs » de plantes, des joggeurs zigzaguant qui préparent le marathon et des footballeurs en culottes courtes. On ne saurait sans forcer le mot accuser de vandalisme les Maghrébins de la Goutte d'or qui coupent des branchettes dans les jardins d'alentour pour s'en faire des brochettes.

En revanche, les loubards de banlieue qui, à coups de carabine, de pavé ou même au volant de voitures volées, pulvérisent cinq mille glaces par an dans les abris en région parisienne sont la terreur de la société Decaux. Mais les bandes qui fracturaient les sanisettes pour voler la même monnaie et les publicistes, qui incendièrent plusieurs panneaux publicitaires lors de leur apparition, avaient des motifs bien précis, comme pour les mille deux cent cinquante parcmètres et horodateurs qui sont forcés chaque mois.

Cent francs par an

Le vandalisme le plus dévastateur est celui qui frappe les trois mille cabines téléphoniques de Paris. A la fin de l'an dernier, 80 % d'entre elles étaient indisponibles. Or dans 87 % des cas, la détérioration ne provenait pas d'une tentative de vol. On a donc invoqué la baisse de la moralité et le laxisme des autorités. Des chercheurs ont essayé de comprendre. Ils ont comparé l'attitude des Parisiens avec celle des habitants d'Angers et de Cholet. Ils ont constaté que lorsqu'il y a une peur pour une raison quelconque — ce qui est fréquent — 70 % des Pari-

siens secouent l'appareil contre 42 % des provinciaux. Mais lorsque le téléphone ne restitue pas la pièce, alors 91 % des habitants de la capitale se mettent à cogner, tandis que plus de moitié des usagers de Cholet et d'Angers restent calmes.

Quand on sait que les cabines parisiennes, très utilisées, sont pas souvent hors service que par tout ailleurs, on comprend que les Parisiens, toujours pressés, détériorent les appareils récalcitrants par énervement.

Sanisettes fortifiées

On ne doit pas pour autant nier la réalité du vandalisme : trente-huit mille sièges sont lacérés chaque année, dans le métro, sans aucune raison apparente. Leur réparation grève le budget de la RATP de 20 millions de francs. Au total, si l'on additionne les coûts du vandalisme avancés par les différents services parisiens — services municipaux, société J.-C. Decaux, RATP, SNCF, télécommunications, etc. —, la facture peut atteindre 200 millions de francs cette année. Menue délinquance, incivisme, négligence et impatience contiennent donc annuellement un milliard de 100 francs à chaque Parisien.

Qui sont les fauteurs de ces dépenses ? Ils sont fort mal connus, parce que rarement pris sur le fait. Les études américaines, plus poussées qu'en Europe, montrent que ce sont à 90 % des gars de moins de vingt-cinq ans. Tous les adolescents, quels que soient leur résidence, leur milieu et leur nationalité paraissent tentés par la dégradation gratuite. Ils s'attachent de préférence au sursatisme public et s'acharnent sur ce qui a déjà subi un début de destruction. Tous les professionnels savent que laisser un jardin, un

abribus ou un téléphone abîmé plus de quelques heures, c'est risquer de le trouver complètement dévasté deux jours plus tard.

Les vandales sont la hantise de tous les services de surveillance. Que ce soit dans les couloirs d'HLM, dans les squares ou dans les cabines téléphoniques, des équipes spéciales les guettent et les pourchassent, sans grand succès jusqu'ici. On préfère donc les décourager en cloisonnant à nouveau les jardins, en transformant les sanisettes en mini-blockhaus, en blindant les téléphones, en montant des vitres incassables sur les panneaux les plus précieux et en étudiant des peintures anti-graffitis. Paris est la première ville de France à bénéficier de nouvelles cabines plus solides, plus fiables, pour celles qui sont à carte et qui ne contiennent plus aucune monnaie.

Les vraies solutions sont évidemment d'ordre pédagogique et social. Mieux inculquer aux écoliers les règles élémentaires du civisme et leur apprendre à respecter la nature entraîneraient de belles économies.

Mais aussi l'adaptation des équipements urbains aux vrais besoins des citoyens serait une solution de simple bon sens. Chaque fois qu'ils ouvrent un nouveau parc, les jardiniers de la Ville de Paris s'efforcent de prévoir, non loin de là, un espace pour les jeux de ballon. Enfin, la participation des citoyens à l'organisation de leur quartier serait la meilleure des préventions. Les espaces et les objets publics qu'une population s'est appropriés sont tout naturellement défendus contre le vandalisme. Ce qui revient à combattre l'anonymat des villes, l'isolement de leurs habitants, et à démocratiser la gestion publique. Vaste programme...

MARC AMBROISE-RENDU.

Economie

TRANSPORTS

La déréglementation des transports aériens

People Express rentre dans le rang

On ne remplit plus les avions avec les porteurs de sac à dos, et les grandes compagnies ont profité de la déréglementation pour baisser leurs tarifs. D'où les difficultés de People Express, symbole du transport aérien bon marché.

WASHINGTON
de notre correspondant

La compagnie finira peut-être par survivre, mais le symbole qu'elle était devenue People Express est déjà mort. C'était l'avion des fauchés dans lequel on montait avec ses sandwiches car personne ne vous y nourrissait, l'autocar des airs auquel on pardonnait tout car ses prix étaient un don du ciel — et l'on y posait maintenant des cloisons à l'abri desquelles on installe une première classe, avec fauteuils en cuir.

Le tête-à-tête que est si brutal que les meilleurs financiers ne savent plus s'ils doivent admirer ou se dégoûter sur l'heure. Leur seule certitude est qu'ils seront fixés sous quelques mois car Donald Burr, l'inventeur, fondateur et patron de People Express, a un an au maximum pour sauver l'entreprise qu'il a été à deux doigts de purement et simplement vendre à Texas Air, il y a quelques jours. Après de longues hésitations, il a finalement choisi de ne pas encore jeter le gant et de seulement rétroceder à United Airlines, le

deuxième transporteur américain, une filiale acquise sept mois plus tôt, Frontier Airlines, qui dispose, à partir de Denver, d'un important réseau sur l'Ouest.

Cette session a laissé People Express avec 190 millions de dollars en caisse pour tenter de surmonter une crise qui est le fruit direct de son succès et qui a fait retomber à 5 dollars la valeur de son action, contre 10 en février et 26 il y a trois ans, lorsque rien ne semblait devoir arrêter Donald Burr.

A cette époque, People Express était en effet la compagnie qui, trois ans après sa création au printemps 1981, était passée de trois avions et de deux cent cinquante employés à soixante appareils et quatre mille salariés, c'est-à-dire la plus rapide croissance jamais enregistrée dans le transport aérien.

Accueillie au démarrage avec le plus grand scepticisme, la recette mise au point par Donald Burr reposait sur quelques idées simples mais neuves. Utiliser, premièrement, pour centre de son réseau l'aéroport de Newark, qui présentait le double avantage d'être situé dans la région new-yorkaise et d'être demeuré jusqu'à l'ignoré des compagnies en place car jugé trop à l'écart du centre-ville. Proposer, ensuite, des tarifs hors concurrence en faisant le pari de supprimer tout autre service à la clientèle que le transport lui-même et de faire payer tout en supplément, de l'enregistrement des bagages à la tasse de café. Jouer la carte, en troisième lieu, de la descente de villes moyennes et largement ignorées par les grands transporteurs. Tablier, enfin, sur l'apport du dynamisme et de l'efficacité que susciterait la mise en place d'un système de participation dans lequel chaque employé se sentirait responsable de son travail.

Particulièrement élaboré et objet d'une permanente attention de Donald Burr, ce système est fondé sur l'intéressement aux bénéfices, l'acquisition obligatoire par chaque employé d'un minimum de cent actions proposées à un prix réduit, et sur une mobilité au sein de l'entreprise, permettant à chacun de se familiariser avec tous les aspects du transport aérien, et donc, de pouvoir être responsable de tout.

La revanche des « grands »

Cette approche a ses côtés folkloriques. Chacun est ainsi « manager », « manager de vol » et non pas pilote ou « manager du service clients » et non pas hôteesse. L'esprit d'entreprise est poussé si loin que l'on est vivement encouragé à sortir ensemble ou à partager des appartements lorsqu'on est célibataire.

La clientèle, où se côtoyaient, en nombre particulièrement élevé, les jeunes et les retraités, fermait les yeux sur l'extrême difficulté à faire une réservation téléphonique, sur les queues effroyables aux guichets d'enregistrement ou sur les bagages qui ne vous rejoignaient, après de longs périples, qu'à la fin de vos vacances.

On prenait ses risques et on les acceptait, jusqu'au jour où, passés les chocs les plus violents qu'avaient infligés la déréglementation de 1978

à leur petit club tranquille, les grandes compagnies ont commencé à réagir. Narguées jusque dans leurs fiefs (les grands aéroports de Chicago ou Dallas, par exemple), elles ont progressivement cassé elles-mêmes leurs prix, mais en utilisant une arme redoutable et inaccessible à People en raison de la faiblesse de ses ordinateurs : les conditions spéciales de réservation, date, durée du séjour, ou âge.

Parallèlement, People avait vu ses coûts significativement monter au fur et à mesure que ses activités se développaient, car, plus il y avait de clients, plus il fallait d'avions et de personnel qui restaient chroniquement sous-employés en dehors des grandes périodes de déplacements d'agrément. Troisième difficulté : si la légèreté de l'encadrement pouvait être compensée, dans les débuts, par la bonne volonté de tous, les flottements sont devenus, par la suite, d'autant plus sérieux que, les cours de l'action dégringolant après s'être envolés, les bas salaires étaient moins bien acceptés.

Le moral de l'entreprise s'effritait ainsi au moment où la concurrence se ressaisissait, et tandis que l'endettement s'alourdissait, Donald Burr, l'ancien de la Harvard Business School, le prodige acclamé de l'esprit d'entreprise, était à la classique tentation de la fuite en avant. Après l'acquisition de Frontier puis de deux autres transporteurs régionaux, on en était à plus de 9 000 salariés et 203 appareils volant vers 145 villes, dont Londres et Bruxelles, et People était devenu le cinquième transporteur américain.

A cette taille, les porteurs de sac à dos et petit porte-monnaie ne suffisent plus. Un problème d'identité se pose aussi car les trois compagnies rachetées ces derniers mois avaient, elles, des identités parfaitement classiques, qui n'étaient nullement disposées à payer leur café sur leurs vols de correspondance et encore moins sur les parcours auxquels elles étaient fidèles depuis des années.

Bref, People s'engage dans la voie de la normalisation totale, ou du moins une tentative car, comme le déclarait récemment au *New York Times* un analyste de Wall Street, il reste à voir « si un léopard peut se dévêtir de ses taches ». Ces taches n'existent pas, mais en attendant, de regroupements en régénérations, le transport aérien américain n'aura bientôt plus à trop se soucier des casseurs de prix.

La déréglementation a presque fini de modeler les nouveaux mastodontes qui imposeront leur loi, pour quelques décennies probablement.

BERNARD GUETTA.

SOCIAL

La crise des chantiers navals

Des ouvriers de la Normed se heurtent aux forces de l'ordre à La Ciotat

Des incidents ont eu lieu, mercredi 16 juillet, à La Ciotat, où un millier d'ouvriers de la Normed se sont heurtés, parfois violemment, aux forces de l'ordre. Des boîtes de paella ont été incendiées devant l'hôtel des Impôts. Pour sa part, M. Arthur Pascht, député (PR) du Var, vice-président du conseil général et délégué aux affaires économiques, a déclaré à notre correspondant Guy Porte : « Le plan Madelin me paraît très intéressant, mais il peut réussir ou échouer, en fonction des conditions de son application. Si l'on ferme brutalement les chantiers, s'il n'y a pas de mesures intermédiaires permettant de poursuivre temporairement une activité de construction, il est certainement voué à l'échec. Il aura coûté très cher, en pure perte. Une cessation immédiate de l'exploitation engendrerait, en effet, inévitablement un climat social très tendu qui découragera tous

les investisseurs, quels que soient les avantages offerts (...). D'autre part, il n'y a pas que les incitations fiscales à prendre en compte pour attirer les industries nouvelles. Pour le moment, nous ne sommes même pas prêts à accueillir des entreprises qui voudraient venir s'installer à La Seyne et dans le Var, puisque nous n'avons pas suffisamment de terrains à mettre à leur disposition. Nous avons donc besoin d'un répit. »

Enfin, la CGC s'est déclarée « d'accord sur l'analyse générale de la construction navale faite par M. Madelin, et est prête à ouvrir des négociations pour la reconduction de la convention sociale ». Elle demande, à propos de la Normed, des précisions à M. Madelin, notamment sur la prime de départ de 200 000 F.

La Commission de Bruxelles veut mieux contrôler les aides nationales

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Halte au laxisme. Il est grand temps de mettre fin « aux surenchères ruineuses à coups de subventions pour obtenir des commandes ». Tel est le sens des orientations arrêtées le mercredi 16 juillet par la Commission européenne sur le régime des aides d'Etat aux chantiers navals. Pour la période 1987-1991, Bruxelles invite les Douze à adopter des critères stricts pour l'octroi des subventions à la production et à la modernisation, avec l'objectif d'aboutir à terme à la viabilité des entreprises.

La législation communautaire actuellement en vigueur arrive à échéance au 31 décembre prochain. Conçue pour restaurer la compétitivité de l'industrie navale européenne, l'encadrement des aides n'a pas résisté à « l'évolution du marché », et, du coup, « les objectifs officiels de 1981 n'ont été que très partiellement atteints ». Une manière comme une autre de dire que l'opération a largement échoué.

Alors que les aides consenties par les Trésors nationaux aux chantiers navals représentent « une charge de plus en plus inacceptable », la Commission manifeste son intention d'obtenir une plus grande transparence des systèmes de soutien. A cette fin, Bruxelles propose de limiter les subventions à la production à la différence entre les coûts des

chantiers européens les plus compétitifs et les prix pratiqués par leurs concurrents japonais et coréens. Les responsables communautaires précisent que les aides ne devront être octroyées qu'aux entreprises « ayant une réelle perspective de retrouver une vraie compétitivité ».

S'agissant des aides à la reconstruction, la commission suggère de les autoriser dans deux cas de figure : soit lorsqu'elles sont octroyées pour la fermeture d'installations, soit quand elles accompagnent des investissements destinés à l'innovation, mais n'entraînant pas une augmentation des capacités. Jusqu'ici, les subventions d'Etat n'ont pas répondu à des critères communautaires bien précis. Ainsi, en 1984, les aides à la production ont varié sensiblement d'un Etat membre à l'autre : Belgique, 17 % ;

Allemagne fédérale, 11,45 % ; France, 11,5 % à 12,5 % ; Pays-Bas, 10,5 % ; Royaume-Uni, 8 % à 12 %.

Les chiffres disponibles à la commission font apparaître que les subventions à la reconstruction varient également : de 10 % à 13 % selon les pays du montant de l'investissement.

Les milliards engloutis au cours de la dernière décennie n'ont pas empêché la déconfiture de la construction navale européenne qui a vu baisser sa production de 5,1 millions de tonnes en 1976 à 2 millions de tonnes en 1985. Elle a ainsi réduit ses activités de 60 % contre 22 % au Japon. A l'inverse, la Corée du Sud a augmenté sa part sur le marché mondial : de 3,5 % en 1980 à 11,5 % en 1985, pour 14,2 % pour la CEE.

MARCEL SCOTTO.

AFFAIRES

Un classement de « Business Week »

La baisse du brut n'affecte pas les profits des compagnies pétrolières

Dans les souvenirs des financiers, 1985 devrait rester une très bonne année. C'est ce que montre le magazine américain *Business Week*, dans son numéro daté du 21 juillet, en établissant le classement, par résultat, de mille entreprises dans soixante pays. Pour la troisième année consécutive, les profits des principales multinationales ont en effet atteint des sommets. Et ce, en dépit du fléchissement de la monnaie américaine perceptible seulement en fin d'année et qui a mis fin au boom des exportations qu'avait provoqué jusqu'à là le « superdollar ».

Au tableau d'honneur des profits, la première place revient à la pétrolière anglo-néerlandaise Royal Dutch-Shell avec 3,9 milliards de dollars de bénéfice, pour une baisse de 18 % par rapport à 1984. La baisse du dollar, tout comme celle des prix du pétrole (semblable à celle de fin d'année), n'empêche d'ailleurs pas les compagnies pétrolières de monopoliser les cinq premières places : derrière Shell viennent se classer la mexicaine Pemex (2,58 milliards de dollars), British Petroleum (2,05), la brésilienne Petrobrás (1,78) et Petroleos de Venezuela (1,47).

La première compagnie non-pétrolière n'arrive qu'en sixième position avec le japonais Toyota (1,41), dont les résultats 1985 sont cependant un peu faussés en raison d'un exercice fiscal s'achevant le 30 juin. Les chiffres 1985 ne tiennent donc pas compte des effets du renchérissement du yen fin 1985 et qui réduisent les profits de Toyota cette année.

Les places suivantes sont occupées par des entreprises de secteurs et de nationalités variés : le Banco Do Brasil est septième avec 1,37 milliard de dollars de bénéfices, British Telecom huitième (1,17), le britannique Bat Industries (tabac, papier) neuvième (866 millions) et Bell Canada Enterprises (téléphone) dixième (770 millions).

La première société française par les bénéfices n'arrive qu'en vingt-quatrième position : il s'agit d'ELF-Aquitaine (584 millions). Mais la France recouvre un record, dont elle se serait volontiers passée : celui d'avoir l'entreprise la plus déficitaire dans le classement de *Business Week* avec Renault et ses pertes de 1,2 milliard de dollars.

AGRICULTURE

Producteurs et négociants de maïs créent un « comité de crise »

L'accord conclu le 2 juillet entre la CEE et les Etats-Unis sur les importations de maïs et de produits dérivés en Espagne continue de susciter des vagues. Pour l'ensemble des organisations de la « filière maïs » qui viennent de constituer un comité de crise, il est clair désormais que cet accord constitue « une véritable brèche dans la politique agricole commune ». « S'il était appliqué tel quel, le maïs américain viendrait saturer le marché européen, et les prix du maïs français accuseraient alors une baisse insupportable pour les producteurs et l'ensemble de leurs partenaires », estime le comité de crise, qui précise que « c'est la totalité du marché céréalière qui devra subir les conséquences de cette mesure ». Les organisations membres du comité ont décidé « de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la défense d'une politique céréalière euro-

péenne et de se donner pour objectif de rétablir l'équilibre des marchés ».

Ce comité est composé de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM), la Fédération française des coopératives agricoles de céréales (FFCAC), la Fédération française du commerce des grains (FFCG), la Fédération nationale des producteurs de semences de maïs et de sorgho, l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales (UNCAC) et l'Union générale des coopératives agricoles françaises (UGCAF). Le comité attend, avant de décider des actions plus spectaculaires, la réponse que la Commission européenne doit donner vendredi 18 juillet au plan de sauvegarde proposé par l'AGPM.

REPÈRES

Cacao

Nouvel accord international pour une durée de cinq ans

Réunis depuis plus d'une semaine à Genève, pour mettre au point un accord international susceptible de prendre la suite de l'actuel accord, dont les modalités viennent à échéance en septembre prochain, les pays producteurs et consommateurs sont convenus le 16 juillet — à la cinquième tentative — d'un nouveau plan à cinq ans visant à stabiliser les cours de cette denrée. Ce nouvel accord porte sur le mécanisme d'ajustement des cours et sur le niveau des prix du cacao, lesquels devraient être compris dans une fourchette de 83 à 123 cents par livre sur la base d'un prix de référence de 103 cents par livre.

Pétrole

Accord irano-turc pour la construction d'un oléoduc

L'Iran et la Turquie viennent de signer un protocole d'accord pour la construction d'un oléoduc de la province pétrolière du Khuzistan au port turc d'Alexandrette, soit près de 2 000 kilomètres. Le pipeline coûterait 4,3 milliards de dollars, dont 2,5 fournis par l'Iran, selon l'agence de presse officielle de la République islamique IRNA. Cela devrait permettre à Téhéran de dépendre moins de ses ports du Golfe soumis à de fréquentes attaques irakiennes. Selon l'agence, la construction de cet oléoduc pour acheminer le gaz iranien vers l'Europe est aussi envisagée.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE RWANDAISE LIBERTÉ - COOPÉRATION - PROGRÈS AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le gouvernement de la République Rwandaise, représenté par Electrogaz, procède à un appel d'offres pour l'approvisionnement à Kigali des fournitures, objet du lot 3 du deuxième projet de l'alimentation en eau potable de Kigali.

Ce projet faisant l'objet d'un financement du Fonds africain de développement, la procédure d'acquisition des biens et services sera conforme aux règles de cette institution. En particulier, ne seront prises en considération que les entreprises des pays membres de la BAD ou contribuant au FAD.

CONSTANCE DES FOURNITURES

Le lot 3, fourniture des canalisations et accessoires et transport à Kigali, porte sur la fourniture de :

- 40 km canalisations en PVC pour branchement de diamètres 20, 25, 32 mm.
- 19 km canalisations en PVC de diamètres 63, 75, 90 et 110 mm.
- 18,8 km canalisations en fonte ductile de diamètres 150, 200, 300 et 500 mm.
- 3,5 km canalisations en fonte ductile à joints verrouillés de diamètre 600 mm.
- 1,35 km canalisations en fonte ductile à joints verrouillés de diamètre 300 mm.
- Les raccords et accessoires de robinetterie correspondants.
- 2 000 compteurs de branchement.

OBTENTION DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres pour un coût de 7 000 F français ou 1 000 dollars, (incluant les frais d'expédition) est disponible auprès de :

ELECTROGAZ
BP 357 Kigali - Rwanda
Tél. : 3660 ou 3666 - Téléc. : 591 ELGZ RW

Les renseignements peuvent être aussi obtenus auprès de l'ingénieur conseil :

SEURECA
6, rue Anatole-de-la-Forge, 75017 Paris
Tél. : 33 (1) 47-66-48-00 - Téléc. : 643 415 F

REMISE DES OFFRES

Les offres (1 original + 4 copies) rédigées en langue française devront parvenir au secrétariat permanent du Conseil des adjudications, ministère des finances, BP 158 à Kigali - Rwanda, au plus tard le mardi 30 septembre 1988 à 9 h.

Une copie de l'offre sera parallèlement envoyée au FAD (01 BP 1387 Abidjan, Côte d'Ivoire).

هذه امسة الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le montant des loyers émis par la société au cours des premier et deuxième trimestres de l'année 1986 est le suivant comparé à celui de 1985 :

	1985 (francs)	1986 (francs)
Premier trimestre	62 712 176	67 181 776
Deuxième trimestre	59 188 418	64 239 568
	121 900 594	131 421 344

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

GROUPE GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Le conseil d'administration de la Générale occidentale, qui s'est réuni le 11 juillet 1986, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1986.

Les comptes sociaux de la Générale occidentale ont fait apparaître au 31 mars 1986 un bénéfice net de 537 703 000 F contre 108 879 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice de la Générale occidentale pour l'exercice inclut un boni de liquidation important lié à la mise en liquidation des filiales anglaises du groupe, ce boni de liquidation n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

Le bénéfice net consolidé du groupe Générale occidentale s'est élevé pour cet exercice à 436 721 000 F contre 329 083 000 F en 1983-1984. Après déduction de la part revenant aux actionnaires minoritaires, la part du groupe dans le bénéfice net consolidé a atteint 392 022 000 F contre 263 489 000 F pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires la distribution d'un dividende net de 22,00 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 11,00 F, soit un revenu global de 33,00 F par action contre 27,75 F pour l'exercice précédent.

L'exercice précédent. Ce dividende pourra, au choix de l'actionnaire, être payé en totalité, soit en numéraire, soit en actions.

COMPAGNIE OCCIDENTALE FORESTIÈRE

Le conseil d'administration de la Compagnie occidentale forestière, qui s'est réuni le 11 juillet 1986, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1986.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice, qui représente les ventes des produits de la forêt et de la scierie, s'est élevé à 176 373 000 F. Le bénéfice net consolidé a atteint 12 034 000 F et la marge d'autofinancement 23 729 000 F.

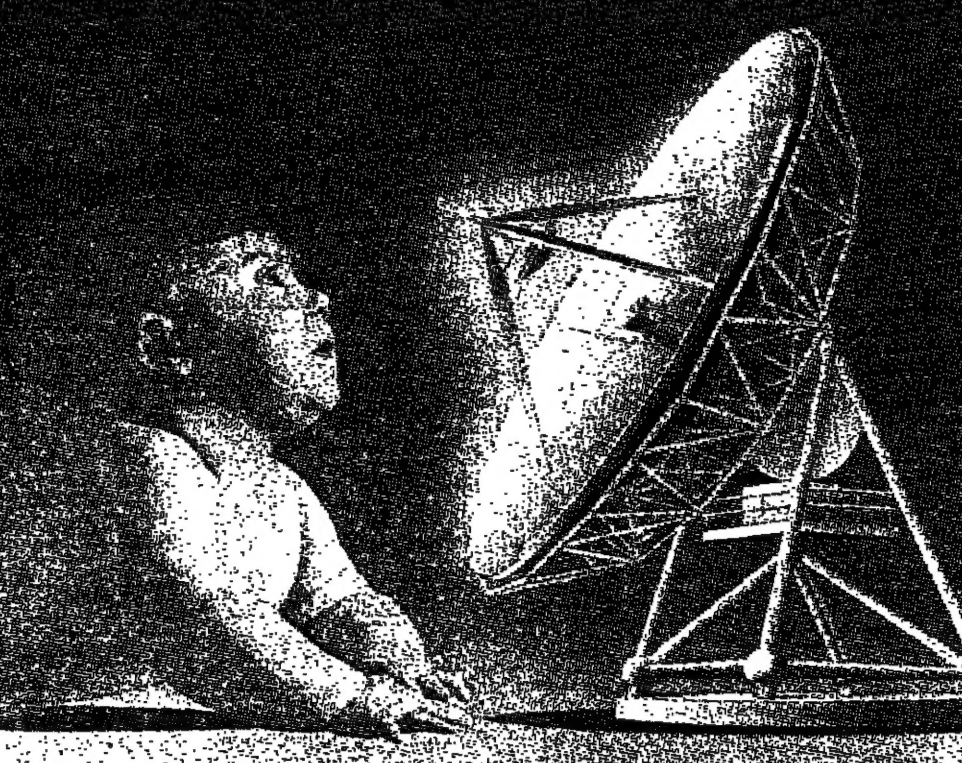
Les comptes non consolidés de la Compagnie occidentale forestière se sont élevés sur un bénéfice net de 166 412 91 F.

Comme il a été exposé lors de l'introduction en Bourse de la société et compte tenu de la capacité d'autofinancement consolidé, il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires le versement, par voie de remboursement d'apport, d'une somme de 1,00 F par action, prélevée sur la prime d'émission.

Ce versement, qui sera exempté de l'impôt sur le revenu, ne donnera donc pas lieu à avoir fiscal.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

EMPRUNTS CNT : INVESTISSEZ DANS LA COMMUNICATION DE DEMAIN



CNT

Un des meilleurs réseaux téléphoniques du monde, une avance considérable dans le domaine du vidéotex (2 millions de Minitel fin 1986), la conquête de l'espace mondial de la communication par satellites (Telecom I)... Voilà quelques uns des grands succès de Télécommunications ces dernières années. La CNT, établissement public sous la tutelle du Secrétariat d'Etat chargé des P.T., a participé au financement de cet essor spectaculaire. En diffusant ses emprunts dans le public, elle contribue à trouver les capitaux nécessaires aux gigantesques et prometteurs investissements de cette industrie de pointe française : pour maintenir son avance technologique dans les domaines de la télématique, des réseaux câblés et des satellites de communication, pour accroître la compétitivité de ses produits à l'étranger, pour parfaire la qualité du service offert aux usagers...

Pour financer ces ambitieux programmes, la CNT lance de nouveaux emprunts publics accessibles à tous ceux qui pensent que le marché de la communication sera, demain, un des marchés les plus rentables. Alors, investissez dès aujourd'hui dans la communication de demain.

EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Prix d'émission : le pair soit 5000 F par titre.
Durée : 10 ans - Date de jouissance et de règlement : 28 juillet 1986 - Intérêt : 90 % du T.M.O. - Taux minimum : 5,5 % - Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année - Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 2^e anniversaire.

EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Prix d'émission : 99,44 % soit 4972 F par titre.
Durée : 10 ans - Date de jouissance et de règlement : 28 juillet 1986 - Intérêt : 90 % du T.M.O. - Amortissement en totalité à la fin de la 10^e année - Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à compter du 2^e anniversaire.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Epargne.

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS
Une valeur sûre.

BALD du 14 juillet 1986, Van CDB n° 86.375 du 11 juillet 1986. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du Public.

FRUCTI-ASSOCIATIONS

Société d'investissement à capital variable
du groupe des Banques populaires

L'assemblée générale de la société statuant sur les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1986 s'est réunie le 27 juin 1986 sous la présidence de M. Pierre Delmon, qui a prononcé l'allocation suivante :

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs, FRUCTI-ASSOCIATIONS vient de connaître, pour la deuxième année consécutive, un développement remarquable de ses activités.

La valeur boursière de ceux-ci est en effet passée de 207,5 millions de francs à l'ouverture au public de la société, le 27 mars 1984, à 805,4 millions de francs à la clôture du premier exercice, le 27 mars 1985, puis à 1.877 millions de francs à la fin du second, le 27 mars 1986.

Elle dépasse à ce jour 2,7 milliards de francs.

La suppression du droit d'entrée, à partir du 1^{er} avril 1985, a contribué à accélérer la rotation des mouvements de capitaux effectués par les actionnaires, et FRUCTI-ASSOCIATIONS est aujourd'hui pleinement perçue comme un instrument de gestion de trésorerie particulièrement commode, de plus en plus fréquemment utilisé pour des durées de placement qui peuvent atteindre des semaines, voire même des mois.

La régularité des performances réalisées depuis la création de la société, qui confère au placement en actions de FRUCTI-ASSOCIATIONS un caractère de grande sécurité, apparaît également à l'origine de ce succès.

La politique de gestion a été et demeure en effet constamment orientée vers la recherche d'une performance aussi régulière que possible afin d'assurer, à niveaux de taux d'intérêt égaux, un rendement équivalent et proche de celui des marchés financiers aux actionnaires, quelle que soit la durée de détention des actions.

FRUCTI-ASSOCIATIONS s'est ainsi tout naturellement placée, dans le classement publié par la Commission des opérations de Bourse en juillet 1985, dans la catégorie des SICAV qui, accordant la priorité à la régularité de l'évolution de la valeur liquidative, offrent aux investisseurs un risque faible en capital. L'actif est, en permanence, largement investi en obligations à taux variables ou à taux fixe couverts par des opérations conditionnelles, ainsi qu'en bons du Trésor.

La valeur liquidative de l'action, compte tenu de la mise en paiement d'un dividende net de 2,18 francs le 12 juillet 1985, a progressé de 9,56 % au cours du second exercice. Le rendement

actuel se situe à un niveau proche de ce taux, sur des durées de trois mois à un an.

Ces résultats se comparent ainsi favorablement au rendement procuré par un placement sur le marché monétaire pour les périodes correspondantes.

Il convient également d'apprécier en tenant compte d'un taux d'inflation qui, ramené à 4,7 % en 1985, se situe vraisemblablement en dessous de 3 % en 1986.

Ainsi, même si la poursuite de la baisse des taux d'intérêt depuis le début du nouvel exercice conduit à prévoir, pour les neuf mois à venir, des performances moins élevées que par le passé, il semble raisonnable d'avancer que le rendement réel offert par le placement en actions FRUCTI-ASSOCIATIONS restera attractif.

Par ailleurs, les innovations financières introduites depuis 1985, et notamment l'émission de nouveaux titres obligataires de plus en plus sophistiqués, la création d'une gamme d'instruments (billets de trésorerie, certificats de dépôts négociables, bons du Trésor en compte courant, etc.) destinés à favoriser la pénétration entre marché obligataire et marché monétaire, l'inauguration, fin février 1986, de nouvelles techniques d'intervention boursières avec le lancement du MATIF à terme d'instruments financiers (MATIF), tout en favorisant un développement considérable des différents marchés, ont rendu ceux-ci beaucoup plus volatils. Elles renforcent de ce fait l'intérêt d'une gestion collective pour les trésoriers d'associations ou d'entreprises aussi bien que pour les particuliers.

L'ensemble de ces éléments nous permet d'être optimistes sur l'avenir de notre société.

Il convient toutefois de souligner que FRUCTI-ASSOCIATIONS, comme toutes les SICAV, doit faire face, depuis quelque temps, à des changements successifs de ses règles de fonctionnement. En particulier, l'obligation de comptabiliser, à compter du 1^{er} juillet 1986, les revenus du portefeuille en intérêts courus, réduit la liberté de gestion et de distribution. Par ailleurs, de nouvelles mesures sont actuellement à l'étude.

Il ne semble important d'insister, à l'occasion de la présente assemblée, sur le fait qu'un tel changement de la réglementation, à un rythme aussi rapide, peut être de nature à perturber le marché et le développement d'organismes qui, jusqu'à ce jour, ont fait la preuve de leur utilité et de leur efficacité, et dont l'objectif prioritaire demeure, comme c'est le cas pour FRUCTI-ASSOCIATIONS, la protection des investisseurs.



COMPTES DE L'EXERCICE 1985

L'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 30 juin 1986 sous la présidence de M. Pierre Besseli a pris connaissance des comptes de l'exercice 1985 qui se soldent par un bénéfice net consolidé de 28,1 millions de francs en progression de 48 % par rapport à celui de l'exercice 1984. Le chiffre d'affaires consolidé pour 1985 s'élève à 1.132 millions de francs en progression de 12 % sur celui de 1984. Le taux de rentabilité du groupe est de 2,5 % soit une augmentation de 0,6 % par rapport à 1984. L'autofinancement de l'exercice est de 63 millions de francs contre 39 millions de francs en 1984.

L'assemblée a par ailleurs approuvé les comptes sociaux de SEMA-METRA qui font ressortir un bénéfice net de 20,3 millions de francs et fixe le dividende de l'exercice à 10 F par action de 40 F de nominal auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F.

PERSPECTIVES 1986
Pour 1986, compte tenu de l'intégration des activités de CERCIL acquises au 1^{er} janvier 1986, la croissance du groupe devrait atteindre environ 25 %. Le résultat net devrait connaître une croissance équivalente. Les résultats provisionnels du 1^{er} semestre 1986 confirment la validité de ces prévisions.

L'acquisition de CERCIL ayant renforcé le poids de l'infrastructure technique dans le groupe, cette activité représente désormais 30 % du chiffre d'affaires (contre 14 % en 1985) avec une situation de commande de commandes favorable pour les années à venir tant en France qu'à l'étranger, notamment en RFA.

En informatique de gestion, le groupe a confirmé sa position de leader dans le domaine des schémas directeurs et fortement développé ses activités de conception et de réalisation de systèmes dans le cadre de grands contrats au forfait. Il faut souligner que la pénétration du groupe dans le secteur bancaire s'est notamment accrue.

La SOFRES connaît un développement conforme à ses prévisions et supérieur à la moyenne du marché.

Le développement des filiales européennes du groupe se poursuit. La croissance de la filiale espagnole SOFEMASA dans un marché très porteur est particulièrement rapide.

Aux Etats-Unis INTEC, filiale créée en 1984 d'une filiale de lancement d'achats, est entrée dans une phase opérationnelle positive.

Les dépenses de recherche et développement se poursuivent sur des axes stratégiques majeurs. Elles sont concentrées en priorité au génie logiciel (Audiotex 86), ainsi qu'un panel télématique de la SOFRES. De plus, des études se poursuivent sur les aspects techniques et commerciaux des services à valeur ajoutée informatique afin de préparer la création d'une filiale commune dans ce domaine avec IBM France et Perias.

Marchés financiers

PARIS, 16 juillet ↑

Mieux orienté

Dans l'attente de l'intervention télévisée de M. J. Chirac, premier ministre, sur le déficit du problème de la privatisation, la Bourse de Paris s'est mercredi un peu rassénée. Assez épuisée la veille par des ventes bénéficiaires, les valeurs françaises ont en assez grand nombre remonté le cours. Les plus belles étaient à la première loge : Peugeot, CSF, BSN, Moët, Total, Midl, Compagnie Bancaire, L'Oréal, Schneider, Roussel-Uclaf et bien d'autres. Bref, l'indicateur instantané, après avoir enregistré une hausse mensuelle de 0,86 %, progressait finalement de 0,5 % environ. Des diverses déclarations faites en haut lieu pour calmer le jeu, le marché a retenu que l'accroissement de la cotisation était moins sérieux qu'il n'y paraissait. « La privatisation aura lieu, dit-on. Elle mettra seulement un peu plus de temps à se faire. » Il reste que dans les travers beaucoup attendaient le discours du premier ministre pour se faire une opinion.

La prudence est demeurée la règle d'autant que le dernier bulletin sur la santé de Wall Street est toujours inquiétant. Quelques achats étrangers ont été enregistrés principalement à l'ouverture. Mais les investisseurs domestiques ont pour la plupart campé sur leurs positions. L'activité a été relativement calme comme en a souvent témoigné la rapidité des cotations.

Le marché obligataire et le MATIF n'ont pas encore été très flamboyants encore qu'il y a quelques tentatives de reprise ont été enregistrées.

NEW-YORK, 16 juillet ↑

Amélioration

Mis à rude épreuve deux jours durant, Wall Street a réagi, mercredi, à réajuster un peu. Un mouvement de reprise s'est, en effet, produit en début de séance. Il se poursuivait une partie de la journée avant de se ralentir à l'approche de la clôture. Finalement, l'indice des valeurs industrielles s'élevait à 1774,18 (+ 5,48 points), après avoir un moment atteint la cote 1794,25.

Le bilan quotidien a été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 194 valeurs traitées, 924 ont progressé, 681 ont encore baissé et 369 n'ont pas varié. Beaucoup autour de Big Board se posent des questions sur la solidité de la reprise. Après huit séances de repli consécutif, le facteur technique a indiscutablement commencé à jouer. Mais, outre les achats effectués par les vendeurs à découvert, des investisseurs en quête de bonnes affaires se sont mis à faire quelques compléments. Cependant, toutes ces initiatives ne sont pas allées très loin. D'après un spécialiste, tout devrait se jouer jeudi. « Si le marché parvient à maintenir son avance, ses chances de se redresser ne sont pas négligeables. En revanche, si l'échec du jeudi est consommé, il est difficile d'imaginer que la chute des valeurs s'arrête à ce stade. » Une forte activité a continué de régner, et 161,44 millions de titres ont changé de mains, contre 183,96 millions.

VALEURS	Cours du 15 juillet	Cours du 16 juillet
Alcoa	36 1/2	36
A.T.T.	34 1/8	34 1/4
Boeing	60	60 1/2
Chem. Manhattan Bank	38 7/8	39 3/4
De Pont de Nemours	53 1/4	53 3/4
DuPont de Nemours	53 1/4	53 3/4
Exxon	67 1/2	68 1/2
General Electric	52 5/8	53 5/8
General Motors	73 3/4	74 3/8
Goodyear	28 3/4	29 1/2
IBM	200 1/4	199 3/4
I.T.T.	53	53
Johnson & Johnson	28 1/8	28 1/2
Kodak	68 1/8	68 1/4
Schlumberger	31	31 3/8
Texas	28 1/4	28 1/4
U.S. Steel	48 1/4	48 1/4
Union Carbide	22 7/8	22 3/4
USX Corp.	18 5/8	18 5/8
Westinghouse	30 1/4	30 1/4
Yates Corp.	52	50 7/8

CHANGES

PARIS

DOLLAR : 6,9450 F ↓

La dollar était, à nouveau, en léger recul le 17 juillet, mais c'est surtout le raffermissement du yen qui retentissait l'attention. A Paris, le dollar américain cotait 6,9450 F, contre 6,9515 la veille et 2,15 DM (contre 2,16 DM) à Francfort. Le dollar contre le yen est tombé à son plus bas historique de 166,50, avant de se reprendre légèrement en fin de séance.

FRANCFORT 16 juillet 17 juillet
Dollar (en DM) .. 2,15 2,16
TOKYO 16 juillet 17 juillet
Dollar (en yen) .. 157,15 159,85

MARCHÉ MONÉTAIRE
(taux privés)
Paris (17 juillet) ... 7 1/8 %
New-York (16 juillet) ... 6 1/2 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)
15 juillet 16 juillet
Valeurs françaises ... 139,6
Valeurs étrangères ... 103,6
C^o des agents de change
(base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 364,8 365,3

NEW-YORK
(Index Dow Jones)
Industrielles ... 1768,76 1774,18

LONDRES
(Index « Financial Times »)
Industrielles ... 1302,4 1306,3
Mines d'or ... 190,3 188,5
Fonds d'Etat ... 89 96

TOKYO
15 juillet 16 juillet
Nikkei Dow Jones 1782,8 1770,98
Indice général ... 1306,26 1306,36

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 juillet				
Nombre de contrats : 2 468				
ÉCHÉANCES				
COURS	16 juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	110,40	111,45	112,15	112,25
Précédent	110,40	111,45	112,10	112,10

AUTOUR DE LA CORBEILLE

GÉNÉRALE DE FONDRIE : CESSIION DE CIPS. **GROUPE AMERICAIN KOHLER.** — La société annonce que les négociations engagées pour la cession de son activité de produits sanitaires matérialisée par la société CIPS (Compagnie internationale de produits sanitaires) ont abouti à la signature d'un protocole d'accord visant à céder cette firme à la société américaine Kohler. Celle-ci est considérée comme le numéro un aux Etats-Unis pour la conception, la fabrication et la commercialisation de produits

sanitaires. « L'accord définitif, dont la signature devrait intervenir au plus tard en octobre prochain, se traduira par la cession totale de la CIPS au groupe Kohler pour un montant de l'ordre de 50 millions », précise la société.

SUCCURSALE A TOKYO POUR LA BANQUE DE CHINE. — La Banque de Chine a ouvert, le 16 juillet, une succursale à Tokyo, ce qui porte à huit le nombre de ses implantations étrangères.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	6,9375	6,9425	+ 30	+ 42	+ 60	+ 85	+ 180	+ 260
S.cm.	5,0482	5,0542	- 66	- 47	- 118	- 80	- 328	- 383
Yen (100) ..	4,4188	4,4248	+ 84	+ 163	+ 182	+ 210	+ 545	+ 615
DM	3,2313	3,2351	+ 64	+ 77	+ 140	+ 159	+ 368	+ 461
Florin	2,8661	2,8697	+ 33	+ 40	+ 70	+ 84	+ 224	+ 264
F.R.(100) ...	15,6497	15,6498	+ 38	+ 24	+ 50	+ 59	+ 141	+ 180
F.S.	3,8225	3,8277	+ 74	+ 94	+ 154	+ 180	+ 455	+ 525
L.(1 000) ...	4,6994	4,7069	- 170	- 140	- 330	- 299	- 807	- 911
£	10,4632	10,4797	- 267	- 221	- 514	- 440	- 1412	- 1238

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 7/16	6 9/16	6 7/16	6 9/16	6 7/16	6 9/16
S.E.U.	3/2	4 3/4	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8
DM	5/8	7/8	7 1/16	5 3/4	5 9/16	5 11/16	5 3/8	5 1/2
F.R.(100) ...	7	7 3/8	7 1/16	7 5/16	7 1/16	7 5/16	7 1/16	7 5/16
F.S.	1 1/2	2	4 7/8	5	4 7/8	5	4 7/8	5
L.(1 000) ...	9	11	10 3/4	11 1/4	10 7/8	11 3/8	11 1/8	11 1/2
£	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 1/8	9 7/8	10 1/4	9 13/16	9 15/16
£ temp.	6 7/8	7 1/4	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

هذه امه الاصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

16 JUILLET

[illegible]**Comptant** (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS		Cours prix.	Dernier cours		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours
A.B.P.A.	1986	1020	Dauphin O.T.A.	1741	1741	Mexico.....	284	310		
Alpin Macdonald	715	740	Dawsonville	1372	1375	Holmes-Dalton	678	675		
Apparel	680	680	Dewitt	572	585	Gm. Gen. Fin.	360	375		
B.I.F.P.	680	670	Diener-Desmarquet	336	330	Pennsylvania-R.R.	2820	2820		
BALF	1395	1395	Editions Roulard	300	288	Petit Bateau	218	207		
Bellini Technologies	820	820	Elect. S. Desmarat	900	900	Perpetrator	470	467		
Bimbel	540	540	Exposit	385	394	Rena	850	884		
Calbert de Lyon	828	822	Figeacis	820	820	St-Gabriel Eschbacher	1270	1221		
Cahiers du Nord	600	d	Galland	388	388	S.C.E.P.M.	180	180		
Canif	2161	2161	Gay	330	330	S.E.P.	1680	1680		d
Car General Signal	1660	1660	L.C.C.	318	315	S.E.P.	1130	1100		
C.D.M.E.	765	765	Ni Informative	448	445	S.E.P.M.	1660	1660		
C. Equip. Elect.	230	230	No. Investment	370	388	S.N.T. Dauph.	334	330		
CEBIA	750	780	Norman	510	515 ^a	Sollux	391	359 90 e		
C.G.I. Informatique	526	528	Notre Lorraine	513	510	Sopas	885	885		
C. David Ferebee	132	127 20	Oberlinberg, Michels	190	179 80	Valeurs de France	330	340		
Orbis	198	199	N.M.L.	682	695					

SICAV (sélection)[illegible]

Droits et bons

VALEURS		Cours prix.	Dernier cours
Attribution			
Agence Havas	330	....
Inst. Minier	400	....	441
Presses Cité	382	....
Souscription			
Colson	6 80	....	5 90
Coldit F. Iron .....	....	....	....
Peloton R.P. ....	....	....	....
Solel .....	....	....	....
Sinco .....	....	....	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 16/7	COURS DES BILLETS	
			Achat	Vente
Banque (\$ 1)	6 980	6 951	6 700	7 180
ESL	6 862	6 879		
Alfonso (100 mil.)	322 376	322 830	313	323
Belgium (100 mil.)	268 030	268 400	270	270
Portugal (100 mil.)	268 030	268 400	270	28 500
Danemark (100 mil.)	86 180	86 240	82 500	80
Norvège (100 mil.)	52 860	53 070	58	54 500
Grande-Bretagne (1 mil.)	10 418	10 325	10 100	10 500
Grande-Bretagne (100 mil.)	5 030	5 030	5 030	5 030
Indes (100 mil.)	4 687	4 687	4 500	5
Suisse (100 mil.)	366 330	368 700	384	404
Suisse (100 mil.)	58 330	58 330	54 500	100
Autriche (100 mil.)	45 880	45 940	44 850	47 180
Espagne (100 mil.)	6 062	6 060	6 050	6 050
Portugal (100 mil.)	4 680	4 680	4 680	4 680
Chine (100 mil.)	5 074	5 053	4 820	5 250
Japon (100 mil.)	4 378	4 384	4 220	4 440

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix	COURS 15/7
Or fin (Baie au gramme)	77860	778100
Or fin (Baie 100 grammes)	77250	769100
Pièces françaises (20 F)	515	502
Pièces françaises (10 F)	382	382
Pièces suisses (20 F)	518	518
Pièces italiennes (20 F)	449	451
Spécialité	573	574
Or fin (Baie 100 grammes)	2265	2265
Pièces de 10 dollars	1674	1642 50
Pièces de 5 dollars	802 50	
Pièces de 50 pesos	2830	2850
Pièces de 10 Reales	438	436
Or Australien	345 95	
Or Soudan	348	
Or Hongkong	345 95	348 20
Argent Londres	163000	

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

... sur l'...

LSD

A B C D E F G